



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 FÉVRIER 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 12th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Amherst Realty Trust Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quatorze janvier 1949, constituant en corporation: Charles-Edouard Bertrand, Jean-Paul Grégoire, Jean-Paul Dansereau, tous avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de biens-fonds et terrains, tenir aussi une agence d'immuebles, agir comme courtiers en immeubles, sous le nom de "Amherst Realty Trust Company Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Letters Patent

Amherst Realty Trust Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1949, incorporating: Charles Edouard Bertrand, Jean Paul Grégoire, Jean Paul Dansereau, all advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and land company, also operate a real estate agency and act as real estate brokers, under the name of "Amherst Realty Trust Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1949.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Arrow Head Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept janvier 1949, constituant en corporation: Dr Philip Joseph, administrateur, de la cité de Westmount, Claire Taylor, et June Kirlin, secrétaires, filles majeures, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, se servir et avoir la jouissance ou autrement négocier et mettre en valeur et vendre, louer, échanger ou autrement céder et disposer d'immeubles ou d'intérêts en iceux, sous le nom de "Arrow Head Holdings Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Asbestos Veterans Club
Club des Vétérans d'Asbestos**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: William Hethrington, contremaître électricien, J. A. Thibault, dentiste et Georges Gamache, commis, tous d'Asbestos, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Unir en un club pour des fins nationales, sociales, professionnelles, charitables, scientifiques, littéraires, artistiques, sportives ou pour tous autres objets semblables, mais sans aucune intention de gains pécuniaires, toutes personnes, masculines ou féminines, de bonne réputation âgées de 21 ans acceptables comme membres conformément aux statuts et règlements du club, sous le nom de "Asbestos Veterans Club"—"Club des Vétérans d'Asbestos".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Asbestos, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Austin Sales & Service Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf janvier 1949, constituant en corporation: Albert Ernest Martin, président, Mortimer Ross Rubenstein, avocat, tous deux de la cité de Westmount, Winnifred Margaret Whitehouse, secrétaire, fille majeure, et Allan Scott Matheson Paul, comptable, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Arrow Head Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the seventh day of January, 1949, incorporating: Dr Philip Joseph, executive of the city of Westmount, Claire Taylor and June Kirlin, secretaries, spinsters, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with and turn to account, and sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, under the name of "Arrow Head Holdings Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Asbestos Veterans Club
Club des Vétérans d'Asbestos**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1949, incorporating without share capital: William Hethrington, electrical foreman, J.-A. Thibault, dentist, and Georges Gamache, clerk, all of Asbestos, in the Judicial District of St. Francis, for the following purposes:

To unite within a club for national social, professional, charitable, scientific, literary, artistic, sportive objects or any other similar object but without any intention of making a profit, all persons, male or female, of good character being 21 years of age who being acceptable as members according to the statutes and by-laws of the club, under the name of "Asbestos Veterans Club"—"Club des Vétérans d'Asbestos".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Asbestos, in the Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Austin Sales & Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1949, incorporating: Albert Ernest Martin, president, Mortimer Ross Rubenstein, advocate, both of the City of Westmount, Winnifred Margaret Whitehouse, secretary, spinster, and Allan Scott Matheson Paul, accountant, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et, en général, faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, radios, articles de sport, machines, avions, accessoires, pièces, sous le nom de "Austin Sales & Service Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Beaver Construction Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1949, constituant en corporation: John Seymour Newman entrepreneur, Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, et Sydney Phillips, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Beaver Construction Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Aucune action du capital de la compagnie ne sera vendue ou transférée par aucun des actionnaires à moins et jusqu'à ce que les directeurs de la compagnie, à leur seule discrétion, aient approuvé ou autorisé la vente ou le transfert par résolution du bureau de direction;

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt, à l'exception des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie étaient actionnaires de la compagnie pendant la durée de cet emploi et ont continué de l'être après avoir quitté cet emploi, deux ou plusieurs personnes détenant une ou plusieurs actions conjointement sont considérées comme un simple actionnaire;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Brick-O Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1949, constituant en corporation: Jacqueline Laliberté, sténographe, fille majeure, J.-Eloi Gervais et Laurent Desroches, avocats, tous des cité et district Judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, distribuer ou vendre du beurre d'arachide, du beurre de coco, du beurre d'érable et autres, ainsi que tout produit de confiserie, sous le nom de "Brick-O Products Co. Ltd.", avec un capital de \$2,500, divisé en 2,500 actions avec valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS,

To manufacture and generally deal in all kinds of automobiles, engines, radios, sporting goods, machines, aeroplanes, accessories, parts, under the name of "Austin Sales & Service Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Beaver Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1949, incorporating: John Seymour Newman, contractor, Nathaniel Leonard Rappaport, advocate, and Sydney Phillips, clerk, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Beaver Construction Company", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares having a par value of \$10 each, and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

No shares or share of the capital stock of the company shall be sold or transferred by any of the shareholders unless and until the directors of the company in their sole discretion have, by resolution of the Board approved or authorized the sale or transfer;

The number of its shareholders shall be limited to 20 not including persons who are in the employment of the company and persons who, having been formerly in the employment of the company, were, while in that employment to be shareholders of the company, two or more persons holding one or more shares jointly being counted as a single shareholder;

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Brick-O Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1949, incorporating: Jacqueline Laliberté, stenographer, spinster, J. Eloi Gervais and Laurent Desroches, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, distribute or sell peanut butter, cocoa butter, maple butter and other similar products as well as confectionery, under the name of "Brick-O Products Co. Ltd.", with a capital stock of \$2,500 divided into 2,500 shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

British Hat & Cap Mfg. Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept janvier 1949, constituant en corporation: Marcus M. Sperber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Alan Bernard Gold et Murray Lapin, avocats, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, faire le commerce et le négoce de chapeaux, casquettes, articles de modes, habits, vêtements, drap, soie, coton, filés, lainages, tissus, marchandises sèches et fourrures, sous le nom de "British Hat and Cap Mfg. Co. Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Catalina Sportswear Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize janvier 1949, constituant en corporation: Samuel Solomon, marchand, d'Outremont, Fernand Giguère, manufacturier, Charles Brownstein, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de toutes sortes de vêtements, sous le nom de "Catalina Sportswear Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Colvan Investment Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1949, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les opérations d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de "Colvan Investment Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

British Hat & Cap Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1949, incorporating: Marcus M. Sperber, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Alan Bernard Gold and Murray Lapin, advocates, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal in and with hats, caps, millinery, clothing, wearing apparel, cloth, silks, cotton, tweeds, woollens, fabrics, dry goods and furs, under the name of "British Hat & Cap Mfg. Co. Ltd.", with a capital stock of \$25,000 divided into 1,500 preferred shares of the par value of \$10 each, and 1,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Catalina Sportswear Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1949, incorporating: Samuel Solomon, merchant of Outremont, Fernand Giguère, manufacturer, Charles Bownstein, advocate, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in all kinds of wearing apparel, under the name of "Catalina Sportswear Corp.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preference shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Colvan Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1949, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Colvan Investment Corporation", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of the par value of \$100 each, and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Compagnie d'Habitation de Montmagny
Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1949, constituant en corporation: Robert Perron, avocat, Charles-Henri Giroux, notaire, J.-Léo Moffet, comptable, Cécile Jobin, sténographe, fille majeure, tous quatre des cité et district judiciaire de Québec, et Paul Miquelon, avocat, de Beauport, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Entreprendre, pour son propre compte ou pour d'autres, l'érection et la construction de chemins, canaux, quais, barrages, écluses, ponts, aqueducs, égouts, trottoirs, filtres, réservoirs, viaducs, tunnels, entrepôts, sous le nom de "Compagnie d'Habitation de Montmagny Limitée" avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Les actions de la compagnie ne seront pas transférables sans le consentement d'une majorité des Directeurs et le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Consolidated Fur Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept janvier 1949, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, C.R., Manuel Shacter, avocats, et Dame Libby Turner, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de marchands et négociants en gros et en détail, importateurs et exportateurs, manufacturiers de toutes et d'aucune sorte de fourrures et peaux brutes et traitées, sous le nom de "Consolidated Fur Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à dix.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

**Cowansville Club No. 99
Club de Cowansville No 99**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Malcom B. Cady, technicien, William Hawke, commis, et Byron E. Johnston, gérant de production, tous de la ville de Cowansville, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Encourager l'esprit de camaraderie et d'entraide parmi les vétérans de Cowansville et des villages environnants, sous le nom de "Cowansville Club No. 99" — "Club de Cowansville N° 99."

**Compagnie d'Habitation de Montmagny
Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1949, incorporating: Robert Perron, advocate, Charles Henri Giroux, notary, J. Léo Moffet, accountant, Cécile Jobin, stenographer, spinster, all four of the city and judicial district of Quebec, and Paul Miquelon, advocate, of Beauport, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To undertake, for itself or for others, the building and construction of roads, canals, wharves, dams, sluices, bridges, waterworks, sewers, sidewalks, filters, reservoirs, viaducts, tunnels and warehouses, under the name of "Compagnie d'Habitation de Montmagny Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The shares of the company cannot be transferred without the consent of the majority of the directors and the number of shareholders will be limited to twenty.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Consolidated Fur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1949, incorporating: Louis H. Rohrlück, K.C., Manuel Shacter, advocates, and Dame Libby Turner, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of wholesale and retail dealers and jobbers, importers and exporters, manufacturers in all and any kinds of raw and dressed furs and skins, under the name of "Consolidated Fur Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares 100 common shares of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to ten.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**Cowansville Club No. 99
Club de Cowansville No 99**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1949, incorporating without share capital: Malcom B. Cady, technician, William Hake, clerk, and Byron E. Johnston, production manager, all of the town of Cowansville, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To promote the spirit of comradeship and help of all the veterans of Cowansville and surrounding villages, under the name of "Cowansville Club No. 99" — "Club de Cowansville N° 99".

Le montant auquel est limitée la valeur (ou le revenu annuel) des biens immobiliers ou mobiliers que la corporation peut posséder est de \$30,000.

Le siège social de la corporation sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Drummond Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1949, constituant en corporation: Dr Philip Joseph, administrateur, de la cité de Westmount, Claire Taylor et June Kirlin, secrétaires, filles majeures, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, se servir et avoir la jouissance ou autrement négocier et mettre en valeur et vendre, louer, échanger ou autrement céder et disposer d'immeubles ou d'intérêts en iceux et des bâtisses ou autres constructions dessus érigées, sous le nom de "Drummond Holdings Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Durieux Entreprises, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1949, constituant en corporation: André-Henri Durieux, directeur musical, Yolande Turgeon, secrétaire, fille majeure, et Jean-M. LaFon, agent-représentant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger et faire le commerce de tout ce qui se rapporte à la musique;

Organiser une ou des agences de publicité, sous le nom de "Durieux Entreprises, Incorporée", avec un capital de \$25,000, divisé en 2,500 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dussault MacNab Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1949, constituant en corporation: Charles-Edouard Bertrand, Jean-Paul Grégoire et Jean-Paul Dansereau, avocats, tous des

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immovable or moveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$30,000.

The head office of the corporation will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Drummond Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January 1949, incorporating: Dr. Philip Joseph, executive, of the city of Westmount, Claire Taylor and June Kirlin, secretaries; spinsters, both of the City of Montreal, and all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected, under the name of "Drummond Holdings Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Durieux Entreprises, Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1949 incorporating: André Henri Durieux, musical director, Yolande Turgeon, secretary, spinster, and Jean M. LaFon, agent-representative, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange and transact any business connected with music;

To organize one or more advertising agencies, under the name of "Durieux Entreprises, Incorporée", with a capital stock of \$25,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dussault MacNab Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1949, incorporating: Charles-Edouard Bertrand, Jean Paul Grégoire and Jean Paul Dansereau, advocates, all of the city and

city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Dussault MacNab Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Eastern Airways Limited
Les Lignes Aériennes de l'Est Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1949, constituant en corporation: Pamphile Rodrigue, contracteur, de Saint-Georges Ouest, district judiciaire de Beauce, René Bernard, industriel, et Alice Nadeau Bernard, ménagère, épouse du dit René Bernard, tous deux de Saint-Côme, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Faire le transport des marchandises, passagers, et de la malle, sous le nom de "Eastern Airways Limited" — "Les Lignes aériennes de l'Est Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Electric Utilities Inc.
Accessoires et Appareils Electriques Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit janvier 1949, constituant en corporation: Jules Robitaille, comptable, Philippe Boyer, cortier, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Paul Dumoulin, vendeur, de St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer les négoce, industrie et commerce d'accessoires électriques, sous le nom de "Electric Utilities Inc." — "Accessoires et Appareils Electrique Inc.", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Entreprise de Frais Funéraires d'Alma Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1949, constituant en corporation: Léopold Gravel, entrepreneur, Dame Bernadette Gagnon Gravel, ménagère, épouse commune en biens dudit Léopold Gravel, tous deux de Kénogami, dans le district judiciaire de Chicoutimi, Arthur Bédard, papetier, et Gérard

judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Dussault MacNab Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Eastern Airways Limited
Les Lignes Aériennes de l'Est Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1949, incorporating: Pamphile Rodrigue, contractor, of Saint-Georges Ouest, judicial district of Beauce, René Bernard, industrialist, and Alice Nadeau Bernard, housewife, wife of the said René Bernard, both of Saint Côme, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To transport merchandise, passengers and mail, under the name of "Eastern Airways Limited" — "Les Lignes aériennes de l'Est Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Georges de Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Electric Utilities Inc.
Accessoires et Appareils Electriques Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1949, incorporating: Jules Robitaille, accountant, Philippe Boyer, broker, both of the city and judicial district of Montreal, and Paul Dumoulin, salesman, of St-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of and trade and deal in electric accessories, under the name of "Electric Utilities Inc." — "Accessoires et Appareils Electriques Inc.", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Entreprise de Frais Funéraires d'Alma Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1949, incorporating: Léopold Gravel, contractor, Dame Bernadette Gagnon Gravel, housewife, wife common as to property of said Léopold Gravel, both of Kénogami, judicial district of Chicoutimi, Arthur Bédard, papermaker, and Gérard Senechal, inspector,

Senechal, inspecteur, tous deux de St-Joseph-d'Alma, dans le district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands, manufacturiers, de cercueils, accessoires funéraires et autres accessoires relatifs aux sépultures. Exploiter et organiser des salons mortuaires, sous le nom de "Entreprise de Frais Funéraires d'Alma Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gale Forest Products Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq janvier 1949, constituant en corporation: Royce Laberee Gale, Francis Gilbert Gale, marchands de bois, Royce Laberee Gale, fils, étudiant, tous du village de Waterville, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Acquérir le commerce actuellement exercé à Fassett, Québec, par Royce L. Gale;

Entreprendre des exploitations forestières dans toutes leurs spécialités, sous le nom de "Gale Forest Products Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Waterville, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

George E. Carson Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1949, constituant en corporation: Lucille Dunn, Thérèse Tremblay et Jean Marler, secrétaires, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs, constructeurs et couvreurs, sous le nom de "George E. Carson Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Germain Johnson Incorporée Germain Johnson Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1949, constituant en corporation: Germain Johnson, commerçant, Dame Marie-Jeanne Ouimet Johnson, épouse de Germain Johnson, et Dame Marguerite Guay Francoeur, épouse de Jean-Paul Francoeur, et dûment

both of St-Joseph-d'Alma, in the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in and manufacturers of caskets, funeral accessories and other accessories connected with burials. To operate and organize funeral parlours, under the name of "Entreprises des Frais Funéraires d'Alma Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gale Forest Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1949, incorporating: Royce Laberee Gale, Francis Gilbert Gale, lumbermen, Royce Laberee Gale, junior, student, all of the village of Waterville, in the judicial district of St-François, for the following purposes:

To acquire the business now carried on at Fassett, Quebec, by Royce L. Gale.

To carry on lumbering operations in all of its branches, under the name of "Gale Forest Products Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at village of Waterville, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

George E. Carson Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1949, incorporating: Lucille Dunn, Thérèse Tremblay and Jean Marler, secretaries, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as contractors, builders, roofers, under the name of "George E. Carson, Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Germain Johnson Incorporée Germain Johnson Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1949, incorporating: Germain Johnson, trader, Dame Marie Jeanne Ouimet Johnson, wife of Germain Johnson, and Dame Marguerite Guay Francoeur, wife of Jean Paul Francoeur, and duly authorized by him for the pur-

autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tous objets, articles, instruments et machines, ou produits généralement vendus dans un magasin à rayons, sous le nom de "Germain Johnson Incorporée" — "Germain Johnson Incorporated", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions ordinaires ou communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Gingras & Demers Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1949, constituant en corporation: Lionel Gingras, Joseph-Placide Demers, industriels, de Saint-Raymond, et Pauline Boily, secrétaire, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer tous les produits et sous-produits de la forêt:

Faire le commerce de toutes sortes d'effets et objets relatifs au commerce de meubles, machines, appareils et accessoires électriques, automoteurs et magnétiques, sous le nom de "Gingras & Demers Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Henri Harwood & Compagnie (Ltée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1949, constituant en corporation: Marcelle Coupal, célibataire-majeure, Georges-Henri Blouin, étudiant, et Louis-Joseph de la Durantaye, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce et l'industrie de l'épicerie, sous le nom de "Henri Harwood & Compagnie (Ltée)", avec un capital de \$39,000, divisé en 390 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Hermitage Club Holdings, Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1949, constituant en corporation: Denton Burgess Creighton, Edson Gerald Smith, banquiers en place-

poses hereof, all of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in all objects, articles, instruments and machines or products generally sold in a departmental store, under the name of "Germain Johnson Incorporated" — Germain Johnson Incorporated, with a capital stock of \$50,000 divided into 500 common or ordinary shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Gingras & Demers Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1949, incorporating: Lionel Gingras, Joseph Placide Demers, industrialists, of Saint Raymond, and Pauline Boily, secretary, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell and manufacture all products and by-products of the forest;

To deal in all kinds of wares and objects connected with the furniture business and that of machines, electric apparatus and equipment and self-propelling and magnetic equipment, under the name of "Gingras & Demers Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Raymond, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Henri Harwood & Compagnie (Ltée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of January, 1949, incorporating: Marcelle Coupal, spinster, Georges Henri Blouin, student, and Louis Joseph de la Durantaye, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the trade and business of grocer, under the name of "Henri Harwood & Compagnie (Ltée)", with a capital stock of \$39,000, divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Hermitage Club Holdings, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1949, incorporating: Denton Burgess Creighton, Edson Gerald Smith, investment bankers, Harrison Cooley Hayes,

ment, Harrison Cooley Hayes, comptable agréé, Alexander Cunningham Howatson, manufacturier, Gerald Manning Markham, imprimeur, tous de la cité de Westmount, Robert Paterson Jellett, président d'une compagnie de fiducie, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal et David Jack Reid, manufacturier, de la ville de Bedford, district judiciaire de Bedford, tous pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de "Hermitage Club Holdings, Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 2,000 actions d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hotel Russel Compagnie

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du douze janvier 1949, constituant en corporation: Henri Faubert, hôtelier, Edmond-Alfred Bergevin, gérant d'hôtel, Dame Elmière Ménard, veuve, ménagère, tous de Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger, administrer, exercer le commerce d'hôtel avec tous les privilèges attachés à ce genre de commerce, conformément aux licences dont jouira ladite compagnie, sous le nom de "Hotel Russell Compagnie", avec un capital de \$49,000 divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hybert Mfg. Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze janvier 1949, constituant en corporation: Claire Taylor, June Kirlin, secrétaires, filles majeures, et Virginia Mires, réceptionniste, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter et autrement négocier ou faire le commerce de plumes, plumes-réservoirs, crayons, crayons mécaniques, plumes à pointe sphérique, remplisages et pièces pour les précédents et, en général des instruments et accessoires servant à écrire, brosses de toute nature et description, articles de toilette et articles divers similaires, sous le nom de "Hybert Mfg. Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Immeubles Mea Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

chartered accountant, Alexander Cunningham Howatson, manufacturer, Gerald Manning Markham, printer, all of the City of Westmount, Robert Paterson Jellett, Trust Company President, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, and David Jack Reid, manufacturer, of the Town of Bedford, Judicial District of Bedford, all for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Hermitage Club Holdings, Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 2,000 shares of the par value of \$5 each.

The head office of the Company will be at Magog, in the Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hotel Russel Compagnie

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1949, incorporating: Henri Faubert, hotel keeper, Edmond Alfred Bergevin, hotel manager, Dame Elmière Ménard, widow, housewife, all of Beauharnois, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To promote, organize, manage, administer and carry on the hotel business with all the privileges attached to such a business, pursuant to the licenses enjoyed by the said company, under the name of "Hotel Russel Compagnie", with a capital stock of \$49,000 divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hybert Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1949, incorporating: Claire Taylor, June Kirlin, secretaries, spinsters, and Virginia Mires, receptionist, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export and otherwise deal in or with pens, fountain pens, pencils, mechanical pencils, ball point pens, refills and parts for the foregoing, and writing instruments and accessories generally, brushes of every nature and description, toilet sundries and similar articles of a sundry nature, under the name of "Hybert Mfg. Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Immeubles Mea Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1949, constituant en corporation: Alfred-E. Marois, Alfred Marois, industriels, et Charles Delagrave, notaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles;

Faire affaires de toutes façons comme constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Immeubles Mea Inc.", avec un capital de \$500,000 divisé en 5,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général.

L. DÉSILETS.

Irving Clothes Ltd.

Avis est, par les présentes donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1949, constituant en corporation: Irving Margolese, manufacturier, Samuel Stein, avocat et Anne Puritz Margolese, ménagère, épouse séparée de biens de Irving Margolese et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter les commerces de Irving Clothes Reg'd et de Irving Ski Clothes Reg'd comme des industries en exploitation, sous le nom de "Irving Clothes Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général.

L. DÉSILETS.

J. A. Brazeau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre janvier 1949, constituant en corporation: Joseph-Léo-Aurélien Brazeau, marchand, Dame Blandine Drouin Brazeau, sténographe, épouse séparée de biens du dit J.-L.-A. Brazeau, et dûment autorisée par lui, tous deux des cité et district judiciaire de Québec, et Joseph-Yvon-Paul-Emile Brazeau, avocat, de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce ou l'industrie d'appareils électriques, ameublements, instruments de musique, sous le nom de "J. A. Brazeau Ltée", avec un capital de \$200,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre janvier 1949.

L'Assistant-procureur général.

L. DÉSILETS.

Jacques Bernard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1949, incorporating: Alfred E. Marois, Alfred Marois, industrialists, and Charles Delagrave, notary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in immovables;

To carry on business in all lines as builders and contractors, under the name of "Immeubles Mea Inc.", with a capital stock of \$500,000, divided into 5,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Irving Clothes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1949, incorporating: Irving Margolese, manufacturer, Samuel Stein, advocate, and Anne Puritz Margolese, housewife, wife separate as to property from Irving Margolese, and duly authorized by him, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To purchase the businesses of Irving Clothes Reg'd and Irving Ski Clothes Reg'd, as going concerns, under the name of "Irving Clothes Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

J. A. Brazeau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1949, incorporating: Joseph-Léo-Aurélien Brazeau, merchant, Dame Blandine Drouin Brazeau, stenographer, wife separate as to property of said J. L. A. Brazeau, and duly authorized by him, both of the city and judicial district of Quebec, and Joseph Yvon Paul Emile Brazeau, advocate, of the city of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To trade and deal in electric apparatus, furniture and musical instruments, under the name of "J. A. Brazeau Ltée", with a capital stock of \$200,000 divided into 1,000 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Jacques Bernard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1949, constituant en corporation: J.-Emile Maheu, Aurélien Noël, comptables, et Jacques Bernard, technicien orthopédiste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures, sous le nom de "Jacques Bernard Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de \$100 chacune.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. Daoust Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1949, constituant en corporation: Joseph Daoust, marchand de chaussures, de la cité de Montréal, Ubaldo Tessier, gérant général, et Joseph-A. Galarneau, gérant, ces deux derniers de la cité de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce de chaussures de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de "J. Daoust Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jean Cloutier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1949, constituant en corporation: Jean-Baptiste Cloutier, entrepreneur, Marcel Laurin, notaire et Madame Olivier Longtin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Olivier Longtin, et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement dans toutes leurs spécialités, les affaires et opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Jean Cloutier Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jeanne Bayard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1949, constituant en corporation:

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1949, incorporating: J. Emile Maheu, Aurélien Noël, accountants, and Jacques Bernard, technician in orthopedics, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in footwear, under the name of "Jacques Bernard Ltée".

The capital stock of the company is divided into 400 common shares of a par or nominal value of \$100 each.

The amount with which the company will commence operations is \$5,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. Daoust Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1949, incorporating: Joseph Daoust, shoe merchant, of the city of Montreal, Ubaldo Tessier, general manager, and Joseph A. Galarneau, manager, these two latter of the city, of Verdun, all of the judicial district of Montreal for the following purposes:

To deal generally in footwear of all kinds and descriptions, under the name of "J. Daoust Ltée", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jean Cloutier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1949, incorporating: Jean Baptiste Cloutier, contractor, Marcel Laurin, notary, and Madame Olivier Longtin, secretary, wife separate as to property by marriage contract of Olivier Longtin, duly authorized by him, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in general and in all their branches, the business and operations of builders and general contractors, under the name of "Jean Cloutier Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jeanne Bayard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1949, incorporating: Jeanne Fortier,

Jeanne Fortier, Françoise Bellay, toutes deux sténographes, filles majeures, et Laurent Drouin, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, importateurs, exportateurs, réparateurs, et marchands comme principaux ou agents, de vêtements de toutes sortes et autres articles s'y rapportant et de leurs accessoires, sous le nom de "Jeanne Bayard Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. E. Provencher & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit janvier 1949, constituant en corporation: Joseph-Ernest Provencher, Joseph-Marcel-Roger Provencher, industriels, d'East Angus, et Paul-Émile Brazeau, avocat, de la cité de Sherbrooke, tous du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation d'omnibus, véhicules ou autres moyens de transport, de passagers ou marchandises;

Manufacturer et faire le commerce et le trafic de véhicules-moteurs, et de toutes les pièces qui servent à leur construction, sous le nom de "J. E. Provencher & Fils Inc.",

Le capital-actions de cette compagnie est divisé en 20,000 actions sans valeur au pair ou nominale et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$110,000.

Le siège social de la compagnie sera à East Angus, comté de Compton, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

John Reid & Son Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept janvier 1949, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, Jacob Harold Blumenstein, avocat et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "John Reid & Son Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Joliet Museum Handicraft Limited

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de

Françoise Bellay, both stenographers, spinsters, and Laurent Drouin, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, importers, exporters, repairers of and dealers in, as principals or as agents, wearing apparel of all kinds and all articles and accessories connected therewith, under the name of "Jeanne Bayard Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. E. Provencher & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1949, incorporating: Joseph Ernest Provencher, Joseph Marcel-Roger Provencher, industrialists, of East Angus, and Paul Émile Brazeau, advocate, of the city of Sherbrooke, all of the judicial district of Saint Francis for the following purposes:

To operate omnibuses, vehicles and other means of transportation for passenger or merchandise;

To manufacture and trade and deal in motor vehicles and all parts used in their construction, under the name of "J. E. Provencher & Fils Inc.",

The capital stock of the said company is divided into 20,000 shares having no par or nominal value and into 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each, and the amount with which the company will commence operations will be \$110,000.

The head office of the company will be at East Angus, county of Compton, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

John Reid & Son Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1949, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "John Reid & Son Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Joliet Museum Handicraft Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1949, constituant en corporation: Charles A. Cannon, C.R., Jules Frémont, avocats, et Margaret McQuaid, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, exporter et importer des articles ou produits de toutes sortes faits à la main, en bois, métal, étoffe, laine ou toute autre matière, y compris les articles en bois sculpté, tapis crochetés, tissus faits au métier et produits semblables faits à la main, sous le nom de "Joliet Museum Handicraft Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Judaline Realities Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit janvier 1949, constituant en corporation: Arthur Levin, Lazarus L. Tinkoff, Louis Gertsman, huissier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de propriétés immobilières de toutes sortes et de droits ou intérêts en icelles sous le nom de "Judaline Realities Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Menuiserie de la Chaudière Inc. Chaudière Woodworks Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1948, constituant en corporation: J.-Auguste Doyon, manufacturier, Emmett O'Farrell, avocat, tous deux de St-Joseph-de-Beauce, district judiciaire de Beauce, et Alfred Belley, comptable agréé, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'exploitants forestiers, marchands de bois, propriétaires de scieries et d'ateliers pour préparation du bois, sous le nom de "La Menuiserie de la Chaudière Inc."—"Chaudière Woodworks Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph-de-Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1949, incorporating: Charles A. Cannon, K.C., Jules Frémont, lawyers, and Margaret McQuaid, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, export and import handicraft articles or products of all kinds made of wood, metal, cloth, wool or any other material including wood carved articles, hooked rugs, homespun, and similar handicraft products, under the name of "Joliet Museum Handicraft Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Judaline Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1949, incorporating: Arthur Levin, Lazarus L. Tinkoff, advocates, Louis Gertsman, Bailiff, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable property of all kinds, and rights or interest therein, under the name of "Judaline Realities Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Menuiserie de la Chaudière Inc. Chaudière Woodworks Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1948, incorporating: J. Auguste Doyon, manufacturer, Emmett O'Farrell, advocate, both of St-Joseph-de-Beauce, judicial district of Beauce, and Alfred Belley, chartered accountant, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business of lumbering operations lumber merchants, proprietors of sawmills and shops for the preparation of wood, under the name of "La Menuiserie de la Chaudière Inc."—"Chaudière Woodworks Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Joseph-de-Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Amicale de Stanislas

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Caumartin, médecin, Georges Arpin, courtier, René Vallerand, ingénieur, Dame Raymonde Brutinel Robert, épouse séparée de biens de Paul Robert, médecin et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Dame Marguerite Roux Gauvreau, épouse séparée de biens de Jean-Marie Gauvreau, manufacturier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Charles Coderre, avocat, tous de la cité d'Outremont, Jean Vinant, agent, Paul Morin, comptable, L.-A. Fraikin, ingénieur de la cité de Montréal, Dame Jeanne Beaulieu Casgrain, épouse séparée de biens de Jean Casgrain, avocat, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de la cité de Westmount, et Pierre d'Allemagne, ingénieur, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Unir entre eux tous les amis et sympathisants du Collège Stanislas, sous le nom de "L'Amicale de Stanislas".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera au Collège Stanislas, 780, Boulevard Dollard, cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Planche Murale Placac Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1949, constituant en corporation: Gérard Blanchette, machiniste, du Cap-de-la-Madeleine, Emile Lamy, Euclide Robillard, vendeurs, Meville Perreault, machiniste, et Lionel Loranger, commis, tous quatre des Trois-Rivières, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire commerce de planches murales et toutes autres sortes de matériaux de construction, sous le nom de "La Planche Murale Placac Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 600 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Casimir, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Bureau d'Information Sociale, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Dion, marchand, Gérard Riverin, papetier, et Jean-Marie Larouche, électricien, tous

L'Amicale de Stanislas

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Caumartin, physician, George Arpin, broker, René Vallerand, engineer, Dame Raymonde Brutinel Robert, wife separate as to property of Paul Robert, physician, and duly authorized by him for the purposes hereof, Dame Marguerite Roux Gauvreau, wife separate as to property of Jean-Marie Gauvreau, manufacturer, and duly authorized by him for the purposes hereof, Charles Coderre, advocate, all of the city of Outremont; Jean Vinant, agent, Paul Morin, accountant, L. A. Fraikin, engineer, of the city of Montreal, Dame Jeanne Beaulieu Casgrain, wife separate as to property of Jean Casgrain, advocate, and duly authorized by him for the purposes hereof, of the city of Westmount, and Pierre d'Allemagne, engineer, of the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To unite amongst themselves and all friends and sympathizers of the College Stanislas, under the name of "L'Amicale de Stanislas".

The amount to which the value (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at the "Collège Stanislas", 780 Boulevard Dollard, city of Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Planche Murale Placac Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1949, incorporating: Gérard Blanchette, machinist, of Cap-de-la-Madeleine, Emile Lamy, Euclide Robillard, salesmen, Meville Perreault, machinist, and Lionel Loranger, clerk, all four of Trois-Rivières, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in wall-board and all other kinds of building materials, under the name of "La Planche Murale Placac Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 600 common shares of a par value of \$100 each and 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Casimir, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Bureau d'Information Sociale, Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Roland Dion, merchant, Gérard Riverin, papermaker, and Jean Marie Larouche, electrician, all of Dolbeau,

de Dolbeau, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Organiser un service de propagande sociale, sous le nom de "Le Bureau d'Information Sociale, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Comité des Loisirs de la Ville de Dorion, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-Auguste Boyer, cultivateur, Peter Russell Brown, courtier d'assurance, Sam Nicholson, gérant, et Hubert Lalonde, marchand, tous de Dorion, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

S'occuper d'employer les loisirs de la jeunesse de la Ville de Dorion, sous le nom de "Le Comité des Loisirs de la Ville de Dorion, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$35,000.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, dans le district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Garage St-Georges Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1948, constituant en corporation: Armand Guy, Albert Lindsay, tous deux contracteurs, et Euclide Laforest, gérant de magasin, tous de Jonquière, dans le district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Acheter, entreposer, vendre, échanger ou autrement disposer, louer et utiliser, et généralement faire le commerce d'automobiles, camions, remorques et autres véhicules à combustion interne, sous le nom de "Le Garage St-Georges Limitée", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Service des Loisirs Saint-Nicolas d'Ahuntsic

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Monsieur l'abbé Hector Quesnel, prêtre-curé, Alphonse-P. Guay, chef inspecteur, et Philippe Ouellette, com-

judicial district of Roberval, for the following purposes:

To organize a service of social propaganda, under the name of "Le Bureau d'Information Sociale, Incorporée".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Comité des Loisirs de la Ville de Dorion, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eleventh day of January, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Charles Auguste Boyer, farmer, Peter Russell Brown, insurance broker, Sam Nicholson, manager, and Hubert Lalonde, merchant, all of Dorion, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To interest itself in providing useful recreation for the youth of the Town of Dorion, under the name of "Le Comité des Loisirs de la Ville de Dorion, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$35,000.

The head office of the corporation will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Garage St-Georges Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirtieth day of December, 1948, incorporating: Armand Guy, Albert Lindsay, both contractors, and Euclide Laforest, store manager, all of Jonquière, in the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To purchase, store, sell, exchange or otherwise dispose of, lease and use and generally deal in automobiles, trucks, trailers and other vehicles of internal combustion, under the name of "Le Garage St-Georges Limitée", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Service des Loisirs Saint-Nicolas d'Ahuntsic

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirtieth day of January, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé Hector Quesnel, parish priest, Alphonse P. Guay, chief inspector and Philippe Ouellette, clerk, all

mis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Procurer des loisirs aux enfants, aux jeunes gens, et jeunes filles ainsi qu'aux adultes par l'établissement de centres récréatifs et culturels dans la Paroisse de Saint-Nicolas d'Ahuntsic, sous le nom de "Le Service des Loisirs Saint-Nicolas d'Ahuntsic".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la compagnie sera à 10820 rue Laverdure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Service Social de l'Enfance de Chicoutimi

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Messieurs les abbés François Plourde, Roland Potvin, tous deux prêtres, Lionel Parent, comptable, et Joseph Dandurand, avocat, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Secourir les enfants naturels, orphelins, abandonnés, délaissés et nécessiteux et établir des organismes, centres, permanence appropriés, sous le nom de "Le Service social de l'enfance de Chicoutimi".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté au bureau du Procureur général, le douze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lucien Tremblay Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1949, constituant en corporation: Lucien Tremblay, électricien, Maurice Bériault, et Jean-Marie Bériault, avocats, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de constructeurs ou entrepreneurs généraux comme électriciens, sujet aux dispositions de la Loi concernant les électriciens et les installations électrique (S.R.Q., 1941, Chap. 172), sous le nom de "Lucien Tremblay Electric Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Magasins Nova Stores Ltée, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To provide recreational facilities for children, young men and young girls as well as adults by establishing recreational and cultural centers in the Parish of Saint-Nicolas d'Ahuntsic, under the name of "Le Service des Loisirs Saint-Nicolas d'Ahuntsic".

The amount of which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the company will be at 10820 Laverdure street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Service Social de l'Enfance de Chicoutimi

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbés François Plourde, Roland Potvin, both priests, Lionel Parent, accountant, and Joseph Dandurand advocate, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To assist foundlings, orphans and other abandoned, forsaken and needy children and to establish organizations, centres and suitable premises, under the name of "Le Service social de l'enfance de Chicoutimi".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lucien Tremblay Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1949, incorporating: Lucien Tremblay, electrician, Maurice Bériault, and Jean Marie Bériault, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders or general contracting electricians, subject to the provisions of the Act respecting Electricians and Electrical Installations (R.S.Q., 1941, chap. 172), under the name of "Lucien Tremblay Electric Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Magasins Nova Stores Ltée, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

vince de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1949, constituant en corporation: Gérard Lacoste, Edmond St-Pierre, commerçants, Joseph-Raoul Desrosiers, vendeur, Joseph-Albert Racicot, comptable, et Gérard Filion, commerçant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses branches le commerce d'épicerie et de boucherie, sous le nom de "Magasins Nova Stores Ltée, Ltd.", avec un capital de \$70,000, divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Manhattan Cap & Shirt Mfg. Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1949, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, C. R., Cyril E. Schwisberg, avocats, tous deux de la cité d'Outremont, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer et exporter, acheter et vendre et négocier et faire le commerce de casquettes, chapeaux, chemises, blouses, pyjamas, robes, sous-vêtements et vêtements de sport pour hommes, femmes et enfants et toutes sortes d'étoffes, marchandises à la pièce, produits textiles, tissus et fils, sous le nom de "Manhattan Cap & Shirt Mfg. Co. Ltd.", avec un capital de \$99,900 divisé en 999 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Manicouagan Power Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept janvier 1949, constituant en corporation: Valmore-Armand de Billy, avocat et conseil en loi du Roi, Jacques de Billy, avocat, tous deux de la cité de Lévis, André Gagnon, Gilles de Billy, Claude Gagnon, avocats, Jean-Baptiste Brown, comptable, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, et Kenneth Albert Wilson, avocat, conseil en loi du Roi, William Edwin Learned, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et John McGlinchey Home, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous trois du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Produire, manufacturer, fournir, vendre et disposer d'électricité et de courant électrique dans le but de développer de la chaleur, de la lumière et de l'énergie motrice et pour toutes autres fins pour lesquelles l'électricité peut être utilisée, sous le nom de "Manicouagan Power Company", avec un capital de \$15,000,000 divisé en 150,000 ac-

tion de Québec, bearing date the twentieth day of January, 1949, incorporating: Gérard Lacoste, Edmond St-Pierre, traders, Joseph Raoul Desrosiers, salesman, Joseph Albert Racicot, accountant, and Gérard Filion, trader, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:-

To carry on the grocery and butcher business in all its branches, under the name of "Magasins Nova Stores Ltée, Ltd", with a capital stock of \$70,000, divided into 600 preferred shares of a par value of \$100 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Manhattan Cap & Shirt Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1949, incorporating: Samuel E. Schwisberg, K.C., Cyril E. Schwisberg, advocates, both of the City of Outremont, and Sonya Schneyer, secretary, spinster, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import and export, buy and sell, and deal in and with men's, women's and children's caps, hats, shirts, blouses, pajamas, gowns, underwear and sportswear and all kinds of cloths, piece goods, textiles, fabrics and yarns, under the name of "Manhattan Cap & Shirt Mfg. Co. Ltd.", with a capital stock of \$99,900 divided into 999 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Manicouagan Power Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1949, incorporating: Valmore-Armand de Billy, advocate and King's Counsel, Jacques de Billy, advocate, both of the city of Lévis, André Gagnon, Gilles de Billy, Claude Gagnon, advocates, Jean-Baptiste Brown, accountant, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, and Kenneth Albert Wilson, advocate, King's Counsel, William Edwin Learned, accountant, both of the city of Montreal, and John McGlinchey Home, advocate and Kings Counsel, of the city of Westmount, all three of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To produce, manufacture, supply, sell and dispose of electricity and electric current for heat, light and power, and for any other purposes for which the same may be used, under the name of "Manicouagan Power Company", with a capital stock of \$15,000,000 divided into 150,000 shares of the par value of \$100 each, of which 75,000

tions d'une valeur au pair de \$100 chacune, dont \$75,000 seront des actions privilégiées et 75,000 seront des actions ordinaires.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Marwin Dyestuff of Canada Ltd.

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize janvier 1949, constituant en corporation: David Lack, avocat, Tessy Frankel et Pearl Auerbach, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et faire le commerce de teintures, matières colorantes et produits chimiques, sous le nom de "Marwin Dyestuff of Canada Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

McMullen & Gagnon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1949, constituant en corporation: Benoit McMullen, industriel et contracteur, Herménégilde-D. Gagnon, industriel, et Lucien Mercier, comptable agréé, tous de Matane, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Agir généralement comme constructeurs, entrepreneurs de tous travaux de voirie, quais, bâtisses et constructions quelconques, sous le nom de "McMullen & Gagnon Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Meubeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1949, constituant en corporation: Emé. Lacroix, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, C.-A. Sylvestre, C.R., avocat, et Marcelle Langlois, sténographe, célibataire-majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Pratiquer l'industrie et faire commerce d'imprimerie généralement sous le nom de "Meubeau Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

shall be preference shares and 75,000 shall be common shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Marwin Dyestuff of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1949, incorporating: David Lack, advocate, Tessy Frankel, and Pearl Auerbach, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in dyes, dyestuff and chemical products, under the name of "Marwin Dyestuff of Canada Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

McMullen & Gagnon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1949, incorporating: Benoit McMullen, industrialist and contractor, Herménégilde D. Gagnon, industrialist, and Lucien Mercier, chartered accountant, all of Matane, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To act as general builders and contractors for all road-works, wharves, buildings, and structures whatsoever, under the name of "McMullen & Gagnon Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Meubeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1949, incorporating: Emé. Lacroix, K.C., advocate, of the Town of Mount Royal, C.A. Sylvestre, K.C. advocate, and Marcelle Langlois, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general printing business and trade, under the name of "Meubeau Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Nap. Coté Sporting Goods Inc.

Avis a été donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1949, constituant en corporation: Napoléon Côté, Roméo Côté, tous deux marchands, et Dame Rose Gagnon Côté, ménagère, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer, manufacturer, acheter, vendre et en général faire le commerce d'articles de sport, de pêche, bicyclettes, motocyclettes, automobiles et tous véhicules automobiles, avec pouvoir de transiger toute affaire de nature similaire, sous le nom de "Nap Côté Sporting Goods Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Nikton Manufacturing Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf janvier 1949, constituant en corporation: David M. Notkin, Harold Newman, avocats, et Phyllis Schwartz, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et faire le commerce d'articles en métal, machines, machinerie, accessoires électriques, appareils de maison, jouets et autres produits en métal, bois, plastique, étoffe et autres substances, sous le nom de "Nikton Manufacturing Co.", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Orient Trading Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1949, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et conseil en loi du Roi, Nathaniel L. Levy, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Harry Batshaw, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et autrement faire le commerce de tapis importés, produits textiles et autres produits semblables comme agents, marchands, distributeurs en gros et en détail et négocier,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nap. Coté Sporting Goods Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1949, incorporating: Napoléon Côté, Roméo Côté, both merchants, and Dame Rose Gagnon Côté, housewife, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, buy, sell and deal generally in sporting goods, fishing accessories, bicycles, motorcycles, automobiles and motor vehicles, with power to transact any business of a similar nature, under the name of "Nap Côté Sporting Goods Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nikton Manufacturing Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1949, incorporating: David N. Notkin, Harold Newman, advocates, and Phyllis Schwartz, secretary, all of the city and judicial district of Montreal for the following purposes:

To manufacture and deal in and with metal goods, machines, machinery, electrical equipment, household appliances, toys and other products of metal, wood, plastics, cloth and other substances, under the name of "Nikton Manufacturing Co.", with a capital stock of \$20,000 divided into 100 common shares of \$100 each, and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Orient Trading Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1949, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and King's Counsel, Nathaniel L. Levy, advocate, both of the City of Montreal, and Harry Batshaw, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and otherwise deal in imported rugs, textiles and other similar products as agent, dealer, wholesaler and retail distributor and jobber, under the name of "Orient Trading Com-

cians, sous le nom de "Orient Trading Company", avec un capital de \$100,000 divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Paul Lippens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1949, constituant en corporation: Paul Lippens, pharmacien, optométriste et chimiste, Henri-Paul Lemay et Jean-Jacques Bisaillon, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de manufacturier, marchand, distributeur de produits chimiques, pharmaceutiques et médicaux de toutes sortes, sujet aux dispositions de la Loi de Pharmacie de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 267), sous le nom de "Paul Lippens Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Architectural Products Ltd. Les Produits d'Architecture de Québec Ltée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept janvier 1949, constituant en corporation: Robert Pagé, avocat, de ville St-Laurent, Pierrette Chalifoux, Eliane Paquette, sténographes, filles majeures, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer tous ou aucun des commerces d'entrepreneurs généraux et constructeurs pour et dans des travaux de construction, sous le nom de "Quebec Architectural Products Ltd." — "Les Produits d'Architecture de Québec Ltée", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Holdings Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1949, constituant en corporation: Claude Sartoris Richardson, avocat et conseil en loi du Roi, Ralph Wilson Becket, avocat, Ernest William Mockridge, gérant, William Patrick Creagh, commis en loi,

company", with a capital stock of \$100,000 divided into 750 common shares of the par value of \$100 each, and 250 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Paul Lippens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1949, incorporating: Paul Lippens, pharmacist, optometrist and chemist, Henri Paul Lemay and Jean Jacques Bisaillon, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer, dealer in and distributor of chemical, pharmaceutical and medicinal products of all kinds, subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act (R.S.Q., 1941, chap. 267), under the name of "Paul Lippens Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 400 common shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Architectural Products Ltd. Les Produits d'Architecture de Québec Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1949, incorporating: Robert Pagé, advocate, of the Town of St. Laurent, Pierrette Chalifoux, Eliane Paquette, stenographers and spinsters, both of the City of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on all or any of the businesses of general contractors and builders for and in the construction, under the name of "Quebec Architectural Products Ltd." — "Les Produits d'Architecture de Québec Ltée", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Holdings Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1949, incorporating: Claude Sartoris Richardson, advocate and King's Counsel, Ralph Wilson Becket, advocate, Ernest William Mockridge, manager, William Patrick Creagh, law clerk, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the City

et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'une compagnie de placement et de portefeuille comme mandants ou agents, sous le nom de "Quebec Holdings Corporation", avec un capital de \$500,000 divisé en 50,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Rosemount Boys' Club Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Edward Sarsfield O'Shea, comptable, Leonard Benjamin Martin, gérant, et Harvey Raynold Peterson, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Donner des leçons de bonne conduite et promouvoir le développement physique, social, éducatif ainsi que celui de l'orientation et du caractère des garçons, sous le nom de "Rosemount Boys' Club Inc."

Il est expressément entendu que les pouvoirs accordés par la présente ne permettent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté ainsi que les paris illégaux et n'autorisent pas la corporation à détenir ou obtenir un permis accordé par la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ross Structural Steel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-sept janvier 1949, constituant en corporation: Miville Ross, ingénieur civil, de Montréal, Gérard Burns, industriel, de Montréal, Augustin Bédard, industriel, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs et constructeurs généraux sous le nom de "Ross Structural Steel Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Sabatino Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

and Judicial District of Montréal, for the following purposes:

To carry on, whether as principals or agents, the business of an investment and holding company, under the name of "Quebec Holdings Corporation", with a capital stock of \$500,000 divided into 50,000 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Rosemount Boys' Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1949, incorporating without share capital: Edward Sarsfield O'Shea, accountant, Leonard Benjamin Martin, manager, and Harvey Raynold Peterson, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To provide behaviour guidance and to promote the health, social, educational, vocational and character development of boys, under the name of "Rosemount Boys' Club Inc."

It is expressly understood that the powers granted herein do not permit gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed, illegal bets, and do not authorize the corporation to hold or obtain a permit granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ross Structural Steel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1949, incorporating: Miville Ross, civil engineer, of Montreal, Gérard Burns, industrialist, of Montreal, Augustin Bédard, industrialist, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of general contractors and builders, under the name of "Ross Structural Steel Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sabatino Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth

du vingt janvier 1949, constituant en corporation: Jean-Berchmans Bélanger, Pascal Di Maulo, comptables, et Sabatino Papa, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des meubles, accessoires électriques et tous autres articles d'ameublement, systèmes de chauffage et leurs accessoires, sous le nom de "Sabatino Furniture Ltd.", avec un capital de \$125,000, divisé en 1,250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Sanctae Rosaelis Mining Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1949, constituant en corporation: Ewald Grondin, de Val d'Or, Donat Lafontaine, prospecteur, Emilien Pronovost, marchand, et Louis Bissonnette, aubergiste, les trois derniers de La Sarre, tous du district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Sanctae Rosaelis Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$5,500,000 divisé en 5,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Society of the Divine Word
Société du Verbe Divin

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Genest, avocat, Roméo-Paul Robert, homme d'affaires et Bernard Godue, gérant, tous de la cité de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Etablir des institutions religieuses, charitables, éducationnelles et humanitaires, sous le nom de "Society of the Divine Word" — "Société du Verbe Divin".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$250,000.

day of January, 1949, incorporating: Jean Berchmans Bélanger, Pascal Di Maulo, accountants, and Sabatino Papa, merchant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, electrical appliances and articles of furniture of all kinds, heating systems and their accessories, under the name of "Sabatino Furniture Ltd.", with a capital stock of \$125,000, divided into 1,250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sanctae Rosaelis Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1949, incorporating: Ewald Grondin, physician, of Val d'Or, Donat Lafontaine, prospector, Emilien Pronovost, merchant, and Louis Bissonnette, innkeeper, the three latter of La Sarre, all in the Judicial District of Abitibi, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Sanctae Rosaelis Mining Corporation" (No Personal Liability), with a capital stock of \$5,500,000 divided into 5,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Val d'Or, in the Judicial District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Society of the Divine Word
Société du Verbe Divin

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1949, incorporating without share capital: Guy Genest, lawyer, Roméo-Paul Robert, businessman, and Bernard Godue, manager, all of the city of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To establish religious, charitable, educational and humanitarian institutions, under the name of "Society of the Divine Word" — "Société du Verbe Divin".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$250,000.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

St-Maurice Flying Services Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze janvier 1949, constituant en corporation: Auguste Désilets, Roger Deshaies, avocats, Rolande Lacroix, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à transporter par air des passagers, la malle, des valeurs, des animaux et toutes marchandises en général;

Etablir et maintenir des lignes et services aériens de toutes sortes, sous le nom de "St-Maurice Flying Services Limited", avec un capital de \$70,000 divisé en 700 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Lac à la Tortue, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Super Test Wood Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du sept janvier 1949, constituant en corporation: Pauline Comeau, secrétaire, de Montréal, Marguerite Day, secrétaire, de Longueuil, Marc Lamarre, avocat, de Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter en gros et en détail le commerce de bois sous toutes ses formes, sous le nom de: "Super Test Wood Products Co. Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Climax Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1949, constituant en corporation: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall et Walter Austin Johnson, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce et le commerce de toutes sortes d'accessoires de moulins, machines, machinerie, accessoires de machinerie, sous le nom de "The Climax Company Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 2,500 actions catégorie A et en 2,500 actions catégorie B, toutes deux ayant une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

St-Maurice Flying Services Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1949, incorporating: Auguste Désilets, Roger Deshaies, advocates, Rolande Lacroix, stenographer, spinster, all of the city of Grand'Mère, of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of carrying by air passengers, mails, bullion, animals and all goods generally;

To establish and maintain lines and services of aircraft of all kinds, under the name of "St-Maurice Flying Services Limited", with a capital stock of \$70,000 divided into 700 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lac à la Tortue, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Super Test Wood Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1949, incorporating: Pauline Comeau, secretary, of Montreal, Marguerite Day, secretary, of Longueuil, Marc Lamarre, advocate, of Longueuil, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail lumber business in all its lines, under the name of "Super Test Wood Products Co. Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Climax Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1949, incorporating: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall and Walter Austin Johnson, advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with all kinds of mill supplies, machines, machinery, machinery supplies, under the name of "The Climax Company Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 2,500 Class A shares and 2,500 class B shares both having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Labrador Voluntary Educational League

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Hazel Boswell, Alice Mary Dunn, filles majeures, James Cuthbert Price, courtier, Charles Douglas Johnston et Owen LeMesurier Carter, avocats, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir et effectuer des travaux, projets et activités dans le but d'obtenir le plus grand bien-être et développer des meilleures conditions de vie parmi les habitants de la division géographique de la province de Québec ordinairement connue sous le nom de Labrador canadien, sous le nom de "The Labrador Voluntary Educational League".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à 19 avenue Ste-Geneviève, dans les cité et district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The St. Patrick's Congregation of Three Rivers

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Langlois, avocat, Jacqueline Gélinas, sténographe et Frank Ivan Ritchie, jr., avocat, tous de la cité des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Continuer les activités religieuses de la Congrégation "St. Patrick's Congregation" des Trois-Rivières approuvées le 20 juin 1929 par Son Excellence Monseigneur F. X. Cloutier et promouvoir l'érection d'une paroisse distincte éventuelle, canonique et civile pour les résidents catholiques romains de langue anglaise des cités des Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine, dans le diocèse des Trois-Rivières, sous le nom de "The St. Patrick's Congregation of Three Rivers".

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Tupper Grocery & Provisions Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Labrador Voluntary Educational League

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January 1949, incorporating without share capital: Hazel Boswell, Alice Mary Dunn, spinsters, James Cuthbert Price, stock-broker, Charles Douglas Johnston and Owen LeMesurier Carter, advocates, all of the City and Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To promote and carry out works, projects and activities for the purpose of achieving the greater well-being of and of developing better living conditions amongst the inhabitants of the geographical division of the Province of Quebec commonly known as Canadian Labrador, under the name of "The Labrador Voluntary Educational League".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$10,000.

The head office of the Corporation will be at 19 St. Geneviève Avenue, in the City and judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The St. Patrick's Congregation of Three Rivers

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1949, incorporating without share capital: Maurice Langlois, advocate, Jacqueline Gélinas, stenographer, and Frank Ivan Ritchie, Jr., advocate, all of the City of Trois-Rivières, Judicial District of Trois-Rivières, for the following purposes:

To continue the religious activities of the St. Patrick's Congregation of Three Rivers approved by His Grace Bishop F.-X. Cloutier, on the 20th day of June, 1929 and to promote the eventual, canonical and civil erection of national parish for the English-speaking Roman Catholic residents of the Cities of Trois-Rivières and Cap-de-la-Madeleine, in the diocese of Trois-Rivières, under the name of "The St. Patrick's Congregation of Three Rivers".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Trois-Rivières, Judicial District of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Tupper Grocery & Provisions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first

patentes en date du vingt et un janvier 1949, constituant en corporation: Louis Kenneth Weiner, marchand, de la cité d'Outremont, Irving Nadler, marchand, et Charles Brownstein, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands, négociants de provisions, épiciers, bouchers et faire le commerce d'articles d'épicerie de toutes sortes, sous le nom de "Tupper Grocery & Provisions Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Vaco-Lynn Products of Canada Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1949, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Louis Abraham DeZwirek, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, et Bertha Mendelson, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'accessoires électriques et industriels, ferronnerie, pièces et accessoires de radios, automobiles, moteurs de camions et autobus, machines moteurs et carburateurs, sous le nom de "Vaco-Lynn Products of Canada Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ville-Marie Realty Company, Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1949, constituant en corporation: Charles Trenholme Ballantyne, conseil en loi du Roi, Rodney Alexander Patch et William Edgar Bronstetter, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'administrateurs de propriétés et de successions, agents d'immeubles, courtiers et agents généraux, sous le nom de "Ville-Marie Realty Company, Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le droit de transférer les actions du capital de la compagnie sera limité de manière à ce qu'aucun transfert à toute personne autre qu'un actionnaire de la compagnie ne soit effectif à moins et jusqu'à ce qu'il soit approuvé par une résolution du bureau de direction et le nombre des actionnaires ne sera pas plus que vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

day of January, 1949, incorporating: Louis Kenneth Weiner, merchant, of the City of Outremont, Irving Nadler, merchant, and Charles Brownstein, advocate, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants, provision dealers, grocers, butchers and to deal in groceries of all sorts, under the name of "Tupper Grocery & Provisions Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Vaco-Lynn Products of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1949, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Louis Abraham D Zwirek, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, and Bertha Mendelson, secretary, spinster, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of electrical and industrial equipment, hardware, radios parts and supplies, automobiles, auto-truck and bus motors, engines, machines, carburators, under the name of "Vaco-Lynn Products of Canada Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 200 common shares of \$50 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ville-Marie Realty Company, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1949, incorporating: Charles Trenholme Ballantyne, King's Counsel, Rodney Alexander Patch and William Edgar Bronstetter, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of property and estates managers, real estate dealers, brokers and general agents, under the name of "Ville-Marie Realty Company, Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The right to transfer shares of the company's capital stock shall be restricted so that no transfer of its shares unto any person, other than a shareholder of the company, shall be effective unless and until approved by resolution of the Board of Directors and the number of shareholders will not be more than twenty.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

W. H. Cunningham and Hill Quebec Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux janvier 1949, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, Amy Jean Fitzgerald et Gwendolyn Marie MacFarlane, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et autrement faire le commerce de toutes sortes d'accessoires de plomberie, de chauffage et de sanitation et toutes sortes d'articles de ferronnerie, accessoires d'automobiles et tous autres articles de même nature ou s'y rapportant, sous le nom de "W. H. Cunningham and Hill Quebec Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 8,000 actions d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1224 rue Bishop, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
24204 L. DÉSILETS.

W. H. Cunningham and Hill Quebec Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1949, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, Amy Jean Fitzgerald and Gwendolyn Marie MacFarlane, stenographers, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and otherwise deal in all kinds of plumbing, heating and sanitary fixtures, and all kinds of hardware, automobile accessories and all other items of a nature similar or ancillary thereto, under the name of "W. H. Cunningham and Hill Quebec Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 8,000 shares of the par value of \$5 each.

The head office of the company will be at 1224 Bishop Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
24204-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires**Albert Dionne Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 janvier 1949, changeant le nom de la compagnie "Service Dionne Incorporé", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 avril 1946, en celui de "Albert Dionne Limitée".

Daté du bureau du Procureur général le 14 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Albert Dionne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of January, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Service Dionne Incorporé", incorporated by letters patent dated the sixteenth day of April, 1946, into that of "Albert Dionne Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

de Grandmont Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 janvier 1949, changeant le nom de la compagnie "Jos. St-Pierre Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 novembre 1948, en celui de "de Grandmont Limitée".

Daté du bureau du Procureur général le 4 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

de Grandmont Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fourth day of January, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Jos. St-Pierre Limitée", incorporated by letters patent dated the 4th day of November, 1948, into that of "de Grandmont Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Elm Rigde Country Club Inc.

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du douze janvier 1949, à la compagnie "Elm Ridge Country Club Inc.", confirmant son règlement N° 24 augmentant son capital de \$200,000 à \$500,000 par la création de 3,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Elm Rigde Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of January, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Elm Ridge Country Club Inc.", confirming its By-Law N° 24 increasing its capital stock from \$200,000 to \$500,000, by the creation of 3,000 additional common shares of the par value of \$100 each.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hallbart Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huit janvier 1949, à la compagnie "Sherbrooke Restaurant & Catering Service Ltd.", incorporée par lettres patentes en date du 4 mars 1948, confirmant son règlement N° 4: 1° étendant ses pouvoirs; 2° changeant son nom corporatif en celui de "Hallbart Holdings Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 8 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jay-Kel Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-trois décembre 1948, à la compagnie "Jay-Kel Limited", confirmant une résolution de la compagnie étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Cie de Construction Incorporée de St-Félicien

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 janvier 1949, changeant le nom de la compagnie "St-Félicien Lumber Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 février 1948, en celui de "La Cie de Construction Incorporée de St-Félicien".

Daté du bureau du Procureur général, le 13 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laiterie Sanitaire, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt janvier 1949, à la compagnie "Laiterie Sanitaire, Limitée", confirmant son Règlement N° 10 augmentant son capital de \$40,000 à \$90,000 par la création de 2,000 actions privilégiées de \$25 chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec, Inc.
The Retail Merchants' Association of Canada-Quebec, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé

Dated at the office of the Attorney General the 12th day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hallbart Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of January, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Sherbrooke Restaurant & Catering Service Ltd.", incorporated by letters patent dated March 4th, 1948, confirming its By-Law No. 4; 1° extending its powers; 2° changing its corporate name to that of "Hallbart Holdings Ltd."

Dated at the office of the Attorney General the 8th day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jay-Kel Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of December, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Jay-Kel Limited", confirming a resolution of the company extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, the 23rd day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Cie de Construction Incorporée de St-Félicien

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of January, 1949, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "St-Félicien Lumber Inc.", incorporated by letters patent dated the 17th of February, 1948, into that of "La Cie de Construction Incorporée de St-Félicien".

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laiterie Sanitaire, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twentieth day of January, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Laiterie Sanitaire, Limitée", ratifying its By-law No. 10, increasing its capital stock from \$40,000 to \$90,000 by the creation of 2,000 preferred shares of \$25 each and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec, Inc.
The Retail Merchants' Association of Canada-Quebec, Inc.**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary

par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze janvier 1949, changeant le nom de "L'Association des Marchands Détaillants-Québec" — "The Retail Merchants' Association-Québec", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi le 1er mai 1948, en celui de "L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec, Inc." — "The Retail Merchants' Association of Canada-Quebec, Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 11 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lord & Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 janvier 1949, à la compagnie "Lord & Frères Limitée", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le 25 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mason-Neilan Regulator Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatre janvier 1949, changeant le nom corporatif de la compagnie "Mason Regulator Company of Canada Limited", une compagnie incorporée par lettres patentes en date du 21 mars 1924, en celui de "Mason-Neilan Regulator Company Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 24 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Nadeau & Frères, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 décembre 1948, à la compagnie "Nadeau & Frères, Ltée", confirmant son Règlement N° 3 augmentant son capital de \$100,000 à \$140,000 par la création de 400 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 30 décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Neckwear Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-trois décembre 1948, à la compagnie "Neckwear Incorporated", confirmant son règlement N° 3 augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000 par la création de 400 actions privilégiées de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés aux dites actions privilégiées.

letters patent, bearing date the eleventh day of January, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "L'Association des Marchands Détaillants-Québec" — "The Retail Merchants' Association-Québec", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part III of the said Act, on the first day of May, 1948, into that of "L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec, Inc." — "The Retail Merchants' Association of Canada-Quebec, Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lord & Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-fifth day of January, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Lord & Frères Limitée, extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mason-Neilan Regulator Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of January, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the corporate name of "Mason Regulator Company of Canada Limited", a company incorporated by letters patent dated March 21st, 1924, into that of "Mason-Neilan Regulator Company Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the 24th day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nadeau & Frères, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of December, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Nadeau & Frères, Ltée", confirming its By-law No. 3, increasing its capital from \$100,000 to \$140,000 by the creation of 400 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Neckwear Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of December 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Neckwear Incorporated", confirming its By-law No. 3 increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000 by the creation of 400 preferred shares of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General,
the 23rd day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

O. Fortier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 janvier 1949, changeant le nom de la compagnie "Salaison Mont-Rose Packing Limitée — Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du onze octobre 1945, sous le nom de "Montrose Packing, Limited", en celui de "O. Fortier Limitée".

Daté du bureau du Procureur général le 20 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Société Textile (Franco-Canadian) Française Canadienne Limitée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-sept janvier 1949, changeant le nom corporatif de la compagnie "Aux Tissages Français Ltd.", une compagnie incorporée par lettres patentes en date du 3 mars 1939, en celui de "Société Textile (Franco-Canadian) Française Canadienne Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 17 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Standard Equities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite loi (S.R.Q., 1941, chapitre 276), des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 janvier 1949, à la compagnie "Standard Equities Limited", confirmant son règlement N° XL: 1° réduisant son capital-actions a) par l'annulation de 5,000 actions privilégiées (6%) de \$100 chacune; b) par l'annulation de 10,000 actions privilégiées (4½%) de \$100 chacune; 2° subdivisant 1,000 actions communes de \$10 chacune en 10,000 actions communes de \$1 chacune, 3° augmentant son capital-actions par la création de 10,000 actions communes additionnelles de \$1 chacune et de 10,000 nouvelles actions privilégiées (4½%) de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges, priorités, conditions, limitations et restrictions mentionnés audit règlement, de sorte que, tel qu'ainsi augmenté, le capital-actions autorisé de la compagnie sera de 20,000 actions communes de \$1 chacune et de 10,000 actions privilégiées (4½%) de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 7 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Vitrocement Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Daté du bureau du Procureur général, le 23 décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

O. Fortier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of January, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Salaison Mont-Rose Packing Limitée — Limited", incorporated by letters patent bearing date the eleventh day of October 1945, under the name of "Montrose Packing, Limited", into that of "O. Fortier Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Société Textile (Franco-Canadian) Française Canadienne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of January 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the corporate name of "Aux Tissages Français Ltd.", a company incorporated by letters patent dated March 3rd, 1939, to that of "Société Textile (Franco-Canadian) Française Canadienne Limitée".

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Standard Equities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of January, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with the provisions of section 2 of the said Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), to the company "Standard Equities Limited", confirming its By-law No. XL: 1. reducing its capital stock a) by the cancellation of 5,000 preferred shares (6%) of \$100 each; b) by the cancellation of 10,000 preferred shares (4½%) of \$100 each; 2. subdividing 1,000 common shares of \$10 each into 10,000 common shares of \$1 each; 3. increasing its capital stock by the creation of 10,000 additional common shares of \$1 each and 10,000 new (4½%) preferred shares of \$100 each, subject to the rights, privileges, priorities, conditions, limitations and restrictions mentioned in the said by-law, so that, as thus increased, the authorized capital stock of the company will consist of 20,000 common shares of \$1 each and 10,000 (4½%) preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Vitrocement Company Limited

Notice is hereby given that Under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of

province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 janvier 1949, changeant le nom de la compagnie "C. G. C. B. Canadian Tile Dealing Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 août 1932, en celui de "Vitrocement Company Limited".

Daté du bureau du Procureur général le 11 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
24205-0 L. DÉSILETS.

January, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "C.G.C. B. Canadian Tile Dealing Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 26th day of August, 1932, into that of "Vitrocement Company Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
24205 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné qu'au cours de la présente session de la Législature à Québec, des amendements seront proposés au bill de la Cité des Trois-Rivières pour les fins suivantes: modification de l'article 602-A de la Loi des Cités et Villes, tel qu'édicte pour la Cité par la loi 21 George V, chapitre 128, pour substituer l'approbation de la Commission Municipale de Québec à celle de la Commission des Services Publics en rapport avec l'acquisition de certains terrains pour fins municipales; ratification de transactions relatives à l'acquisition de terrains pour l'élargissement d'une partie de la rue Royale et du coin des rues Hart et Bonaventure, et inclusion dans le territoire de la Cité de la totalité des lots 177 à 185 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 1er février 1949.

Le Procureur de la Cité des
Trois-Rivières,

24186-5-4-0 LÉON LAMOTHE, C.R.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que "l'Hôpital Saint-Joseph de Rimouski", corporation légale incorporée par la Loi 16 George V, chapitre 95, ayant son siège social dans la Ville de Rimouski, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente Session pour l'obtention d'une loi modifiant la Loi 16 George V, chapitre 95, et octroyant à ladite corporation les droits et pouvoirs additionnels dont elle a besoin aux fins d'opérer, d'administrer, d'établir, d'agrandir et de développer son hôpital général avec services de médecine, de chirurgie et de pharmacie, dispensaires, laboratoires, cliniques d'expérimentation et de recherches scientifiques, maisons de convalescents, maisons de gardes-malades et quartiers de médecins.

Québec, le 26 janvier 1949.

Le Procureur de la pétitionnaire,

24183-5-4-0 JEAN-ROBERT BEAUDOIN.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que lors de l'étude du projet de loi présenté par la Cité de Québec à la présente Session de la Législature de Québec, un amendement audit projet de loi sera proposé par Sieur Égide Georges Malouin, de la Cité de Drummondville, entrepreneur, dans le but d'enlever tout doute quant à la légalité de la construction érigée sur la subdivision numéro 1798-A du lot originaire numéro 508 du cadastre de Saint-Roch-Nord, y compris la partie de ladite construction qui surplombe aux deuxième et troisième étages la

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that during the present session of the Quebec Legislature, amendments will be proposed to the Bill of the City of Trois-Rivières for the following purposes: amending section 602-A of the Cities and Towns Act, as enacted for the City by the Act 21 George V, chapter 128, to substitute the approval of the Quebec Municipal Commission for that of the Public Service Commission in connection with the acquisition of certain lands for municipal purposes; ratification of transactions respecting the acquisition of land for the widening of a part of Royale street and the corner of Hart and Bonaventure streets, and inclusion in the territory of the City of the totality of lots 177 to 185 of the cadastre for the parish of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, February 1, 1949.

LÉON LAMOTHE, K.C.,

Attorney for the City of
Trois-Rivières.

24186-5-4

NOTICE

Public notice is hereby given that "l'Hôpital Saint-Joseph de Rimouski", a corporation lawfully incorporated by the Act 16 George V, chapter 95, having its head office in the Town of Rimouski, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the passing of an Act amending the Act 16 George V, chapter 95, and granting the said corporation the additional rights and powers which it requires to operate, administer, establish, enlarge and develop its general hospital with medical, surgical and pharmaceutical services, dispensaries, laboratories, clinics for experiments and scientific research, convalescent homes, nurses' residences and doctors' quarters.

Quebec, January 26th, 1949.

JEAN-ROBERT BEAUDOIN,

Attorney for the Petitioner.

24183-5-4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that at the time of the studying of the Bill presented by the City of Quebec at the present Session of the Quebec Legislature, an amendment to the said Bill will be moved by Sieur Égide Georges Malouin, of the City of Drummondville, contractor, for the purpose of removing any doubt as to the legality of the building erected on subdivision No. 1798-A of original lot No. 508 of the cadastre for Saint-Roch-North, including that part of the said building which overhangs at the second and third stories, subdivision

subdivision numéro 531 du même lot originaire numéro 508; sans préjudice aux recours en dommages pouvant appartenir à qui de droit.

Québec, ce 26 janvier 1949.

24175-5-4-o ÉGIDE GEORGES MALOUIN.

No. 531 of the same original lot No. 508; without prejudice to recourse in damages by whomsoever it may concern.

Quebec, this 26th day of January, 1949.

24175-5-4 ÉGIDE GEORGES MALOUIN.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Simpsons Limited, une compagnie dûment incorporée et ayant une place d'affaires dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à la présente session, pour obtenir une loi ratifiant et confirmant un certain acte de vente par la cité de Montréal audit Simpsons Limited, passé devant H. B. McLean, notaire, le 11 septembre 1947, transportant un terrain situé dans le quartier St-Antoine dans la cité de Montréal, ne portant aucun numéro de cadastre et borné au sud-ouest par la rue Metcalfe, au nord-est par la rue Mansfield, au nord-ouest par la subdivision 10 du lot 1423, les subdivisions 1 et 11 de la subdivision A du lot 1423 et les subdivisions 13 et 12 du lot 1424, et au sud-est par les lots 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430 et 1431, le tout au plan officiel dudit quartier St-Antoine; et un autre terrain, étant la subdivision 11 de la première subdivision A du lot 1423 et la subdivision 13 du lot originaire 1424 dudit quartier St-Antoine; et pour autres fins.

Montréal, 18 janvier 1949.

Les Procureurs du requérant,

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
24072-3-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

Canada, province de Québec, district de Rouyn-Noranda

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que l'Institut des Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier s'adresse à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session:

1. Pour changer son nom en celui de Congrégation des Sœurs de Notre-Dame-Auxiliatrice;
2. Pour obtenir certains pouvoirs supplémentaires quant aux œuvres à accomplir;
3. Pour établir à Rouyn, district de Rouyn-Noranda son siège social.

Signé à Rouyn, ce 19 janvier 1949.

CONGRÉGATION DES SOEURS DE NOTRE-DAME-AUXILIATRICE,

Par le Procureur du pétitionnaire,
24105-4-4-o LÉOPOLD LAROUCHE,

AVIS LÉGAL

Canada, Province de Québec,
District de Montréal

Avis public est, par les présentes, donné que les légataires universels de la succession de feu James McCready s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa première session de 1949, pour obtenir la distribution capital de l'actif de ladite succession.

Montréal, 4 décembre 1948.

Le Procureur des requérants,
24106-4-4-o THOMAS J. COONAN, Jr.

NOTICE

Notice is hereby given that Simpsons Limited, a corporation duly incorporated and having a place of business in the City of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at the present Session for an Act to ratify and confirm a certain Deed of Sale from the City of Montreal to the said Simpsons Limited passed before H. B. McLean, N.P. on the 11th day of September, 1947, conveying a parcel of land situate in the St. Antoine Ward in the City of Montreal and having no cadastral number and bounded on the Southwest by Metcalfe Street, on the Northeast by Mansfield Street, on the Northwest by Subdivision 10 of Lot 1423, Subdivisions 1 and 11 of Subdivision letter A of Lot 1423 and Subdivisions 13 and 12 of Lot 1424, and on the Southeast by Lots 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430 and 1431, all on the Official Plan of the said St. Antoine Ward; and another parcel of land, being Subdivision 11 of first Subdivision letter A of Lot 1423 and Subdivision 13 of original Lot 1424 of the said St. Antoine Ward; and for other purposes.

Montreal, January 18th, 1949.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,

24072-3-4-o HOWARD, FORSYTH & KER,
Attorneys for Petitioner.

Canada, Province of Quebec, District of Rouyn-Noranda.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session:

1. To change its name into that of "Congrégation des Sœurs de Notre-Dame-Auxiliatrice;
2. To obtain certain supplementary powers as regards the works to be accomplished;
3. To establish its head office at Rouyn, district of Rouyn-Noranda.

Signed at Rouyn, this 19th day of January, 1949.

CONGRÉGATION DES SOEURS DE NOTRE-DAME-AUXILIATRICE,

24105-4-4 LÉOPOLD LAROUCHE
Attorney for the Petitioner.

LEGAL NOTICE

Canada, Province of Quebec,
District of Montreal

Public Notice is hereby given that the universal legatees of the Estate of the late James McCready will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its first session of 1949 for a capital distribution of the assets of the said Estate.

Montreal, December 4, 1948.

THOMAS J. COONAN, Jr.,
24106-4-4-o Attorney for Applicants.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les héritiers de feu Alphonse Amédée Miville Dechainé alias Dechainé, en son vivant manufacturier et marchand de fourrures de la Cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi pour faire modifier le dernier testament du dit Alphonse Amédée Miville Dechainé alias Dechainé aux fins de permettre aux pétitionnaires de vendre un immeuble portant le numéro civique 80 de la rue Saint-Joseph en la Cité de Québec, étant des lots cadastraux 959, 985 et 960-A-1 du quartier St-Roch dans la Cité de Québec, lequel immeuble avait été stipulé incessible et insaisissable et légué à titre d'aliments dans le dit testament, et pour autres fins.

Québec, ce 20 décembre 1948.

L'Administrateur
et exécuteur testamentaire,
ALBERT PAQUET.

24071-3-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the heirs of the late Alphonse Amédée Miville Dechainé alias Dechainé, in his lifetime manufacturer and fur merchant of the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to modify the last Will of the said Alphonse Amédée Miville Dechainé alias Dechainé, in order that the petitioners be allowed to sell an immovable bearing civic number 80 of St. Joseph Street in the City of Quebec, being cadastral lots 959, 985 and 960-A-1 of St-Roch Ward in the City of Quebec, which immovable has been stipulated unassignable and unseizable and for alimentary purposes.

Quebec, December 20, 1948.

ALBERT PAQUET,
Administrator and
Testamentary Executor.

24071-3-4-o

Avis est par les présentes donné que Alexander Hugh Robertson, de la cité de Montréal, ingénieur minier; Herbert Patrick Dickey, de la cité de Montréal, ingénieur minier; Valmore Armand de Billy, de la cité de Lévis, avocat, et John Layton McKeen, de la cité de Montréal, comptable agréé, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant une compagnie en corporation sous le nom de "Romaine River Railway Company", pour les fins d'un chemin de fer à partir du voisinage du Lac Tio dans le canton Têtu, au quai de chargement à Havre Saint-Pierre, comté de Saguenay, avec un capital-actions de trois millions de dollars, avec privilège de l'augmenter, avec un bureau chef dans la cité de Montréal, avec tous les pouvoirs ordinaires conférés à une telle compagnie de chemin de fer et spécialement de fixer le nombre des directeurs; approuver les procédures prises par Allard Lake (Quebec) Mines Limited en rapport avec ladite ligne de chemin de fer conformément à l'autorisation et les pouvoirs contenus dans un arrêté ministériel autorisant la construction de telle ligne; avec pouvoir d'acquiescer l'actif ou le capital-actions de ladite Allard Lake (Quebec) Mines Limited; avec pouvoir de continuer les procédures ou autres actions prises par ladite Allard Lake (Quebec) Mines Limited; pour déclarer que ladite compagnie ne sera pas considérée comme un voiturier ordinaire de passagers; exempter la compagnie de certaines dispositions de la Loi des Chemins de Fer, et spécialement des dispositions des articles 179 à 181 inclusivement et 186; construire des embranchements; construire des chemins; construire et exploiter des lignes de téléphone, de télégraphe, et faire des opérations de radio; acquiescer, posséder et exploiter des véhicules automobiles et aéroplanes; faire des arrangements avec d'autres compagnies de transport; émettre des débiteures et obligations; déclarer que les dispositions de la Loi des Chemins de fer de Québec, sauf la dérogation faite plus haut, s'appliqueront à la compagnie relativement à la construction, opération et entretien de ladite ligne de chemin de fer ou ses embranchements ou extensions, mais ne s'appliqueront pas à la compagnie en ce qui concerne ses autres pouvoirs; et pour toutes autres fins.

Québec, le 20 décembre 1948.

L'Avocat des requérants,
24050-3-4-o ALBERT DUMONTIER, C.R.

Notice is hereby given that Alexander Hugh Robertson, of the City of Montreal, Mining Engineer; Herbert Patrick Dickey, of the City of Montreal, Mining Engineer; Valmore Armand de Billy, of the City of Lévis, Barrister at Law, and John Layton McKeen, of the City of Montreal, Chartered Accountant, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating a company under the name of "Romaine River Railway Company", for the purpose of the construction, maintenance and operation of a railway from the vicinity of Lake Tio in the Township of Têtu, to the loading wharf at Havre Saint-Pierre, County of Saguenay, with a capital stock of three million dollars with power to increase, with Head Office at the City of Montreal, with all the powers usually conferred upon such a railway company and specially to determine the number of directors; to approve all proceedings taken heretofore and hereafter by Allard Lake (Quebec) Mines Limited in connection with the said line of railway pursuant to the authorization and powers contained in an Order-in-Council authorizing the construction of same; with power to acquire the assets or outstanding stock of said Allard Lake (Quebec) Mines Limited; with power to continue all proceedings and other actions heretofore begun by said Allard Lake (Quebec) Mines Limited; to declare that the said company shall not be deemed to be a common carrier of passengers; to exempt the said company from certain provisions of the Quebec Railway Act, and more specially to the provisions of sections 179 to 181 inclusive and 186; to construct branch lines; to construct roads, to construct and operate telegraph and telephone lines, and radio operations; acquire, own and operate motor vehicles and airplanes; to enter into agreements with other transportation companies; to issue bonds; to declare that the provisions of the Quebec Railway Act, except as derogated from in the foregoing, shall apply to the company in respect of the construction, operation and maintenance of the said line of railway or branches therefrom or extensions thereof, but shall not apply to the Company as regards its other powers; and for other purposes.

Quebec, December 20th, 1948.

ALBERT DUMONTIER, K.C.,
24050-3-4-o Attorney for Petitioners.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que Jules Gingras, industriel, Philémon Garneau, comptable, G. H. Montmigny, contracteur, J. Roland Séguin, industriel, J. Roger D'Avignon, employé civil, J. Omer Martineau, ingénieur civil,

Tous de la Cité de Québec, s'adresseront aux Corps Législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine session, et demanderont l'adoption d'une Loi.

1° Pour détacher le territoire situé dans la Seigneurie de Fossambault, faisant actuellement partie de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Catherine-de-Fossambault, comté de Portneuf, comprenant, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Catherine-de-Fossambault, tous les lots ou parties de lots où leurs subdivisions, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant de l'intersection de l'axe de la Rivière-aux-Pins avec le prolongement, vers le nord-ouest, de la ligne sud-ouest du lot 604 de la Septième Concession et suivant, successivement, les lignes et démarcations ci-après énumérées: en allant vers le sud-est ledit prolongement et ladite ligne, la limite nord-ouest des lots 446 et 447, la limite sud-ouest dudit lot 447, la ligne sud-est du lot 448, la ligne nord-est du lot 383, la limite nord du droit-de-voie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, la ligne séparative des cinquième et sixième concessions, la ligne séparative des lots 353 et 355 et son prolongement, vers le nord-ouest, à travers le lot 756 et jusqu'à l'axe du Lac Saint-Joseph, ledit axe vers le nord-est et le nord jusqu'à sa rencontre avec le prolongement, vers le sud-ouest, de la ligne séparative des lots 690 et 691, ledit prolongement jusqu'à l'extrémité nord-est de cette dite ligne et de là vers le sud en suivant la limite est du lot 690 jusqu'à l'axe de la Rivière-aux-Pins pour ensuite suivre cet axe vers l'ouest jusqu'au point de départ et ériger ce territoire, ensemble avec les chemins, rues, emprise de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, en une municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité du Village de Fossambault-sur-le-Lac".

2° Pour déclarer que la "Municipalité du Village de Fossambault-sur-le-Lac" sera régie par le Code Municipal, même quant à la répartition de l'actif et du passif entre cette dernière et la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Catherine-de-Fossambault.

3° Pour rendre applicables certains articles du Code Municipal et en soustraire certains autres, qui ne pourront s'appliquer, à la Municipalité, quant à ce qui se rapporte au domicile ou à la résidence des contribuables et des électeurs; à l'établissement d'un bureau, aux sessions du conseil, aux élections et aux emprunts.

4° Pour nommer les personnes qui formeront le Conseil Municipal provisoire, jusqu'à la première élection générale, en vue de préparer cette élection.

5° Pour mettre à la charge de la Municipalité les frais, les déboursés encourus à l'occasion du présent Bill.

Québec, le 31 janvier 1949.

L'Avocat des pétitionnaires,
24169-5-4-o JACQUES DROUIN.

NOTICE

Notice is hereby given that: Jules Gingras, Industrial, Philémon Garneau, Accountant, G. H. Montmigny, Contractor, J. Roland Séguin, Industrial, J. Roger D'Avignon, Civil Employee, J. Omer Martineau, Civil Engineer,

All of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an act:

1. To detach a territory situated in the Seigneurie of Fossambault, actually being part of the Municipality of the Parish of St. Catherine-de-Fossambault, county of Portneuf, comprising in reference, to the official cadastre for the parish of St. Catherine all the lots or part of the lots or their subdivisions included in the following limits, namely: Starting from the intersection of the axis of Pine River with the prolongation toward the northwest, of the southwest line of the lot 604 of the seventh concession and following, successively the lines and demarcations hereafter enumerated in going toward the southeast the said prolongation and the said line, the limit northwest of the lots 446 and 447, the limit southwest of the said lot 447, the line southeast of the lot 448, the line northeast of the lot 383, the limit north of the right-of-way of the Quebec and Lake St. John railroad, the separative line of the fifth and sixth concessions, the separative line of the lots 353 and 355 and its prolongation, toward the northwest through the lot 756 and as far as the axis of Lake St. Joseph this said axis toward the northeast and the north as far as its juncture with the prolongation, toward the southwest of the separative line of the lots 690 and 691, the said prolongation as far as the extremity northeast of this said line and from there toward the south, following the limit east of the lot 690 as far as the axis of Pine River so as to follow afterwards this axis toward west as far as the starting point; and erect this territory together with the roads, streets, railroad embranchment or centre, rivers, lakes waterways or parts thereof, included in the limits above described in a separate municipality under the name of "Municipalité du Village de Fossambault-sur-le-Lac."

2. To declare that the "Municipality of the Village de Fossambault-sur-le-Lac" will be governed by the Municipal Code, even as for the assessment of the assets and liabilities between this said municipality and the Municipality of the Parish of St. Catherine-de-Fossambault.

3. For the purpose of having certain articles, amended to allow their application to the Municipality, in matters pertaining to the domicile or residence of tax-raters, to the establishment of an office, to the meetings of the Council, to elections and loans.

4. To name the persons who will compose the provisional Municipal Council until the first general election, as to prepare this election.

5. To charge to the Municipality the expenses and disbursements at the occasion of introducing the present Bill.

Quebec, January 31th 1949.

JACQUES DROUIN,
24169-5-4-o Attorney of the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session,

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for

pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et ses amendements, sur les matières suivantes en plus de celles mentionnées dans l'avis que ladite Cité de Lachine a déjà donné en date du 14 décembre 1948, savoir: pour diviser le territoire de la cité en trois quartiers, lesquels seront représentés chacun par deux échevins dont l'un sera élu par les électeurs propriétaires et l'autre par tous les électeurs municipaux de chaque quartier, cette division devant entrer en vigueur pour l'élection d'avril 1951; permission de fermer une lisière de la 8ième Avenue; pour fermer une partie de la 33ième Avenue et pour autres fins.

Montréal, ce 26 janvier 1949.

Les Procureurs de la Cité de Lachine,

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,

L'Avocat-conseil,

JACQUES VIAU.

24148-4-4-o

the passing of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments for the purposes already mentioned in the notice that the City of Lachine has already given, dated December the 14th, 1948 and for the following purposes, to wit: to divide the territory of the city into three wards, each of them to be represented by two aldermen, one elected by the electors who are property-owners and the other one by all municipal electors of each ward, this division to come into force for the election of april 1951; permission to close an edge of the 8th Avenue; to close part of the 33rd Avenue and for other purposes.

Montreal, January 26th, 1949.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,

Attorneys for the City of Lachine,

JACQUES VIAU,

Counsel.

24148-4-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que le révérend Père Adalbert Debelt, O.M.C., le révérend Père James Benisch, O.M.C., et le révérend Père Damian Miller, O.M.C., tous présentement de cette cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de "L'Ordre des mineurs conventuels", avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et avec des pouvoirs spéciaux pour les fins religieuses, éducationnelles et charitables, et spécialement avec le pouvoir de posséder des propriétés immobilières de quelque étendue que ce soit nonobstant les dispositions de l'article 3 de la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et gens de mainmorte (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 283; la corporation sera gouvernée par la régie de sa communauté et elle aura le pouvoir de faire des règlements; son siège social sera dans la Cité de Montréal.

Montréal, ce 8 janvier 1949.

Le Procureur des pétitionnaires,

PAUL MASSÉ.

152 est, rue Notre-Dame,

Montréal, Qué.

24023-3-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour faire amender sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, en ce qui concerne la préparation et la révision des listes électorales; la date, le mode de présentation des candidats aux charges municipales, la date de l'élection, l'établissement d'un bureau de votation, la tenue des cahiers de votation, la forme des bulletins de vote; pour accorder à certains techniciens les pouvoirs des évaluateurs de la Cité; pour fixer au 1er novembre la date où des intérêts pourront être chargés sur les comptes du service de neige; pour obtenir le droit d'établir des prix différents pour l'eau fournie par la Cité à certaines institutions; pour obtenir l'autorisation d'emprunter les sommes suivantes, avec l'approbation de la Commission Municipale de Québec: \$200,000.00 pour la construction de pavages permanents, \$100,000.00, pour la réfection des pavages, 660,000.00 pour l'élargissement de la rue Dorchester, \$50,000.00 pour la préparation d'un plan d'urbanisme; pour porter de \$250,000.00 à \$300,000.00 le pouvoir d'emprunt annuel de la Cité pour l'établissement des nou-

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that R. P. Adalbert Debelt, O.M.C., R. P. James Benisch, O.M.C., and R.P. Damian Miller, O.M.C., all presently of the City and District of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its coming session for the passing of an Act incorporating the Order Minor Conventuals, with all the powers, rights and privileges of ordinary corporations and with special powers for religious, educational and charitable purposes, and specially with the power to hold immoveable property of any extent whatsoever notwithstanding the provisions of section 3 of the Mortmain Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 283); the corporation will be governed by the rules of their community and will have the power to make by-laws; the head office of the corporation shall be in the City of Montreal.

Montreal, January 8th, 1949.

PAUL MASSÉ,

Attorney for the petitioners.

152 Notre-Dame Street East,

Montreal, Que.

24023-3-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is given that the City of Quebec will apply to the Legislature, at its present session, for amendments to its charter, the Act 19 George V, chapter 95, and Acts amending it, as regards the preparation and revision of the electoral lists, the date, the mode of nomination of candidates to municipal charges, the date of the election, the establishment of polls, the keeping of poll-books, the type of ballots; to grant to certain technicians the powers of City assessors; to fix to the 1st of November the date upon which interest may be charged on accounts for snow removal service; to obtain the right to establish various prices for water supplied by the City to certain institutions; to obtain the authorization to borrow the following amounts, with the approval of the Quebec Municipal Commission: \$200,000 for permanent pavings, \$100,000, for rebuilding pavements, \$660,000 for the widening of Dorchester street, \$50,000 for town planning; to increase from \$250,000 to \$300,000 the annual borrowing power of the City for the establishment of new waterworks and sewer services; to amend the Act governing the buildings in a part of the territory forming part of the Battlefields Park;

veaux services d'aqueduc et d'égouts; pour modifier la loi régissant les constructions dans une partie du territoire faisant partie du Parc des Champs de Bataille; pour uniformiser les lois accordant certaines exemptions de taxes sur les habitations nouvelles; pour accorder pendant cinq ans une exemption de taxes aux nouvelles industries construites dans certaines zones déterminées et sur les immeubles appartenant à des pays étrangers et occupés pour des fins consulaires; pour permettre à la Cité de faire des prêts afin d'aider à l'établissement de nouvelles industries; pour modifier la loi imposant une taxe de vente dans la cité et la rendre conforme à la loi provinciale; pour obtenir l'autorisation d'accorder des pensions convenables à certains fonctionnaires; pour demander la ratification de certains règlements municipaux et faire disparaître tout doute quant à leur validité; et tous autres amendements qui pourraient être à l'avantage des contribuables de la cité

Québec, 14 janvier, 1949

Les Avocats de la Cité de Québec,
24039-3-4-o PELLETIER & GODBOUT

to standardize the laws granting certain exemptions of taxes on new dwellings; to grant a five year exemption of taxes to new industries built in certain specified zones and upon immovables belonging to foreign countries and occupied as consulates; to permit the City to grant loans to assist in the establishment of new industries; to amend the Act levying a sales tax in the city and render it conformable to the Provincial Act; to obtain authorization to grant suitable pensions to certain employees; to request ratification of certain municipal regulations and eliminate all doubt as to their validity; and any other amendments which may be of advantage to the taxpayers of the city.

Quebec, January 14, 1949.

PELLETIER & GODBOUT,
24039-3-4 Attorneys for the City of Quebec

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que lors de l'étude du projet de loi présenté par la Cité de Québec à la présente Session de la Législature de Québec, un amendement au dit projet de loi sera proposé par l'Association des Employés Civils, corporation légalement constituée et ayant sa principale place d'affaires à Québec, dans le but d'obtenir que les lots 123, 125, 126, 127, 128, 129 et 130 subdivision du lot original 4437 sur le plan et livre de renvoi du Cadastre Officiel du quartier Montcalm en la Cité de Québec ne soient plus sujets à l'application de l'article 541 de la Loi 19 Georges V, Chapitre 95, et amendements.

Le procureur de l'Association des
Employés civils,
24252-6-4-o GÉRARD LEMAY, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that at the time of the studying of the Bill presented by the City of Quebec at the present Session of the Quebec Legislature, an amendment to the said Bill will be moved by the Association of Civil Employees (Association des Employés Civils), a body politic and corporate having its head office at Quebec, for the purpose of having lots 123, 125, 126, 127, 128, 129 and 130 subdivision of original lot 4437 on the official cadastral plan and in the book of reference for Montcalm Ward of the City of Quebec, no longer subject to the application of section 541 of the Act 19 George V, chapter 95, and amendments.

GÉRARD LEMAY, K.C.,
24252-6-4 Attorney for "Association des
Employés Civils".

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. 269,700. Dame Sylvia Greener, ménagère, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Saul Carpmann, du même endroit, demanderesse vs Saul Carpmann, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 4 février 1949.

Montréal, 4 février 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,
24207 GREENBLATT, GODINSKY & SALMON

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 269,700. Dame Sylvia Greener, housewife, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Saul Carpmann, of the same place, plaintiff vs Saul Carpmann, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this matter on February 4th, 1949.

Montreal, February 4th, 1949.

GREENBLATT, GODINSKY & SALMON,
24207-o Attorneys for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de St-François, cour supérieure, N° 7085. Dame Anna Lemieux, épouse commune en biens d'Eustache Sirois, journalier de Coaticook, district de St-François, demanderesse vs son dit mari, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Coaticook, ce 7 février 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,
24230-o SAMSON & GÉRIN.

Canada, province of Quebec, district of St. Francis, superior court, No. 7085. Anna Lemieux, wife common as to property of Eustache Sirois, laborer, of the township of Coaticook, district of St. Francis, plaintiff vs her said husband, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Coaticook, February 7th 1948.

SAMSON & GÉRIN,
24230-o Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, en Cour Supérieure, N° 7088. Dame Alice Bélanger, du canton de Compton dans ledit district, épouse commune en biens de Gordon Benoit, du même lieu, cultivateur, demanderesse; vs Gordon Benoit, dudit canton de Compton, dans ledit district de Saint-François, cultivateur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Ce 8 février 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,
24242-o (Signé) SHURTLEFF & BOUCHARD.

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, in the Superior Court, No. 7088. Dame Alice Bélanger, of the township of Compton in said district, wife common as to property of Gordon Benoit, of the same place, farmer, plaintiff; vs Gordon Benoit, of the said township of Compton, in the said district of St. Francis, farmer, defendant.

An action in separation as to property has been taken this day.

Dated, February 8th, 1949.

(Signed) SHURTLEFF & BOUCHARD,
24242-o Attorneys for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 108

Québec, le 3 février 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans l'île de Montréal, la cité de Saint-Lambert et la municipalité de Saint-Antoine de Longueuil.

ATTENDU que conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 2162 du 20 août 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans l'île de Montréal, la cité de Saint-Lambert et la municipalité de Saint-Antoine de Longueuil;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 décembre 1948;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret numéro 2162 soit modifié de la façon suivante:

1° Au paragraphe "e" de l'article I, les mots "cinquante-et-une (51) heures par semaine" sont remplacés par les mots "cinquante (50) heures par semaine".

2° Au paragraphe "f" de l'article I, les mots "cinquante-et-une (51) heures par semaine" sont remplacés par les mots "cinquante (50) heures par semaine".

3° Les mots "et la ville de Jacques-Cartier" sont ajoutés à la fin de l'article II.

4° Au paragraphe "a" de l'article III, les mots "cinquante-et-une (51) heures pour une semaine de travail" sont remplacés par les mots "cinquante (50) heures pour une semaine de travail".

5° Le paragraphe "b" de l'article III est remplacé par le suivant:

"b) Les heures de travail dans un salon de barbier-coiffeur sont réparties comme suit:

Entre 8.30 a.m. et 6.30 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi;

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 108

Quebec, February 3, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the Island of Montreal, the city of Saint-Lambert and the municipality of Saint-Antoine de Longueuil.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 2162 of August 20, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdressing trades in the Island of Montreal, the city of Saint-Lambert and the municipality of Saint-Antoine de Longueuil;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 18, 1948;

WHEREAS the objections made have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2162, be amended as follows:

1. In subsection "e" of section I, the words "a maximum of fifty-one (51) hours per week" are replaced by the words "fifty (50) hours per week".

2. In subsection "f" of section I, the words "fifty-one (51) hours per week" are replaced by the words "fifty (50) hours per week".

3. The words "and the town of Jacques-Cartier" are added at the end of section II.

4. In subsection "a" of section III, the words "fifty-one (51) for a working week" are replaced by the words "fifty (50) for a work week".

5. Subsection "b" of section III is replaced by the following:

"b) The hours of work in a barber-hairdresser parlor are distributed as follows:

Between 8.30 a.m. and 6.30 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;

Entre 8.30 a.m. et 8.00 p.m. les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées mentionnées dans le présent décret."

6° Le paragraphe "e" de l'article III est remplacé par le suivant:

"e) L'employeur barbier-coiffeur doit donner à son compagnon barbier-coiffeur régulier ou à son apprenti barbier-coiffeur, six (6) heures consécutives de congé, au cours de chaque semaine où il n'y a pas de fêtes. Ces heures doivent être prises à même celles spécifiées au paragraphe "b" de cet article comme étant les heures de travail durant la semaine."

7° Le paragraphe "g" de l'article III est remplacé par le suivant:

"g) L'employeur barbier-coiffeur doit retarder l'heure d'entrée au travail du compagnon barbier-coiffeur régulier et de l'apprenti barbier-coiffeur afin que le maximum de cinquante (50) heures de travail par semaine fixé par le décret ne soit jamais dépassé."

8° Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Pour chaque compagnon barbier-coiffeur régulier, \$27.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant \$37.00 par semaine.

Pour chaque compagnon barbier-coiffeur surnuméraire: \$0.55 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur les recettes brutes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de \$37.00 et que ledit salarié a travaillé trente (30) heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même tarif que le compagnon barbier-coiffeur régulier.

Remarque: — Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, il est interdit à tout employeur de réduire la durée du travail d'un compagnon barbier-coiffeur qui, habituellement, travaille cinquante (50) heures par semaine et qui s'absente de son travail pour des raisons justifiables."

9° Le paragraphe "c" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"c) Tout employeur barbier-coiffeur qui loge ou nourrit son compagnon barbier-coiffeur ou apprenti barbier-coiffeur, ne peut exiger de ceux-ci plus de \$4.00 par semaine pour le gîte et de \$5.00 par semaine pour la nourriture."

10° A l'article V, les prix minima ci-après mentionnés sont substitués à ceux apparaissant actuellement dans le décret pour chacun des services concernés, savoir:

"Coupe de cheveux, pour adultes des deux sexes, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi....."	\$0.55
"Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes, les samedi et veilles de fêtes spécifiées dans le décret....."	0.65
"Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes, de moins de 15 ans, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et le vendredi, jusqu'à 5.00 p.m....."	0.35
"Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes, de moins de 15 ans, le vendredi à partir de 5.00 p.m., les samedi et veilles de fêtes chômées spécifiées dans le décret....."	0.55
"Barbe, tous les jours de la semaine....."	0.35"

11° Les paragraphes "i", "j", "l" et "o" de l'article VI sont remplacés par les suivants:

"i) La durée de l'apprentissage est de trois (3) ans ou un minimum de six mille (6,000)

Between 8.30 a.m. and 8.00 p.m. Friday, Saturday and the eves of holidays mentioned in the present decree."

6. Subsection "e" of section III is replaced by the following:

"e) The barber-hairdresser employer shall give his barber-hairdresser regular journeyman or apprentice six (6) consecutive hours off during a week in which there is no holiday. Such hours shall be taken from those specified in subsection "b" of this section as being the working hours of the week."

7. Subsection "g" of section III is replaced by the following:

g) The barber-hairdresser employer shall delay the starting time of the regular barber-hairdresser journeyman and apprentice in such a manner that the employee shall never work more than fifty (50) hours per week as provided for in the decree."

8. Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

a) The following minimum rates of wages shall be paid:

"Every regular barber-hairdresser journeyman: \$27.00 per week plus a 50% commission on the receipts of his work exceeding \$37.00 per week."

"Every occasional barber-hairdresser journeyman: \$0.55 per hour of work plus a 10% commission on the gross receipts of his work. However, when the receipts of his work attain or exceed \$37.00 and when the said employee has worked 30 hours or more during the week, he shall be remunerated on the same basis as the regular barber-hairdresser journeyman."

Proviso: — Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, an employer shall not reduce the duration of labour of a journeyman barber-hairdresser who, usually, works fifty (50) hours per week and is absent for good reasons."

9. Subsection "c" of section IV is replaced by the following:

"c) A barber-hairdresser employer who lodges or boards his barber-hairdresser journeyman or apprentice shall not charge more than \$4.00 per week for lodging and \$5.00 for board."

10. In section V, the minimum prices hereafter mentioned are substituted for those actually contained in the decree for each one of the services concerned, namely:

"Haircut for adults, male and female, Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday....."	\$0.55
"Haircut for adults, male and female, Saturday and holiday eves specified in the decree....."	0.65
"Haircut for children, male and female, under 15 years of age, Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday until 5.00 p.m....."	0.35
"Haircut for children, male and female, under 15 years of age, Friday, from 5.00 p.m. Saturday and holiday eves specified in the decree....."	0.55
"Shave, every day of the week....."	9.35"

11. Subsections "i", "j", "l" and "o" of section VI are replaced by the following:

"i) The duration of apprenticeship shall be three (3) years or a minimum of six thousand

heures d'étude et de travail et, dès la première année de son apprentissage, l'apprenti doit suivre un cours complet d'hygiène et de cosmétologie spécial pour barbiers-coiffeurs approuvé par le Comité paritaire et en obtenir un certificat d'étude à cet effet."

"j) A l'expiration des trois (3) années ou de six mille (6,000) heures de travail déterminées dans le présent décret comme stage d'apprentissage, l'apprenti barbier-coiffeur doit se présenter au Comité paritaire pour subir l'examen requis pour l'obtention du certificat de qualification de barbier-coiffeur. Au cas d'insuccès, le candidat peut subir un autre examen après un délai de six (6) mois. Tout insuccès après ce dernier examen élimine ledit apprenti du métier."

"l) Le nombre d'heures de travail dans un salon de barbier ne doit pas être de moins de quarante-cinq (45) heures ni ne dépasser cinquante (50) heures par semaine."

"o) Le salaire hebdomadaire de l'apprenti est le suivant:

Du 4ème au 6ème mois d'apprentissage ou de la sortie du centre d'apprentissage au 6ème mois	\$ 8.00
Deuxième semestre	11.00
Troisième semestre	13.00
Quatrième semestre	18.00
Cinquième semestre	21.00
Sixième semestre	25.00"

12° Le paragraphe "p" suivant est ajouté à l'article VI:

"p) Dans le cas d'engagement ou de renvoi d'un apprenti, l'employeur doit en donner avis par écrit au Comité dans les huit jours qui suivent l'engagement ou la séparation.

13° L'article XVII est remplacé par le suivant:

"XVII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er février 1950. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er février de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "A" annexé à l'arrêté).

24232-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 108

Québec, le 3 février 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet, Bagot, Beauce, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Missisquoi, Rouville, Shefford et Saint-Jean.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail

(6,000) hours of study and work and, during the first year of his apprenticeship, the apprentice shall follow a special complete hygiene and cosmetology course for barbers and hairdressers approved by the Parity Committee, and obtain a study certificate to that effect."

"j) At the end of the three (3) years or of the six thousand (6,000) hours of work determined in the present decree as apprenticeship period, the barber-hairdresser apprentice shall sit before the Parity Committee for the examination required for the obtaining of the certificate of competency as barber-hairdresser. In case of failure, he may sit for another examination after a delay of six (6) months. Any subsequent failure shall eliminate the said apprentice from the trade."

l) The number of working hours in a barber shop shall neither be less than forty-five (45) hours nor more than fifty (50) hours per week."

"o) The weekly wages of the apprentice is the following:

From the 4th to the 6th month of apprenticeship or from the time an apprentice leaves the apprenticeship center to the 6th month	\$ 8.00
Second six months	11.00
Third six months	13.00
Fourth six months	18.00
Fifth six months	21.00
Sixth six months	25.00"

12. The following subsection "p" is added to section VI:

"p) In the event of the employment or dismissal of an apprentice, the employer shall notify the Parity Committee in writing within eight days after the employment or dismissal."

13. Section XVII is replaced by the following:

"XVII. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until February 1st, 1950. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to February 1st of each year. Such a notice must also be served to the Minister of Labour."

(Document "A" annexed to the Order).

24232-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 108

Quebec, February 3, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the clockmaking and jewellery trades in the counties of Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet, Bagot, Beauce, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Missisquoi, Rouville, Shefford and St. John.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given

a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 163 du 12 février 1948, et amendements, relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet, Bagot, Beauce, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Missisquoi, Rouville, Shefford et Saint-Jean;

ATTENDU QUE lesdits avis ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, édition des 20 novembre et 24 décembre 1948;

ATTENDU QUE les objections formulées contre l'approbation des modifications proposées ont été apprécées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 163, soit modifié de la façon suivante:

1. "La Corporation des Maîtres Horlogers-Bijoutiers du Québec" est substituée à l'Association des Maîtres Horlogers-Bijoutiers de Drummond et district, inc., comme partie contractante de première part.

2. Au paragraphe "a" de l'article I, le mot "vend" est radié.

3. Au paragraphe "c" de l'article I, les mots "répare et vend" sont radiés et remplacés par les mots "et répare".

4. Le paragraphe "h" de l'article I est remplacé par le suivant:

"h) Le mot "commis" désigne tout salarié qui, chez un horloger ou un bijoutier, s'occupe de la vente, de l'étalage des marchandises et de l'entretien de l'établissement."

5. Le paragraphe 1) de l'article I est remplacé par le suivant:

"1) Le terme "horloger-sénior" désigne toute personne qui a obtenu le minimum des points requis aux examens d'horloger de cette catégorie devant le Bureau des Examineurs du Comité paritaire et à qui un certificat de qualification comme tel a été décerné."

"2) Le terme "horloger-junior" désigne toute personne qui a obtenu le minimum des points requis aux examens d'horloger de cette catégorie devant le Bureau des Examineurs du Comité paritaire et à qui un certificat de qualification comme tel a été décerné."

6. Le paragraphe m) de l'article I est remplacé par le suivant:

"m) 1. Le terme "bijoutier-sénior" désigne toute personne qui a obtenu le minimum des points requis aux examens de bijoutier de cette catégorie devant le Bureau des Examineurs du Comité paritaire et à qui un certificat de qualification comme tel a été décerné."

2. Le terme "bijoutier-junior" désigne toute personne qui a obtenu le minimum des points requis aux examens de bijoutier de cette catégorie devant le Bureau des Examineurs du Comité paritaire et à qui un certificat de qualification comme tel a été décerné."

7. Le paragraphe p) suivant est ajouté à l'article I:

"p) Le terme "commis surnuméraire" désigne tout salarié embauché et qualifié comme tel en plus du personnel régulier et dont la durée hebdomadaire de travail pour le même employeur est inférieure à celle déterminée par le présent décret."

8. L'article III du décret est remplacé par le suivant:

"III. *Jurisdiction territoriale*: La jurisdiction territoriale du décret comprend les cités et villes dans les comtés ci-après: Nicolet, Mégantic, Arthabaska, Drummond, Bagot, Richmond, Shefford, Sherbrooke, Compton, Missisquoi, Stanstead, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témis-

notice of his intention to recommend the approval of some amendments to the decree number 163 of February 12, 1948, and amendments, relating to the clockmaking and jewellery trades in the counties of Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet, Bagot, Beauce, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Missisquoi, Rouville, Shefford and St. John;

WHEREAS the said notices have been published in the *Quebec Official Gazette*, issues of November 20 and December 24, 1948;

WHEREAS the objections made against the approval of the proposed amendments have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 163, be amended as follows:

1. "La Corporation des Maîtres Horlogers-Bijoutiers du Québec" replaces "L'Association des Maîtres Horlogers-Bijoutiers de Drummond et District, inc." as contracting party of the first part.

2. In subsection "a" of section I, the word "sells" is deleted.

3. In subsection "c" of section I, the words "repairing and selling" are replaced by the words "and repairing".

4. Subsection "h" of section I is replaced by the following:

"h) The word "clerk" means any employee who, at a clockmaker's or a jeweller's, is committed to the sale and display of goods and to the upkeep of the establishment."

5. Subsection 1) of section I is replaced by the following:

"1) 1. The words "senior clockmaker" mean any person who has obtained the minimum points required in the examinations for clockmakers of this category before the Board of Examiners of the Parity Committee and to whom a certificate of competency as such has been issued."

2. The words "junior clockmaker" mean any person who has obtained the minimum points required in the examinations for clockmakers of this category before the Board of Examiners of the Parity Committee and to whom a certificate of competency as such has been issued."

6. Subsection m) of section I is replaced by the following:

"m) 1. The words "senior jeweller" mean any person who has obtained the minimum points required in the examinations for jewellers of this category before the Board of Examiners of the Parity Committee and to whom a certificate of competency as such has been issued."

2. The words "junior jeweller" mean any person who has obtained the minimum points required in the examinations for jewellers of this category, before the Board of Examiners of the Parity Committee and to whom a certificate of competency as such has been issued."

7. The following subsection p) is added to section I:

"p) The words "extra clerk" mean any employee hired and qualified as such, in excess of the regular staff, and whose weekly duration of work for the same employer is less than that determined in the present decree."

8. Section III of the decree is replaced by the following:

"III. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises cities and towns in the following counties: Nicolet, Mégantic, Arthabaska, Drummond, Bagot, Richmond, Shefford, Sherbrooke, Compton, Missisquoi, Stanstead, Montmagny, L'Islet, Kamou-

couata, Rimouski, Rivière-du-Loup, Matapédia, Matane, Dorchester, Beauce, Frontenac, Lotbinière, Lévis, Rouville et Saint-Jean."

9. L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Taux minima de salaires*: Les taux minima de salaires pour chaque semaine de quarante-huit (48) heures de travail sont les suivants:

Bijoutier-sénior.....	\$45.00
Horloger-sénior.....	45.00
Graveur.....	45.00
Soudeur.....	45.00
Sertisseur.....	45.00
Plaqueur.....	45.00
Bijoutier-junior.....	30.00
Horloger-junior.....	30.00
Commis:	
Premier semestre.....	16.00
Deuxième semestre.....	17.00
Après 1 an.....	18.00
Après 2 ans.....	20.00
Après 3 ans.....	22.00
Après 4 ans.....	24.00

Commis surnuméraire..... 0.35"
l'heure

10. Les paragraphes "c" et "f" de l'article IX sont remplacés par les suivants:

"c) Dans les trente jours qui suivent l'expiration de son apprentissage, l'apprenti-horloger ou l'apprenti-bijoutier doit se présenter au Bureau des Examineurs du Comité paritaire pour subir l'examen requis en vue d'obtenir un certificat d'horloger ou de bijoutier. Au cas d'insuccès, il doit se présenter à un examen dans les trois mois subséquents; au cas d'insuccès de ce dernier examen, son cas sera référé au Comité paritaire qui statuera."

"f) L'apprenti-horloger ou l'apprenti-bijoutier doit être employé exclusivement à l'étude de son métier durant au moins 75% de la durée régulière du travail. Il ne peut, durant toute la durée de son apprentissage, exécuter aucune des opérations définies à l'article I du présent décret sous la surveillance immédiate d'un horloger-sénior ou d'un bijoutier-sénior dans l'établissement où il exerce régulièrement son métier, à moins de permission écrite du Comité paritaire."

11. L'article X est radié.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
24234-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 108

Québec, le 3 février 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section, "B"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 974 du 30 juin 1948, et amendement, relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec;

raska, Témiscouata, Rimouski, Rivière-du-Loup, Matapédia, Matane, Dorchester, Beauce, Frontenac, Lotbinière, Lévis, Rouville and St. Jean."

9. Section VI is replaced by the following:

"VI. *Minimum wage rates*: The minimum wage rates for each week of forty-eight (48) hours of work shall be as follows:

Senior Jeweller.....	\$45.00
Senior clockmaker.....	45.00
Engraver.....	45.00
Welder.....	45.00
Setter.....	45.00
Silver Plater.....	45.00
Junior Jeweller.....	30.00
Junior clockmaker.....	30.00
Clerk:	
Starting at.....	16.00
After 6 months.....	17.00
After 1 year.....	18.00
After 2 years.....	20.00
After 3 years.....	22.00
After 4 years.....	24.00

Extra clerk..... 0.35"
per hour

10. Subsections "c" and "f" of section IX are replaced by the following ones:

"c) Within the thirty days following the expiration of apprenticeship period, the apprentice-clockmaker or the apprentice jeweller shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for the examination prescribed for the clockmaker's or jeweller's certificate. In case of failure, he shall sit for another examination in the following three months; should this last examination prove to be another failure, his case shall be referred to the Parity Committee for decision."

"f) The apprentice clockmaker or the apprentice jeweller shall be employed exclusively in the study of their trade for at least 75% of the regular duration of work. He shall not, for the entire duration of his apprenticeship, perform operations defined in section I of the present decree without the immediate supervision of a senior clockmaker or a senior jeweller in the establishment where he regularly plies his trade, except with a written authorization of the Parity Committee."

11. Section X is deleted.

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,
24234-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 108

Quebec, February 3, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "B"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the furniture industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 974 of June 30, 1948, and amendment, relating to the furniture industry in the Province of Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 24 décembre 1948;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 974, soit modifié de la façon suivante:

L'alinéa de l'article III, partie I, commençant par les mots "Si, pendant la durée du présent décret" est remplacé par le suivant:

"Si, pendant la durée du présent décret, le Comité paritaire de l'Industrie du Meuble doit faire des réclamations de salaires parce que la moyenne minimum n'a pas été observée, les montants ainsi réclamés doivent être distribués par le Comité paritaire à tous les salariés rapportés durant cette période, proportionnellement aux heures de travail accomplies durant la dite période, sans toutefois dépasser le maximum dans n'importe quel cas individuel."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24233-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 110

Québec, le 3 février 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT le coût du permis requis pour garder des chevreuils ou orignaux en captivité.

ATTENDU QUE l'article 33 de la Loi de la chasse, chapitre 153, Statuts refondus de Québec 1941, stipule que nul ne peut garder en captivité des animaux visés par ladite loi sans être porteur d'un permis émis par le ministre ou par toute personne par lui autorisée;

ATTENDU QUE dans certains cas des chevreuils ou orignaux sont capturés vivants par les chasseurs, qui désirent les garder en captivité;

ATTENDU qu'il est opportun de fixer le coût de ces permis tant pour en assurer le contrôle que pour empêcher certains abus.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

Qu'un honoraire de \$10.00 annuellement soit exigé de quiconque établira à la satisfaction du département de la Chasse que, sous l'autorité de l'article 33 de la Loi de la chasse, un permis de garder en captivité un ou des chevreuils ou orignaux capturés à l'état sauvage peut lui être émis.

A. MORISSET,

24206-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 108

Québec, le 3 février 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une modification du décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur, dans la région de Sherbrooke.

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of December 24, 1948;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 974, be amended as follows:

The paragraph of section III, part I, beginning by the words "During the course of the duration of the present decree" is replaced by the following:

"If, during the existence of the present decree the Joint Committee of the Furniture Industry has to file claims for wages because the minimum average has not been observed, the amounts thus claimed shall be distributed by the Joint Committee to all employees reported during this period, pro rata to hours worked during the said period, but they shall not exceed the maximum in any individual case."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24233-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 110

Quebec, February 3, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the cost of a license required to keep deer or moose in captivity.

WHEREAS section 33 of the Game laws, chapter 153, Revised Statutes of Quebec, 1941, stipulates that no person may keep in captivity animals contemplated under this Act unless he is a holder of a license issued by the Minister or by any person authorized by him;

WHEREAS in certain cases deer or moose are captured alive by hunters who wish to keep them in captivity;

WHEREAS it is expedient to fix the cost of the said licenses both to assure the control thereof as well as to prevent certain abuses.

THEREFORE IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT a fee of \$10.00 annually be exacted from anyone who proves to the satisfaction of the Department of Game, that, under authority of section 33 of the Game Laws, a license to keep in captivity one or more deer or moose taken in the wild state, may be issued to him.

A. MORISSET,

24206 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 108

Quebec, February 3, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke.

ATTENDU que conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 918 du 4 juin 1947 et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke;

ATTENDU qu'un avis, à ce sujet, a déjà été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 mars 1948;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 918, soit modifié de la façon suivante:

Le prix minimum de \$0.25 fixé à l'article VI, pour la coupe de la barbe dans les zones I et II, est augmenté à \$0.35.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24243-o

Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments to the decree number 918 of June 4, 1947, and amendments, relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke;

WHEREAS a notice to that effect has already been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 20, 1948;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 918, be amended as follows:

The minimum price of \$0.25 set in section VI for a shave in zones I and II is increased to \$0.35.

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24243-o

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Caisse d'Épargne des Francs-Associés", en date du 13 décembre 1948, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 janvier 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,

24208-o

JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union Professionnelle des Instituteurs et Institutrices de Chicoutimi", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 31 janvier 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,

24209-o

JEAN BRUCHÉSI.

THE ST. ANDREW'S CEMETERY COMPANY

Extrait des règlements de la compagnie nommée ci-dessus, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 11 janvier 1949, relativement à l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à sept:

"Cependant, le nombre de ses membres sera augmenté à sept par l'élection de trois syndics additionnels à la première assemblée annuelle de la compagnie."

Vraie copie.

24213

(Signé) M. K. MacKENZIE.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Caisse d'Épargne des Francs-Associés", under date the thirteenth day of December, 1948, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of January, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,

24208

Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union Professionnelle des Instituteurs et Institutrices de Chicoutimi", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January 31, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Chicoutimi, county of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,

24209

Under Secretary of the Province.

THE ST. ANDREW'S CEMETERY COMPANY

Extract of By-Laws of the above named company, as adopted at the meeting held on January 11th, 1949, concerning increase in number of directors from four to seven:

"These members, however, shall be increased to seven by the election of three more Trustees at the first annual meeting of the Company."

A true copy.

24213

(Signed) M. K. MacKENZIE.

SILHOUETTE INC.

SILHOUETTE INC.

Extrait du règlement adopté par les directeurs de ladite compagnie le 9 décembre 1948:

Extract of By-Law adopted by the Directors of the said Company on December 9th, 1948:

Règlement N° 6A

By-Law No. 6A

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie Silhouette Inc. (ci-après nommée la compagnie) ce qui suit:

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Silhouette Inc." (hereinafter called the Company) as follows:

1. Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de cinq directeurs à trois directeurs.

1. The number of the Board of Directors of the Company be and it is hereby decreased from five Directors to three Directors.

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, modifiés pour se conformer au précédent.

2. The By-Laws of the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Le Secrétaire-trésorier,
SAMUEL MILLER.

SAMUEL MILLER,
Secretary-Treasurer.

24211

24211-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Sportif St-Zénon", en date du 18 janvier 1949, dont le siège social est situé à St-Zénon, Lac Humqui, comté de Matapédia, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Sportif St-Zénon" under date the eighteenth day of January, 1949, whereof the head office is at St-Zénon, Lake Humqui, county of Matapédia, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 janvier 1949.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of January, 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

24212-o

24212

MOUNT ROYAL PROPERTY CORPORATION

MOUNT ROYAL PROPERTY CORPORATION

Règlement spécial "B"

Special By-Law "B"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs.

A by-law to increase the number of Directors.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, augmenté à cinq.

1. The number of Directors of this Company is hereby increased to five.

2. Le règlement trois de la compagnie est, par les présentes, modifié en rayant le mot et le chiffre "trois (3)" où ils apparaissent dans son article 1 et en y substituant le mot et le chiffre "cinq (5)".

2. By-law Three of the Company is hereby amended by deleting the word and figure "three (3)" where they appear in Article 1 thereof and substituting therefor the word and figure "five (5)".

Certifiée vraie copie du règlement spécial "B" adopté à une assemblée du bureau de direction de la compagnie "Mount Royal Property Corporation" tenue le 27 janvier 1949, et approuvé par tous les votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée dans le but de le considérer et tenue le même jour.

Certified to be a true copy of Special By-law "B" adopted at a meeting of the Board of Directors of "Mount Royal Property Corporation" held on January 27th, 1949, and approved by all the votes cast at a Special General Meeting of the Shareholders of said Company duly called for the purpose of considering the same and held on the same day.

Montréal, P. Q., 31 janvier 1949.

Montréal, P. Q., January 31st, 1949.

(Seau) Le Secrétaire,
W. P. CREAGH.

(Seal) W. P. CREAGH,
Secretary.

24210

24210-o

LES IMMEUBLES FERLAND INC.

LES IMMEUBLES FERLAND INC.

Règlement N° 1-B

By-law No. 1-B

Le règlement N° 1 (règlements généraux) section trois (3), intitulé Directeurs, est amendé en remplaçant à la première ligne de ladite section le mot "trois" par le mot "quatre".

By-law No. 1 (general by-laws) section three (3), intituled Directors, is amended by replacing in the first line of the said section the word "three" by the word "four".

Copie conforme.

True copy.

(Seau) L'Assistant-secrétaire,
JACQUES GALIPEAULT.

(Seal) JACQUES GALIPEAULT,
Assistant-Secretary.

24249-o

24249

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Soutien", en date du 31 janvier 1949, dont le siège social est situé à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 février 1949.

Le Secrétaire de la Province,
24226-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Rose, Co. Laval", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 1er février 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Rose, comté de Laval.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24227-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé le 3 février 1949, les règlements Nos 1 à 18 inclusivement de "Stone School House Cemetery Incorporated", conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 75, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24228 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Catholique des employés de pompes funèbres de Québec Incorporé", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 février 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24229-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "La Société des Auteurs Dramatiques", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 février 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24235-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Soutien" under date the 31st day of January, 1949, whereof the head office is at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24226 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Rose, Co. Laval", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 1, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Rose, county of Laval.

JEAN BRUCHÉSI,
24227 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on February 3rd, 1949, by-laws Nos. 1 to 18 inclusive of "Stone School House Cemetery Incorporated", pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), as added thereto by the Act 11 George VI, chapter 75, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary the 4th day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24228-o Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Catholique des Employés de pompes funèbres de Québec Incorporé" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 4, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, judicial district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
24229 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "La Société des Auteurs Dramatiques", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 8, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
24235 Under Secretary of the Province.

P. FERLAND INC.

Règlement N° 1-B

Le règlement N° 1 (règlements généraux) section trois (3), intitulé Directeurs, est amendé en remplaçant à la première ligne de ladite section le mot "trois" par le mot "quatre".

Copie conforme.

(Seau)
24250-o

L'Assistant-secrétaire,
JACQUES GALIPEAULT.

UNIVERSAL FUR & SUPPLY CO. LTD.

Règlement N° XXI

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie susdite de trois à quatre.

Attendu que la compagnie constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le nombre des directeurs de la compagnie a été fixé à trois;

Et attendu qu'il est jugé désirable d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre;

En conséquence, la compagnie "Universal Fur & Supply Co. Ltd.", par ses directeurs, décrète que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, changé de trois à quatre.

Le Président,
SYDNEY M. LASSNER.
Le Secrétaire,
DAVID BERNSTEIN.

24251

P. FERLAND INC.

By-law No. 1-B

By-law No. 1 (general by-laws) section three (3), intitled Directors, is amended by replacing, in the first line of the said section the word "three" by the word "four".

True copy.

*(Seal)
24250

JACQUES GALIPEAULT,
Assistant-Secretary.

UNIVERSAL FUR & SUPPLY CO. LTD.

By-law No. XXI

A By-law to increase the number of Directors of the above Company from three to four.

Whereas by Letters Patent incorporating the Company under Part I of the Quebec Companies' Act, the number of Directors of the Company was fixed at three;

And whereas it is considered desirable to increase the number of the Company's Directors from three to four;

Now therefore, "Universal Fur & Supply Co. Ltd.", by the Directors thereof enacts that the number of the Company's Directors be and is hereby changed from three to four.

SYDNEY M. LASSNER,
President.
DAVID BERNSTEIN,
Secretary.

24251-o

Chartes — Abandon de

OTTAWA LEATHER GOODS LIMITED

La Compagnie donne avis de son intention de demander au Procureur général la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 26 janvier 1949.

Le Secrétaire de
OTTAWA LEATHER GOODS LTD.,
BLANCHE WOLF.

24214

GENERAL FORWARDERS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que "General Forwarders Limited" a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte en conformité avec la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 9 février 1949.

(Seau)
24244-o

Le Secrétaire,
STANLEY STANGER.

Charters — Surrender of

OTTAWA LEATHER GOODS LIMITED

The Company gives notice of its intention to apply to the Attorney General for leave to surrender its Charter from such date as it may please to fix.

Montreal, January 26th, 1949.

BLANCHE WOLF,
Secretary of
OTTAWA LEATHER GOODS LTD.

24214-o

GENERAL FORWARDERS LIMITED

Notice is hereby given that "General Forwarders Limited" intends to apply for leave to surrender its Charter in accordance with the Quebec Companies' Act.

Montreal, February 9, 1949.

(Seal)
24244-o

STANLEY STANGER,
Secretary.

Commission Municipale de Québec

Avis public est par les présentes donné, tel que prescrit par l'article 39 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), que la Commission municipale de Québec présentera, conformément aux dispositions de l'article 38 de ladite loi, à l'honorable Hector Perrier, juge de la Cour supérieure, siégeant en chambre à Montréal,

Quebec Municipal Commission

Public notice is hereby given, as prescribed by Section 39 of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 207), that the Quebec Municipal Commission will petition, in conformity with Section 38 of said Act, the Honourable Hector Perrier, a Judge of the Superior Court, sitting in chamber at Montreal, on Tuesday, the 22nd day of

mardi, le 22ème jour de février 1949, à 10.00 heures a.m., une requête aux fins de faire déclarer en défaut au sens de la section V de la même loi les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Viateur d'Angliers, dans le comté de Témiscamingue.

La Commission municipale de Québec,
Québec, ce 9 février 1949.

Le Secrétaire,

24245-o

CHARLES A. COUILLARD.

February 1949, at 10.00 o'clock a.m., to have the School Commissioners for the School Municipality of Saint-Viateur d'Angliers, in the county of Témiscamingue, declared to be in default within the meaning of Division V of the said Act.

The Quebec Municipal Commission,
Quebec, February 9, 1949.

CHARLES A. COUILLARD,

24245-o

Secretary.

Département de l'Agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Richmond, sous le nom de "Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de St-Georges de Windsor", et que son principal siège d'affaires est à St-Georges de Windsor.

La société a pour objet l'amélioration et l'agrandissement des fermes ainsi que l'achat et l'usage d'un tracteur déblayeur (Bulldozer) et accessoires pour fins de travaux d'amélioration des fermes.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce premier février 1949.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
24215-o JULES SIMARD.

Department of Agriculture

NOTICE

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Richmond, under the name of "Société Coopérative Agricole d'amélioration des Terres de St-Georges de Windsor", and that its principal place of business is at St-Georges de Windsor.

The purpose of the association is the improvement and extension of farms and also the purchase and use of a Bulldozer and accessories for the purpose of improvement of farms.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, February first, 1949.

24215 JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 595-48

Québec, le 9 février 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 février 1949, de détacher de la municipalité scolaire d'Almaville, village, dans le comté de Saint-Maurice, les parties des lots 159 et 160 du cadastre officiel de Notre-Dame du Mont-Carmel, appartenant à Monsieur Germain Carbonneau, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 595-48

Quebec, February 9, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated February 3, 1949, to detach from the school municipality of Almaville, Village, in the county of Saint-Maurice, the parts of lots 159 and 160 of the official cadastre for Notre-Dame du Mont-Carmel, belonging to Mr. Germain Carbonneau, and to annex the same to the school municipality of Sainte-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, in the same county.

Said order in council to take effect on July 1st, 1949.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 959-48

Québec, le 9 février 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 février 1949, d'annexer, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de la Ville de Magog, dans le comté de Stanstead, tout le canton Magog, comprenant les rangs XI à XIV inclusivement de cette partie du canton qui était autrefois connue sous le nom de Hatley et les rangs XIV à XXII inclusivement de cette partie du canton qui était autrefois connue sous le nom de Bolton.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24246-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 959-48

Quebec, February 9, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated February 3, 1949, to annex, for Protestants only, to the Protestant School Municipality of the town of Magog, in the county of Stanstead, the whole of the township of Magog, comprising ranges XI to XIV inclusively, of that part of the township formerly known under the name of Hatley, and ranges XIV to XXII inclusively of that part of the township formerly known under the name of Bolton.

Said order in council to take effect on July 1st, 1949.

24246 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire du commerce de gros et de détail de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1721 du 16 décembre 1948 et dont le siège social est situé dans la ville de Rimouski, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 107 du 3 février 1949.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 février 1949.

24240-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski, formed under decree number 1721 of December 16, 1948, with corporate seat in the town of Rimouski, have been approved by Order in Council number 107 of February 3, 1949.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 12, 1949.

24240-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 523, du 5 février 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 107, du 3 février 1949, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 février 1949 au 9 février 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis audit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs employés réguliers, supplémentaires et apprentis régis par le décret.

b) Tous les salariés régis par ledit décret sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les noms et adresses des employés, la catégorie, la classe, les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Tous les employeurs professionnels régis par le décret doivent percevoir, au nom du Comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ces derniers.

Les employeurs professionnels doivent transmettre au Comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ledit rapport doit être envoyé au Comité pas plus tard que le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible. Conséquemment, les cotisations de février seront

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec, formed under decree No. 523, of February 5, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 107 of February 3, 1949, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from February 10, 1949, to February 9, 1950; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll and of the bonuses, allocations paid to their regular or supernumerary employees and to their apprentices governed by the decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses, or allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the names and addresses of the employees, the category, the class, the hours of labour, the money collected during the week, and the amounts sent to the Parity Committee.

All professional employers governed by the decree shall collect, for the Parity Committee, the assessments laid upon the employees, from the wages which they pay to them.

The professional employers shall forward to the Parity Committee a monthly report together with their own assessments and the amounts collected from their employees; the said report shall be sent to the committee not later than the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which the report is exigible. Consequently, the assessments of Fe

payable le 10 mars et ainsi de suite jusqu'au 10 mars 1950.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport, s'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec, pour les douze mois commençant le 10 février 1949.

COMITÉ CONJOINT DES TANNERIES ET CORROIERIES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 février 1949 et le 9 février 1950.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1% de \$950,000.00)	\$4,750.00
Cotisations des salariés ($\frac{1}{2}$ de 1% de \$950,000.00)	4,750.00
	\$9,500.00

Déboursés:

Salaires	\$3,410.00
Dépenses d'inspection	2,500.00
Dépenses, automobile	500.00
Loyer et éclairage	400.00
Frais légaux	200.00
Impression et papeterie	100.00
Poste et téléphone	150.00
Echange de banque	50.00
Jetons de présence	270.00
Frais de déplacement des membres	1,200.00
Assurance	100.00
Vérification	100.00
Divers	520.00
	\$9,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 février 1949. 24236-o

AVIS DE PRELEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Métiers de la Construction de Saint-Jean, établi en exécution du décret numéro 329, du 20 février 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 106, du 3 février 1949, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941 chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 janvier 1949 au 31 janvier 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

bruary are payable on March, 10 and so forth, until March 10, 1950.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the provisions of section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report covering its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec, for the twelve months commencing February 10, 1949.

THE TANNERS AND CURRIERS JOINT COMMITTEE OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between February 10, 1949, and February 9, 1950.

Receipts:

Assessments upon the professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1% of \$950,000.00)	\$4,750.00
Assessments upon the employees ($\frac{1}{2}$ of 1% of \$950,000.00)	4,750.00
	\$9,500.00

Disbursements:

Salaries	\$3,410.00
Inspection expenses	2,500.00
Automobile expenses	500.00
Rent and lighting	400.00
Legal fees	200.00
Printing and stationary	100.00
Postage and telephone	150.00
Bank exchange	50.00
Meeting expenses	270.00
Members' travelling expenses	1,200.00
Insurance	100.00
Auditing	100.00
Miscellaneous	520.00
	\$9,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 12, 1949. 24236-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of St. John, formed under decree No. 329, of February 20, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 106 of February 3, 1949, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Q.R.S. 1941, chapter 163 and amendments) to levy assessments from the professional employers, the artisans, and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assesments

The period of levy extends from January 31, 1949 to January 31, 1950; it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire et boni.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journey-men receiving the lowest pay in their trade.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages and bonus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir au dit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport doit être signé par l'employeur professionnel ou par une personne par lui autorisée avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation du dit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la Construction de Saint-Jean pour la période comprise entre le 31 janvier 1949 et le 31 janvier 1950.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE ST-JEAN

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 janvier 1949 et le 31 janvier 1950.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$3,330.00
Salariés	3,330.00
Artisans	100.00
Certificats de qualification	20.00
Domages et intérêts liquidés.	20.00
	\$6,800.00

Dépenses:

Salaire de l'inspecteur	\$2,340.00
Salaire du secrétariat	1,400.00
Téléphone	50.00
Loyer	200.00
Papeterie	75.00
Frais légaux et judiciaires	100.00
Auditeur	75.00
Frais de déplacement	1,200.00
Examineurs	100.00

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of the assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports be filled in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the expiration of each week, from the wages of every one of his employees, the sums payable to the Parity Committee, and send same to the said committee together with his own assessments.

The report shall be signed by the professional employer or one authorized by him before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

This report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Saint John for the period comprised between January 31, 1949, and January 31, 1950.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF SAINT JOHN

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 31, 1949, and January 31, 1950.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional Employers	\$3,330.00
Employees	3,330.00
Artisans	100.00
Certificates of competency	20.00
Liquidated damages	20.00
	\$6,800.00

Expenses:

Salary of inspector	\$2,340.00
Salary of secretary's office	1,400.00
Telephone	50.00
Rent	200.00
Stationery	75.00
Legal and judicial fees	100.00
Auditor	75.00
Travelling expenses	1,200.00
Examiners	100.00

Jetons de présences	960.00	Meeting expenses	960.00
Divers	300.00	Miscellaneous	300.00
	<u>\$6,800.00</u>		<u>\$6,800.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 février 1949. 24238-o

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, February 12, 1949. 24238-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'horlogerie, établi en exécution du décret numéro 100, du 29 janvier 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 107 du 3 février 1949, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 7 février 1949 au 7 février 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 100 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentage, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret N° 100 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon-senior le moins rémunéré, soit \$45.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 100 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentage, commissions, allocations ou bonis reçus).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquels doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les rensei-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives a notice that the Parity Committee of Horology, formed under decree number 100 of January 29, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 107 of February 3, 1949, part "B", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessment

The period of assessment shall extend from February 7, 1949, to February 7, 1950, and apply as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 100 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree (fixed wages, percentage, allocations, commissions or bonuses paid).

b) The artisans governed by the decree number 100 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established for senior journeymen, namely: \$45.00 per week.

c) The employees governed by the decree number 100 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (fixed wages, percentage, allocations, commissions or bonuses paid).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessment laid upon his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessment of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law, is payable monthly by the professional employer, the artisans and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or give the necessary information,

gnements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire. five days' notice will be given to him to fulfill his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'horlogerie, pour la période comprise entre le 7 février 1949 et le 7 février 1950.

COMITÉ PARITAIRE DE L'HORLOGERIE Siège Social: Montréal

État des recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 7 février 1949 et le 7 février 1950.

Recettes:

Cotisations: 1/2 de 1%.

Employeurs professionnels.....	\$3,000.00
Salariés.....	3,000.00
Artisans.....	2,000.00

\$8,900.00

Honoraires d'examens.....	200.00
---------------------------	--------

\$8,200.00

Déboursés:

Secrétaire et personnel du bureau....	\$3,900.00
Jetons de présence.....	400.00
Loyer.....	500.00
Inspection.....	1,200.00
Timbres, tél, etc.,.....	200.00
Frais légaux.....	400.00
Vérification.....	180.00
Papeterie.....	200.00
Ameublement.....	200.00
Frais de déplacement.....	200.00
Frais d'examens.....	200.00
Taxes et assurances.....	50.00
Publicité et imprévus.....	70.00
Subvention à la Commission d'apprentissage du métier d'horloger de Montréal.....	500.00

\$8,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 février 1949. 24237-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1721, du 16 décembre 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 107, du 3 février 1949, section "D", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la Gazette

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of his financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Horology for the period between February 7, 1949 and February 7, 1950.

PARITY COMMITTEE OF HOROLOGY Corporate seat: Montreal

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 7, 1949 and February 7, 1950.

Receipts:

Assessments 1/2 of 1%:

Professional employers.....	\$3,000.00
Employees.....	3,000.00
Artisans.....	2,000.00

\$8,000.00

Examination fees.....	200.00
-----------------------	--------

\$8,200.00

Disbursements:

Secretary and office personnel.....	\$3,900.00
Meeting expenses.....	400.00
Rent.....	500.00
Inspection.....	1,200.00
Postage, Tel., etc.,.....	200.00
Legal fees.....	400.00
Audition.....	180.00
Stationery.....	200.00
Furniture.....	200.00
Travelling expenses.....	200.00
Examinations expenses.....	200.00
Taxes and insurance.....	50.00
Publicity and unforeseen expenses....	70.00
Subvention to the Apprenticeship Commission of the Clockmaking Trade of Montreal.....	500.00

\$8,200.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 12, 1949. 24237-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski, formed under decree No. 1721 of December 16, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 107 of February 3, 1949, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the Quebec

officielle de Québec au 31 octobre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1721 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1721 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit trente (30) dollars par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1721 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentage, commission, allocation ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le vingt (20) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés probables prévus par le Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski pour la période comprise entre le premier janvier 1949 et le 31 octobre 1949.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1949 et le 31 octobre 1949.

Recettes:	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$1,500.00
Salariés	1,500.00
	\$3,000.00

Official Gazette to October 31, 1949; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1721, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree (regular wages, percentages, allocations, commissions or bonuses paid).

b) The artisans governed by the said decree, number 1721, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e., thirty (30) dollars per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1721, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (regular wages, percentages, commissions, allocations or bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee be shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 20th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski for the period between January 1, 1949, and October 31, 1949.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1, 1949, and October 31, 1949.

Receipts:	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$1,500.00
Employees	1,500.00
	\$3,000.00

Débourssés:

Salaires:	
Secrétaire	\$ 600.00
Inspecteur	900.00
Loyer de bureau	120.00
Frais légaux	100.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphones, télégrammes	300.00
Vérification des livres	30.00
Assurances et frais de cautionnement	7.00
Jetons de présence aux membres du Comité	180.00
Publicité	40.00
Dépenses diverses et imprévues	723.00
	\$3,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 février 1949. 24241-o

Disbursements:

Wages:	
Secretary	\$ 600.00
Inspector	900.00
Office rent	120.00
Legal fees	100.00
Stationery, printing, stamps, telephone, telegrams	300.00
Auditing	30.00
Insurance and fidelity bond	7.00
Members' attendance fees	180.00
Publicity	40.00
Various and unforeseen expenses	723.00
	\$3,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 12, 1949. 24241-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de Farnham, district de Bedford, comté de Missisquoi, établi en exécution du décret numéro 123, du 10 janvier 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 106, du 3 février 1949, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 19 janvier 1949 au 19 janvier 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 123 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, boni et pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Tous les artisans régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire minimum fixé par le décret pour un salarié dans le même genre de commerce.

c) Tous les salariés assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe, boni et pourcentage.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués le nom de l'établissement, le nom des salariés, les heures de travail, le taux du salaire, les montants payés ou payables et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire régulièrement tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité, en même temps que sa propre cotisation.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the "Comité paritaire du Commerce de Farnham", district of Bedford, county of Missisquoi, established under decree number 123, of January 10, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 106 of February 3, 1949, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from January 19, 1949 to January 19, 1950, it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 123 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, bonuses and percentages paid to their employees subject to the said decree.

b) All artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the minimum rates fixed by the decree for an employee in the same branch of the trade.

c) All employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and percentage.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the name of firm, the name of the employees, the hours of labour, the rate of wages, the amounts paid or payable and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see to it that the reports be filed in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums payable to the Parity Committee, and forward same to the said committee together with his own assessments.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation du dit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Farnham, district de Bedford, comté de Missisquoi, pour la période comprise entre le 19 janvier 1949 et le 19 janvier 1950.

"COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE FARNHAM, DISTRICT DE BEDFORD, COMTÉ DE MISSISQUIOI"

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 19 janvier 1949 et le 19 janvier 1950.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$180.00
Artisans.....	60.00
Salariés.....	180.00

\$420.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire-gérant.....	\$300.00
Papeterie, poste et téléphone.....	35.00
Loyer de salle.....	15.00
Frais de cautionnement.....	5.00
Réception et déplacements.....	10.00
Vérification.....	5.00
Divers.....	35.00
Frais de perception.....	15.00

\$420.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 février 1949.

24239-o

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité paritaire du Commerce de Farnham", district of Bedford, county of Missisquoi, for the period comprised between January 19, 1949, and January 19, 1950.

"COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE FARNHAM", DISTRICT OF BEDFORD, COUNTY OF MISSISQUIOI

Estimated receipts and expenditures for the period comprised between January 19, 1949, and January 19, 1950.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.....	\$180.00
Artisans.....	60.00
Employees.....	180.00

\$420.00

Expenditures:

Secretary-manager's wages.....	\$300.00
Stationery, postage and telephone.....	35.00
Rent of room.....	15.00
Fidelity Bond.....	5.00
Reception and travelling expenses.....	10.00
Auditing.....	5.00
Miscellaneous.....	35.00
Collection expenses.....	15.00

\$420.00

GÉRARD TREMBLAY.

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 12, 1949.

24239-o

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Attendu que les membres de La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, ont décidé, le 16 mai 1948, de liquider ladite compagnie et de ne plus accepter de nouveaux membres à compter du 1er juillet 1948; et,

Attendu que cette liquidation, d'après le rapport du liquidateur de la compagnie a été complétée le 31 janvier 1949;

En conséquence, avis est donné par les présentes que le permis et certificat d'enregistrement numéro 406 de La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jean-Deschaillons est annulé à compter du 31 janvier 1949.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Whereas the members of La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jean-Deschaillons, county of Lotbinière, have decided, the 16th of May 1948, to go into the liquidation of the said company and to accept no more new members as from the 1st of July 1948; and,

Whereas this liquidation, following the report of the liquidator of the company, has been completed the 31st of January 1949;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry number 406 of La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jean-Deschaillons is cancelled as from the 31st of January 1949.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 7 février 1949.
Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
24225-6-2-o Surintendant des Assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 7th of February 1949.
For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
24225-6-2-o Superintendent of Insurance.

Erratum

Dans la *Gazette officielle de Québec*, des 15 et 29 janvier 1949, aux pages 134 et 335 pour les lots de Jos Kelly, dans la municipalité de Bouchette, canton de Bouchette, veuillez lire lots 28, 29-1 Rang 2 au lieu de 28 Ps 29'.

Donné à Maniwaki, ce quatrième jour de février, mil neuf cent quarante-neuf.

Corporation du comté de Gatineau,
Le Secrétaire-trésorier,
24216-o Mme PALMA JOANIS.

Erratum

In the *Quebec Official Gazette* of the 15th and 29th of January 1949, on pages 134 and 335, for the lots of Jos Kelly, in the Municipality of Bouchette, township of Bouchette, please read: lots 28, 29-1 Range 2 instead of 28 Ps 29'.

Given at Maniwaki, this fourth day of February, one thousand nine hundred and forty-nine.

Corporation of the County of Gatineau,
Mme PALMA JOANIS,
24216 Secretary-Treasurer.

Grefte de notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Charles-Édouard Villeneuve, notaire demeurant et exerçant à Gentilly, district judiciaire de Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Albert Dumont, décédé.

Montréal, 12 février 1949.
Le Secrétaire-trésorier
de la Chambre des Notaires,
24218-o ARTHUR COURTOIS.

Notarial Record

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Charles-Édouard Villeneuve, Notary residing and practising at Gentilly, Judicial District of Trois-Rivières, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Albert Dumont, deceased Notary.

Montreal, February 12th, 1949.
ARTHUR COURTOIS,
24218-o Secretary-Treasurer of the Board of Notaries.

Liquidation, avis de :

QUEBEC VETERAN'S MUTUAL BENEFIT SOCIETY

Avis public est, par les présentes, donné que les membres du bureau de direction de la société "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society," à une assemblée spéciale tenue à Montréal le 5ième jour de janvier 1949, ont adopté une résolution pour convoquer une assemblée générale spéciale devant être tenue à Montréal, au siège social de la société, 1191 rue de la Montagne, à 8 heures p.m. le 27 mars 1949, à la fin d'étudier l'opportunité de liquider les affaires de ladite société "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society" et nommer M. Harrison C. Hayes, comptable, de la cité de Montréal, liquidateur pour cette liquidation, la nomination devant prendre effet le 5ième jour de janvier 1949, et la société "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society" ayant cessé d'émettre des contrats ou d'accepter tout membre à compter du 5ième jour de janvier 1949.

24220-6-2 Le Secrétaire-trésorier,
K. L. WOOLEY.

Winding up Notice :

QUEBEC VETERANS' MUTUAL BENEFIT SOCIETY

Public notice is hereby given that the Board of Directors of the "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society," at a special meeting held in Montreal on the 5th day of January, 1949, have adopted a resolution calling a special general meeting to be held in Montreal, at the head office of the Society, 1191 Mountain Street, at 8.00 o'clock P.M. on March, 1949, in order to study the opportunity of winding up the affairs of said "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society" and of appointing Mr. Harrison C. Hayes accountant of the City of Montreal, Liquidator, for such winding up, the appointment to take effect on the 5th day of January 1949, and the "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society" having ceased to issue contracts or accept any members as from the 5th day of January, 1949.

24220-6-2-o K. L. WOOLEY,
Secretary-Treasurer.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent

grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir :

under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit :

Québec, 20 janvier 1949.

MM. Louis-Philippe de Grandpré, résidant à Saint-Lambert et pratiquant à Montréal, et Wendell H. Laidley, résidant et pratiquant à Montréal, tous deux membres du Barreau de la province: conseils en loi du Roi.

Quebec, January 20, 1949.

Messrs. Louis Philippe de Grandpré, residing at Saint-Lambert and practising at Montreal, and Wendell H. Laidley, residing and practising in Montreal, both members of the Bar of the Province: King's Counsel.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire les nominations suivantes :

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, 3 février 1949.

MM. Henri Pagé, médecin, Ernest Chartier, marchand, Napoléon Laplante, gérant, Benoît Benoit, gérant de bureau d'assurances (Mutuelle du Commerce), et Antonio Fiset, gérant de la Banque Canadienne Nationale de St-Hyacinthe: commissaires pour l'érection civile des paroisses du diocèse de St-Hyacinthe.
24253-o

Quebec, February 3, 1949.

Messrs. Henri Pagé, physician, Ernest Chartier, merchant, Napoléon Laplante, manager, Benoit, insurance office manager (Mutuelle du Commerce), and Antonio Fiset, manager of the Banque Canadienne Nationale of St-Hyacinthe: to be commissioners for the civil erection of parishes in the diocese of St-Hyacinthe.
24253

Sièges sociaux

Head offices

Canada, Province de Québec, District de Québec

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

IMMEUBLES MEA INC.

IMMEUBLES MEA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Immeubles Mea, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes accordées le 14 janvier 1949 et enregistrées le 26 janvier 1949 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi le dit bureau à Québec, au numéro 463 rue St-Vallier.

Notice is hereby given that the company "Immeubles Mea Inc.", incorporated by letters patent issued on the 14th of January, 1949, and registered by letters patent issued on the 26th of January, 1949, and having its head office in the city of Quebec, has established the said office at Quebec, at No. 463 St-Vallier street.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son principal bureau d'affaires.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Donné à Québec ce 31 janvier 1949.

Given at Quebec, this 31st of January, 1949.

Le Secrétaire,

L.-J.-B. LÉPINE,

24219-o

L.-J.-B. LÉPINE.

24219

Secretary.

C. R. ROBINSON & COMPANY LIMITED

C. R. ROBINSON & COMPANY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "C. R. Robinson & Company Limited", un corps incorporé, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 4 août 1943, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son siège social à 740 ouest, rue Notre-Dame, Montréal.

Notice is hereby given that "C. R. Robinson & Company Limited", a body corporate, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec dated the 4th day of August, 1943, and having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 740 Notre Dame Street West, Montreal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Daté à Montréal, le trois février 1949.

Dated at Montreal, this third day of February, 1949.

(Sceau)

(Seal)

Le Secrétaire,

C. W. ROBINSON,

24231

C. W. ROBINSON.

24231-o

Secretary.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE L'ABORD-À-PLOUFFE

TOWN OF L'ABORD-À-PLOUFFE

Avis est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées marquées sur l'enveloppe

Notice is hereby given that sealed tenders endorsed on the envelope "Tenders for bonds"

"Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, à l'hôtel-de-ville de la Ville de L'Abord-à-Plouffe, 126 Boulevard Lévesque, L'Abord-à-Plouffe, jusqu'à huit heures de l'après-midi, le 3 mars 1949, pour l'achat d'obligations au montant de \$41,200.00 remboursables en séries 20 ans, datées du premier mars 1949 et émises sous l'autorité des règlements d'emprunts nos 19, 23, 24 et 25 du conseil de la ville de L'Abord-à-Plouffe.

Lesdites soumissions devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Année	Capital
1er mars 1950	\$ 1,000.00
1er mars 1951	1,000.00
1er mars 1952	1,000.00
1er mars 1953	1,000.00
1er mars 1954	1,000.00
1er mars 1955	1,000.00
1er mars 1956	1,000.00
1er mars 1957	1,000.00
1er mars 1958	1,000.00
1er mars 1959	1,000.00
1er mars 1960	1,000.00
1er mars 1961	1,000.00
1er mars 1962	1,000.00
1er mars 1963	1,500.00
1er mars 1964	1,500.00
1er mars 1965	1,500.00
1er mars 1966	1,500.00
1er mars 1967	1,500.00
1er mars 1968	1,500.00
1er mars 1969	19,200.00

Le capital et les intérêts seront payables au bureau principal de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à tout autre endroit qui pourra être déterminé par résolution du conseil.

Lesdites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute date d'échéance d'intérêt, au pair; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les Soumissions seront prises en considération à une session du conseil de la Ville de L'Abord-à-Plouffe qui sera tenue le 3 mars 1949, à huit heures du soir, à l'hôtel de ville, 126 Boulevard Lévesque, L'Abord-à-Plouffe, P.Q.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison.

Le conseil de la Ville de L'Abord-à-Plouffe se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de L'Abord-à-Plouffe, ce 9ième jour de février 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
ADALBERT LAVOIE.

24254-o

Province de Québec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ
SCOLAIRE CATHOLIQUE DE GASPÉ
(Comté de Gaspé-Sud)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumis-

will be received by the undersigned, at the Town Hall of the Town of L'Abord-à-Plouffe, 126 Levesque Boulevard, L'Abord-à-Plouffe, up to eight o'clock in the afternoon, the 3rd of March 1949, for the purchase of \$41,200.00 of bonds, redeemable in twenty years series, dated from March 1st, 1949, and issued under authority of Loan By-laws Nos 19, 23, 24 and 25 of the council of the Town of L'Abord-à-Plouffe.

The interest rate on said bonds shall be at the option of the tender, which rate shall not exceed, however, 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually. The table of redemption is as follows:

Year	Capital
March 1st, 1950	\$ 1,000.00
March 1st, 1951	1,000.00
March 1st, 1952	1,000.00
March 1st, 1953	1,000.00
March 1st, 1954	1,000.00
March 1st, 1955	1,000.00
March 1st, 1956	1,000.00
March 1st, 1957	1,000.00
March 1st, 1958	1,000.00
March 1st, 1959	1,000.00
March 1st, 1960	1,000.00
March 1st, 1961	1,000.00
March 1st, 1962	1,000.00
March 1st, 1963	1,500.00
March 1st, 1964	1,500.00
March 1st, 1965	1,500.00
March 1st, 1966	1,500.00
March 1st, 1967	1,500.00
March 1st, 1968	1,500.00
March 1st, 1969	19,200.00

Capital and interest will be payable at the principal office of the bank mentioned in the loan procedure in Montreal, or at any other place which might be determined by resolution of the council.

The said bonds may, under authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date, at par; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order.

The tenders will be considered at the meeting of the council of the Town of L'Abord-à-Plouffe to be held the 3rd of March 1949, at eight o'clock in the evening at the Town Hall, 126 Levesque Boulevard, Town of L'Abord-à-Plouffe, P.Q.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The council of the Town of L'Abord-à-Plouffe reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Town of L'Abord-à-Plouffe, this 9th day of February 1949.

ADALBERT LAVOIE,
Secretary-treasurer.

24254-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE CATHOLIC
SCHOOL MUNICIPALITY OF GASPÉ
(County of Gaspé-South)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be

sions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures du soir, lundi le 28 février 1949, pour l'achat de \$56,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de Gaspé, comté de Gaspé-Sud, datées du 1er octobre 1948 et remboursables en séries du 1er octobre 1949 au 1er octobre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas $3\frac{1}{2}\%$ par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

received by the undersigned up to eight o'clock in the evening, Monday, the twenty-eighth day of February, 1949, for the purchase of \$56,500 of bonds of the School Commissioners for the Catholic School Municipality of Gaspé, county of Gaspé-South, dated the 1st of October, 1948 and redeemable serially from the 1st of October, 1949, to the 1st of October, 1968, inclusively, with interest at a rate not exceeding $3\frac{1}{2}\%$ per annum, payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities.

Tableau d'amortissement — \$56,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1949.....x	\$8,000.00
1er octobre 1950.....x	8,500.00
1er octobre 1951.....x	9,000.00
1er octobre 1952.....x	9,000.00
1er octobre 1953.....x	9,500.00
1er octobre 1954.....	500.00
1er octobre 1955.....	500.00
1er octobre 1956.....	500.00
1er octobre 1957.....	500.00
1er octobre 1958.....	500.00
1er octobre 1959.....	1,000.00
1er octobre 1960.....	1,000.00
1er octobre 1961.....	1,000.00
1er octobre 1962.....	1,000.00
1er octobre 1963.....	1,000.00
1er octobre 1964.....	1,000.00
1er octobre 1965.....	1,000.00
1er octobre 1966.....	1,000.00
1er octobre 1967.....	1,000.00
1er octobre 1968.....	1,000.00

Table of Redemption — \$56,500.00 — 20 years

Year	Capital
October 1st, 1949.....x	\$8,000.00
October 1st, 1950.....x	8,500.00
October 1st, 1951.....x	9,000.00
October 1st, 1952.....x	9,000.00
October 1st, 1953.....x	9,500.00
October 1st, 1954.....	500.00
October 1st, 1955.....	500.00
October 1st, 1956.....	500.00
October 1st, 1957.....	500.00
October 1st, 1958.....	500.00
October 1st, 1959.....	1,000.00
October 1st, 1960.....	1,000.00
October 1st, 1961.....	1,000.00
October 1st, 1962.....	1,000.00
October 1st, 1963.....	1,000.00
October 1st, 1964.....	1,000.00
October 1st, 1965.....	1,000.00
October 1st, 1966.....	1,000.00
October 1st, 1967.....	1,000.00
October 1st, 1968.....	1,000.00

Les x indiquent les versements d'un octroi au montant total de \$45,300 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels de \$9,060 chacun.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Gaspé.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire qui sera tenue le 28 février 1949 à 8 heures de l'après-midi, au lieu ordinaire des réunions.

Gaspé, comté de Gaspé-Sud, ce 8 février 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
24255-0 J.-B.-HENRI ST-PIERRE.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE
DE L'ANCIENNE-LORETTE
(COMTÉ DE QUÉBEC)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures de l'après-midi, lundi le 7 mars

The letter "x" indicates payments of a grant to the total amount of \$45,300 granted by the Provincial Secretary and payable in five annual instalments of \$9,060 each.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Gaspé.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commission, to be held on the 28th of February, 1949, at 8 o'clock in the evening at the usual meeting place.

Gaspé, county of Gaspé-South, this 8th day of February, 1949.

J. B. HENRI ST-PIERRE,
24255 Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE PARISH
OF L'ANCIENNE-LORETTE
(COUNTY OF QUEBEC)

Public Notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until 8 o'clock in the evening, Monday, March 7, 1949, for the

1949, pour l'achat de \$250,000 d'obligations de la corporation de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, datées du 1er mars 1949 et remboursables en séries du 1er mars 1950 au 1er mars 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Cette émission constitue la première tranche d'un emprunt total de \$482,500 (règlement No. 87). Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$250,000.00—15 ans

Année	Capital
1er mars 1950	\$ 5,500.00
1er mars 1951	3,000.00
1er mars 1952	3,000.00
1er mars 1953	3,000.00
1er mars 1954	3,500.00
1er mars 1955	3,500.00
1er mars 1956	3,500.00
1er mars 1957	4,000.00
1er mars 1958	4,000.00
1er mars 1959	4,000.00
1er mars 1960	4,500.00
1er mars 1961	4,500.00
1er mars 1962	5,000.00
1er mars 1963	5,000.00
1er mars 1964	194,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à l'Ancienne-Lorette.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil tenue le 7 mars 1949, à 8 heures de l'après-midi, à la salle du conseil de l'Ancienne-Lorette.

L'Ancienne-Lorette, comté de Québec, ce 10 février 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL DROLET.

24256-o

Province de Québec

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LAVERLOCHÈRE
& BABY
(Comté de Témiscamingue)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 7 heures de l'après-midi, samedi le 5 mars 1949, pour l'achat de \$54,000.00 d'obligations de la municipalité scolaire de Laverlochère & Baby, comté de Témiscamingue, datées du 1er mars 1949 et remboursables en séries du 1er mars 1950 au 1er mars 1959 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant

purchase of \$250,000 of bonds of the corporation of the parish of l'Ancienne-Lorette, county of Quebec, dated the 1st of March, 1949, and redeemable serially from the 1st of March, 1950, to the 1st of March 1964 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually, the 1st of March and 1st of September of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. Said issue constitutes the first instalment of a total loan of \$482,500 (By-law No. 87). The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$250,000.00—15 years

Year	Capital
March 1st, 1950	\$ 5,500.00
March 1st, 1951	3,000.00
March 1st, 1952	3,000.00
March 1st, 1953	3,000.00
March 1st, 1954	3,500.00
March 1st, 1955	3,500.00
March 1st, 1956	3,500.00
March 1st, 1957	4,000.00
March 1st, 1958	4,000.00
March 1st, 1959	4,000.00
March 1st, 1960	4,500.00
March 1st, 1961	4,500.00
March 1st, 1962	5,000.00
March 1st, 1963	5,000.00
March 1st, 1964	194,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or l'Ancienne-Lorette.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Council to be held on March 7, 1949, at 8 o'clock in the evening at the Council Hall of l'Ancienne-Lorette.

L'Ancienne-Lorette, county of Quebec, February 10, 1949.

MARCEL DROLET,
Secretary-treasurer.

24256

Province of Quebec

SCHOOL MUNICIPALITY OF LAVERLOCHÈRE
& BABY
(County of Temiscamingue)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned up to seven o'clock in the evening, Saturday, the fifth day of March, 1949, for the purchase of \$54,000 of bonds of the School Municipality of Laverlochère & Baby, county of Témiscamingue, dated the first of March, 1949, and redeemable serially from the 1st of March, 1950, to the 1st of March, 1959, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of March and 1st of September of each year. The rate of interest offered may be the same or

les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$54,000.00 — 10 ans

Année	Capital
1er mars 1950	x \$9,000.00
1er mars 1951	x 9,000.00
1er mars 1952	x 9,000.00
1er mars 1953	x 9,000.00
1er mars 1954	x 9,000.00
1er mars 1955	1,800.00
1er mars 1956	1,800.00
1er mars 1957	1,800.00
1er mars 1958	1,800.00
1er mars 1959	1,800.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$43,200 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$8,640 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Lorrainville.

Lesdites obligations pourront en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles de Laverlochère & Baby devant être tenue le 5 mars 1949 à 8 heures de l'après-midi à l'école du village.

Les commissaires d'écoles de Laverlochère & Baby se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laverlochère & Baby, comté de Témiscamingué, ce 24 janvier 1949.

24257-o Le Secrétaire-trésorier,
DONAT RONDEAU.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE LA PARTIE SUD
DU CANTON MORIN
(Comté d'Argenteuil)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 4 heures de l'après-midi, le vingt-huitième jour de février 1949 pour l'achat de \$25,000.00 d'obligations de la municipalité de la partie sud du canton Morin, comté d'Argenteuil, en date du 1er décembre 1948 et remboursables en séries du 1er décembre 1949 au 1er décembre 1963 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année.

Tableau d'amortissement—\$25,000.00—15 ans

Année	Capital
1er décembre 1949	\$ 500.00
1er décembre 1950	500.00

may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$54,000.00 — 10 years

Year	Capital
March 1st, 1950	x \$9,000.00
March 1st, 1951	x 9,000.00
March 1st, 1952	x 9,000.00
March 1st, 1953	x 9,000.00
March 1st, 1954	x 9,000.00
March 1st, 1955	1,800.00
March 1st, 1956	1,800.00
March 1st, 1957	1,800.00
March 1st, 1958	1,800.00
March 1st, 1959	1,800.00

The letter "x" indicates the years during which payments of a grant to the total extent of \$43,200 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$8,640 each, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Lorrainville.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners of Laverlochère & Baby to be held on the 5th of March, 1949, at 8 o'clock in the evening in the village school.

The School Commissioners of Laverlochère & Baby do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Laverlochère & Baby, county of Temiscamingué, this 24th day of January, 1949.

24257 DONAT RONDEAU,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE SOUTH PART OF
THE TOWNSHIP OF MORIN
(County of Argenteuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 4 o'clock in the afternoon of the twenty-eighth day of February, 1949, for the purchase of \$25,000 of bonds of the Municipality of the South Part of the Township of Morin, County of Argenteuil, dated December 1st, 1948 and redeemable serially from December 1st, 1949 to December 1st, 1963, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of June and on the 1st of December of each year.

Table of Redemption—\$25,000—15 years.

Year	Capital
December 1st, 1949	\$ 500.00
December 1st, 1950	500.00

1er décembre 1951	500.00
1er décembre 1952	500.00
1er décembre 1953	500.00
1er décembre 1954	500.00
1er décembre 1955	500.00
1er décembre 1956	500.00
1er décembre 1957	500.00
1er décembre 1958	500.00
1er décembre 1959	500.00
1er décembre 1960	500.00
1er décembre 1961	500.00
1er décembre 1962	500.00
1er décembre 1963	18,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à St-Jérôme, cité de Québec ou à Montréal.

Lesdites obligations sont, en vertu de l'autorité du chapitre 212, statuts refondus de Québec 1941, sujettes à être rachetées par anticipation, en totalité ou en partie, au pair, à toute date d'échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de la présente émission et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le vingt-huitième jour de février 1949, à 8 heures du soir, à la salle de la Croix Rouge, Morin Heights, Qué.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Morin Heights, le huitième jour de février 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-W. GREEN.

24258

December 1st, 1951	500.00
December 1st, 1952	500.00
December 1st, 1953	500.00
December 1st, 1954	500.00
December 1st, 1955	500.00
December 1st, 1956	500.00
December 1st, 1957	500.00
December 1st, 1958	500.00
December 1st, 1959	500.00
December 1st, 1960	500.00
December 1st, 1961	500.00
December 1st, 1962	500.00
December 1st, 1963	18,000.00

Capital and interest are payable, at the Bank mentioned in the loan procedure, in St. Jerome, in Quebec City, or in Montreal.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed shall be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a sitting of the council to be held on the twenty-eighth day of February 1949, at 8 o'clock in the evening at the Red Cross Hall, Morin Heights, Que.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Morin Heights, this eighth day of the month of February, 1949.

J.-W. GREEN,
Secretary-treasurer.

24258-o

Vente d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1948 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau-Brunswick de la Nouvelle-Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérissseur par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson & Company, encanteurs, à 128 ouest rue King, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le cinq mai 1949, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits objets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 1er février 1949.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
H. L. ATTO.

24221-6-6

Sale of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1948, and still remaining in the offices of the "Canadian Pacific Express Company" at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Québec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson & Company, Auctioneers, at 128 King Street West, Toronto, Ont. at eleven o'clock in the forenoon on the fifth day of May, 1949, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 1st, 1949.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
H. L. ATTO,
Superintendent.

24221-6-6-o

Vente — Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de NOEL GAUTHIER, marchand, Saint-Adelme, comté de Matane, P.Q., débiteur.

Sale — Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of NOEL GAUTHIER, merchant, of Saint-Adelme, county of Matane, P.Q., debtor.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le SEPT MARS 1949, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adelme, comté de Matane, Qué., l'immeuble ci-après décrit:

Item A: Un terrain situé sur le cinquième rang du canton Saint-Denis en la paroisse de Saint-Adelme, mesurant 300 pieds de front le long du chemin de front et le long du fronteau entre le 5e et le 6e rang, par environ 125 pieds de profondeur, le long de la route et le long du ruisseau, mesure anglaise, et sans garantie de mesures précises; borné au nord au chemin de front; au sud au fronteau entre le 5e et le 6e rang; à l'est à un ruisseau servant de division entre le terrain présentement vendu et la propriété d'Hormidas Truchon; et à l'ouest, à la route; faisant partie des numéros trois cent soixante-dix-huit et trois cent soixante-dix-neuf (P. 378 et P. 379) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Félicité, canton Saint-Denis, sauf à distraire un terrain de 50 pieds par 50 pieds appartenant à la Fromagerie de Saint-Adelme, un terrain de 75 par 75 à Philias Gagné et un terrain de 50 par 75 à Noël Michaud.

Ledit terrain en premier lieu décrit avec bâtisses, appartenances et dépendances.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

La vente de cet item est faite conformément aux articles 716 et 717 du Code de Procédures civiles et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite; cette vente équivalant à la vente au Shérif.

Les titre et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, Qué., le 26 janvier 1949.

Les Syndics,

Bureaux: LEFAIVRE, MARMETTE
111, côte de la Montagne, & LEFAIVRE.
Québec, Qué. 24146-4-2-0

Notice is hereby given that on MONDAY, the SEVENTH day of the month of MARCH, 1949, at THREE o'clock in the afternoon, there will be sold, by public auction, at the parochial church door of Saint-Adelme, county of Matane, Que., the immovable hereinafter described:

Item A: A lot of land situate in the fifth range of the township of Saint-Denis, in the parish of Saint-Adelme, measuring 300 feet in front along the front road and along the "fronteau" between the 5th and 6th range, by about 125 feet in depth, along the highway and along the stream, English measure, and without warranty as to exact measurement; bounded on the north by the front road; on the south by the "fronteau" between the 5th and 6th range; on the east by a stream used as the division between the land presently sold and the property of Hormidas Truchon; on the west by the highway; forming part of numbers three hundred and seventy-eight and three hundred and seventy-nine (P. 378 and P. 379) on the official cadastre for the parish of Sainte-Félicité, township of Saint-Denis, save to be deducted a lot of land 50 feet by 50 feet, belonging to the cheese factory of Saint-Adelme (Fromagerie de Saint-Adelme), a lot of land 75 feet by 75 feet, belonging to Philias Gagné and a lot of land 50 feet by 75 feet, belonging to Noël Michaud.

The said lot of land firstly described, with buildings, appurtenances and dependencies.

This item will be offered for sale to the highest and last bidder.

The sale of the said Item is made pursuant to Articles 716 and 717 of the Code of Civil Procedure and also Article 45 of the Bankruptcy Act; the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

Titles and certificate may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

Conditions of payment: cash.

Québec, Qué., January 26, 1949.

LEFAIVRE, MARMETTE

Offices: & LEFAIVRE,
111 Mountain Hill, Trustees.
Québec, Que. 24146-4-2

Vente par licitations

Canada, Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, N° 265776.

Avis est ici donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure siégeant à Montréal le 5 janvier 1949, dans cette cause où Fernand Lacoste, électricien, Thérèse Lacoste, ménagère, épouse séparée de biens de Pierre Bourdon, électricien, ce dernier pour autoriser sadite épouse, tous de la ville de Laprairie, district de Montréal, sont Demandeurs, et Paul Émile Lacoste et Aimé Lacoste, dans la ville de Laprairie, district de Montréal, ce dernier personnellement et en sa qualité de tuteur de ses enfants Jean-Guy, Aimé Edmond, et Lucie Lacoste, sont défendeurs, la licitation des immeubles suivants a été ordonnée, savoir:

"Un emplacement sis à Laprairie, comté de Laprairie, chemin de St-Jean, comprenant:

Un terrain faisant partie des lots de terre désignés sous les numéros cent quatre-vingt-huit (188 ptie) au cadastre officiel du village de Laprairie et trois cent huit (308 ptie) au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie, contenant cent soixante pieds de largeur sur deux cent

Sale by Licitations

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 265776.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, sitting at Montreal, on the 5th day of January, 1949, in the matter of Fernand Lacoste, electrician, Thérèse Lacoste, housewife, wife separate as to property of Pierre Bourdon, electrician, the latter to authorize his said wife, all of the town of Laprairie, district of Montreal, are plaintiffs; and Paul Émile Lacoste and Aimé Lacoste, of the town of Laprairie, district of Montreal, the latter personally and as tutor to his children Jean Guy, Aimé Edmond and Lucie Lacoste, are defendants the licitation of the following immovables was ordered, to wit:

"An emplacement situate at Laprairie, county of Laprairie, on the St-Jean road, comprising:

A lot of land forming part of the lots of land described under numbers one hundred and eighty-eight (Pt 188) on the official cadastre for the village of Laprairie and three hundred and eight (Pt. 308) of the official cadastre for the parish of Laprairie, measuring one hundred and sixty

vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et tenant en front, au sud-ouest, au chemin de St-Jean, en arrière, au nord-est, à partie du lot numéro trois cent huit au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie (propriété d'Aldérique Gervais ou ayants cause), d'un côté, au nord-ouest, à partie des lots numéros cent quatre-vingt-huit au cadastre officiel du village de Laprairie et Trois cent huit au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie (propriété d'Hormidas Serres et de la compagnie "Ross Realty" ou ayant cause) et d'autre côté, au sud-est, à partie des lots numéros cent quatre-vingt-huit au cadastre officiel du village de Laprairie et trois cent huit au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie (propriété d'Herménégilde Sicotte ou ayants cause); avec une maison en brique, à un étage au dessus du rez-de-chaussée et un logis, plus un garage en brique, circonstances et dépendances.

Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles."

Les immeubles susdésignés seront vendus en bloc à l'enchère, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 15ème jour de MARS 1949, à DIX heures et DEMIE de l'avant midi, par cette Cour, au Palais de Justice à Montréal, à la chambre 31, ou dans toute autre chambre dudit Palais que la Cour désignera aux fins de ladite vente aux enchères, le tout sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe de cette Cour dans le présent dossier.

Toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire au moins douze jours avant la date fixée pour ladite vente et adjudication, et toutes oppositions afin de conserver devront être déposées dans les six jours après l'adjudication: et à défaut par les intéressés de déposer leurs dites oppositions dans les délais prescrits, ils seront forclos de le faire, conformément à la loi.

Un dépôt de deux mille dollars (\$2,000) devra être fait par tout enchérisseur avant que son offre et enchère soit reçue à ladite vente.

Montréal, 7 février 1949.

L'Avocat des demandeurs,

JULIEN BRISSON,

24222-6-2 152 Notre-Dame, est, Montréal.

feet in width by two hundred and twenty feet in depth, English measure and more or less, bounded in front, to the southwest, by the St-Jean road, in rear, to the northeast, by a part of lot number three hundred and eight of the official cadastre for the parish of Laprairie (property of Aldérique Gervais or assigns), on one side, to the northwest, by a part of lots numbers one hundred and eighty-eight of the official cadastre for the village of Laprairie and three hundred and eight of the official cadastre for the parish of Laprairie (property of Hormidas Serres and the Ross Realty Company or assigns) and on the other side, to the southeast, by a part of lots numbers one hundred and eighty-eight of the official cadastre for the village of Laprairie and three hundred and eight of the official cadastre for the parish of Laprairie (property of Herménégilde Sicotte or assigns) —with a brick house one story above ground level and dwelling, and a brick garage, circumstances and dependencies.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables."

The above described immovables will be sold "en bloc" by auction and adjuged to the highest and last bidder, on the FIFTEENTH day of MARCH, 1949, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, by the said court, in the Court House at Montreal, Room 31, or in any other room of said Court House which the Court may designate for the purpose of the said auction sale. The whole subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the Office of the said Court in the present case.

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary at least twelve days before the date fixed for the said sale and adjudication, and any opposition to payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file their said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing, according to law.

A deposit of two thousand dollars (\$2,000) must be made by each and every bidder before his offer and bid is received at the said sale.

Montreal, February 7, 1949.

JULIEN BRISSON,

Advocate for plaintiffs,

24222-6-2 152 Notre-Dame East, Montreal.

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec — District d'Abitibi

Province of Quebec — District of Abitibi

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ABITIBI

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ABITIBI

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné, Laval Goulet, secrétaire-trésorier du Conseil de Comté d'Abitibi, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice, à Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, le second JEUDI du mois d'avril, 1949, soit le QUATORZE AVRIL 1949, à dix heures de l'avant-midi pour non paiement de taxes scolaires, municipales, religieuses, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Public notice is hereby given by the undersigned, Laval Goulet, Secretary-treasurer of the County Council of Abitibi, that the immovables hereunder mentioned will be sold by public auction, at the Court House, at Amos, at the usual meeting place of the said Council, on the second THURSDAY of the month of April, 1949, namely, the FOURTEENTH of APRIL, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of school, municipal, religious taxes, costs and charges due on each of said immovables, unless the said taxes, costs and charges be paid and acquitted, with the costs incurred, before the time of sale, to wit:

Corporation municipale de la paroisse de St-Mathieu — Municipal Corporation of the Parish of St-Mathieu
Commission scolaire d'Harricana — School Commission of Harricana

Canton ou village — Township or village	Rang — R'ge	Bloc — Block	Lot	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Figuery	5.		6.	Napoléon Tremblay	\$ 7.83	\$26.20	\$34.03
"	5.		20.	Isidore Pressé	15.00	13.00	28.00
Villemontel	2.		53.	Lionel Pomerleau	2.40	5.05	7.45
"	2.		55.	Josaphat Champagne	7.10	28.50	35.60
"	2.		56.	Wilfrid Champagne	7.10	28.50	35.60
"	2.		1/2 N. 57 & 58.	Arthur Beaulieu	7.08	16.45	24.13
"	3.		52.	Roland Bérubé	2.07	8.26	10.33
"	3.		54.	Yvon Bérubé	3.60	13.50	17.10
"	3.		53.	L.-P. Corriveau	2.70	10.71	13.41
"	4.		53.	Antonio Guénette	1.83	3.75	5.58
"	4.		54.	Antonio Guénette	6.82	11.45	18.27
"	4.		58.	André Pitre	5.93	21.40	27.33
"	5.		58.	Oscar Lanthier	11.70	28.65	40.36

Commission scolaire de St-Dominique-du-Rosaire — School Commission of St-Dominique-du-Rosaire

Béarn	1.		17.	Valère Couture		12.18	12.18
"	1.		34.	Gérard Rodrigue		13.50	13.50
"	2.		10.	Florent Dagenais		17.48	17.48
"	3.		1.	Fabien Malo		13.50	13.50
"	3.		2.	Doria Falardeau		13.50	13.50
"	3.		4 & 5.	Louis Maurois		17.48	17.48
"	3.		13.	Joseph Lusignan		16.15	16.15
"	3.		15 AB.	Albani Picard, fils-Jr.		12.18	12.18
"	3.		31.	Henri Jalbert		9.53	9.53
"	4.		2.	Ulric Soulières		10.85	10.85
"	4.		4.	Mme-Mrs. Vve-Wid. Adolphe Ouellet		10.85	10.85
"	4.		6.	Édouard Malo		9.53	9.53
"	4.		7 AB.	Raymond Falardeau		8.20	8.20
"	4.		8.	Ferdinand Laplante		6.88	6.88
"	4.		10.	Marcel Ouellette		12.18	12.18
"	4.		21.	Paul-Émile Picard		13.50	13.50
"	4.		22.	Albani Picard		21.45	21.45
"	4.		23.	Philippe Lefebvre		14.83	14.83
"	4.		24 AB.	Arthur Montgrain		18.80	18.80
"	4.		38.	Paul-Émile Castonguay		6.88	6.88
"	5.		29.	Rodolphe Chaboilly		13.50	13.50
"	6.		14.	Charles Bouchard		9.53	9.53
"	6.		19.	Robert Ménard		10.85	10.85
"	7.		20.	Adrien Gourde		12.18	12.18
"	8.		16.	Georges Chaput		10.85	10.85
"	8.		23.	Florian Gagné		13.50	13.50
"	9.		24.	Gérard Taillon		14.83	14.83
"	9.		30.	Émile Bourgeois		12.18	12.18
"	10.		30.	Maurice Ouellette		5.55	5.55
Berry	4.		60.	Joseph Morissette		10.85	10.85
"	4.		62.	Roger Touchette		12.18	12.18

Commission scolaire de Mont-Brun — School Commission of Mont-Brun

Clérey	3.		38.	Maxime Duval		11.56	11.56
"	4.		28.	Clément Hébert		8.12	8.12
"	4.		29.	Rémi Hébert		10.78	10.78
"	4.		37.	Charles Drapeau		11.31	11.31
"	4.		38.	Cyrille Chabot		4.64	4.64
"	4.		47.	Camille Guay		15.22	15.22
"	4.		48.	Clovis Guay		9.28	9.28
"	5.		31.	Albert Leblanc		20.00	20.00
"	5.		50-51-52	Josaphat Gravel		9.16	9.16
"	5.		57.	Georges Petit		10.76	10.76
"	6.		31.	Adélaïde Paré		9.79	9.79
"	6.		45.	Ferdinand Boulay		5.24	5.24
"	6.		56.	Omer Simard		13.32	13.32
"	7.		30 & 31.	Arthur Dubé		1.48	1.48
"	7.		48.	André Pelletier		13.72	13.72
"	7.		58.	Odina Villeneuve		13.22	13.22
"	8.		43.	Aimé Dubois		31.78	31.78
"	9.		58.	Zéphirin Thibault		7.16	7.16
"	9.		33.	Sylvio Bergeron		11.11	11.11
"	9.		44.	Lucien Gilbert		14.21	14.21
"	10.		27.	Eugène Robichaud		25.98	25.98
"	10.		35.	Arthur Boucher		17.30	17.30

Corporation des Cantons Unis de Royal Roussillon & Poularies
Corporation of the United Townships of Royal Roussillon & Poularies
Commission scolaire de Macamic — School Commission of Macamic

Royal-Roussillon	5.		46.	Émile Martel	7.49	43.46	50.95
"	7.		1 & 2A	Armand Lafleur	11.08	37.76	48.84
"	6.		15.	Fernand Pépin	22.25	54.37	76.62
"	7.		15.				

Corporation des Cantons Unis de Royal Roussillon & Poularies
Corporation of the United Townships of Royal Roussillon & Poularies
Commission scolaire de St-Mathias — School Commission of St-Mathias

Canton ou village — Township or village	Rang — R'ge	Bloc — Block	Lot	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Royal-Roussillon	6		53	Josaphat Robidoux	21.55		21.55
"	7		57 AB	Mme-Mrs Paul Lacasse	13.17		13.17

Village de Macamic — Village of Macamic
Commission scolaire de Macamic — School Commission of Macamic

Village Macamic		13	19	Inconnus — Unknown	3.00	2.70	5.70
"		14	19	"	3.00	2.70	5.70
"		14	20	"	3.00	2.70	5.70
"		14	21	"	3.00	2.70	5.70
"		14	23	"	3.00	2.70	5.70
"		18	15	"	1.00	0.90	1.90
"		18	16	"	1.00	0.90	1.90
"		18	17	"	1.00	0.90	1.90
"		23	6	"	3.00	2.70	5.70
"		23	7	"	3.00	2.70	5.70
"		23	8	"	3.00	2.70	5.70
"		25	16	"	2.00	1.80	3.80
"		29	7	"	2.00	1.80	3.80
"		29	8	"	2.00	1.80	3.80
"		E		"	1.00	0.90	1.90
"		21		"	1.00	0.90	1.90

Commission scolaire St-Antoine de Padoue — School Commission of St-Antoine de Padoue

Lamorandière	7		50 ABC	Léo Garceau		20.29	20.29
"	8		48	Albert Plante		26.63	26.63
"	8		56 AB	Léo St-Martin		26.74	26.74
Rochebaucourt	5		5	Marcel Bousquet		45.98	45.98
"	5		27	Rosaire Falstrault		38.50	38.50
"	6		10 AB	Philias Bernier		35.14	35.13
"	7		3	Armand Vincent		46.56	46.56
"	7		34	Charles-Auguste Lamoureux		53.59	53.59
"	9		8	Bertrand Théberge		45.61	45.61

Corporation St-Félix de Dalquier — Corporation St-Félix de Dalquier
Commission scolaire de St-Félix de Dalquier — School Commission of St-Félix de Dalquier

Dalquier	7		1	Alcide Bédard	1.50	6.00	7.50
"	7		2	Wilfrid Marcoux	2.10	10.20	12.30
"	7		25A	Adrien Chénier		15.60	15.60
"	7		29	Joseph Mercier		15.15	15.15
"	7		37	Edmond Gravel	3.00	12.75	15.75
"	7		40-41 AB	Jean Fauchon	5.00	13.05	18.05
"	8		19	François Mailloux		15.00	15.00
"	8		20	François Mailloux		6.00	6.00
"	8		40	Alfred Brochu	3.75	15.00	18.75
"	8		46	Joseph Plante	7.88	15.60	23.48
"	9		12	Léon Marchand		20.10	20.10
"	9		26	Raoul Roy		23.85	23.85
"	10		9	Joseph Leclerc		14.10	14.10
"	10		38	Laurent Morin		15.60	15.60

Commission scolaire du Lac Tiblemont — School Commission of Lac Tiblemont

Pascal	1		52	Michel Blanchet		7.20	7.20
"	3		39	Philippe Labonne		12.20	12.20
"	3		41	Freddy Arsénault		11.20	11.20
"	3		45	Xavier Fournier		4.10	4.10
"	6		63	Éloi Lemay		10.80	10.80
"	7		61	Oscar Carreau		6.00	6.00
"	8		52	Philippe Osman		12.86	12.86

Commission scolaire de Ste-Germaine — School Commission of Ste-Germaine

Destor	10		11	Irénée Grenier		15.55	15.55
"	10		12	Lionel Grenier		12.54	12.54
Duparquet	10		59	Nelson Morin		23.04	23.04
Palmarolle	2		27	Adrien Pomerleau		12.04	12.04
"	5		51 & 52 A	Armand Aubin		13.08	13.08

Corporation de St-Janvier — Corporation of St-Janvier
Commission scolaire de St-Janvier — School Commission of St-Janvier

Canton ou village Township or village	Rang R'ge	Bloc Block	Lot	Propriétaire Owner	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Clermont.	1.		41.	Camille Rives.	5.09	21.65	26.74
La Sarre.	10.		42.	Majella Bouchard.	6.40	10.95	17.35
Roussillon.	9.		25.	Arcade Dumoulin.	6.46	8.10	14.56
"	10.		25A.	Arcade Dumoulin.	5.37	6.30	11.67
"	10.		37.	Richard Lahaie.	8.96	17.98	26.94

Commission scolaire St-Benoit de La Corne — School Commission of St-Benoit de la Corne

La Motte.	4.		40.	Johny Paquin.		12.04	12.04
"	4.		44.	Johny Paquin.		42.53	42.53
"	5.		39.	Johny Paquin.		12.73	12.73
"	5.		40.	Jean-Louis Paquin.		16.24	16.24
"	8.		62.	Napoléon Dufour.		10.00	10.00
"	8.		63.	Napoléon Dufour.		11.31	11.31

Corporation du village de Senneterre — Corporation of the Village of Senneterre
Commission scolaire de Senneterre — School Commission of Senneterre

Village Senneterre.	34.		11 & 12.	Marie-Jeanne Bélanger.	55.85	45.20	101.05
"	32.		1/2 N. 15 & 16.	Eugène Bilodeau.	126.35	294.00	420.35
"	93.		7.	Roland Bouchard.	10.75	11.70	22.45
"	4.		10.	Wilfrid Courtemanche.	43.70	50.10	93.80
"	34.		14 & 15 & 16.	J.-H. Fortin Inc.	81.35	214.80	296.15
"	77.		10 & 11.	Hugh Galligan.	30.75	35.10	65.85
"	83.		1 & 2.	Laurent Gaumont.	11.60	13.50	25.10
"	77.		4.	Adrien Laquerre.	4.85	5.40	10.25
"	92.		12.	Jean-V. Lebrun.	4.85	5.40	10.25
"	35.		16.	Georges Mercier.	76.85	182.10	258.95
"	93.		4.	Georges Meunier.	4.85	5.40	10.25
"	35.		P. 1 & 2.	Robert Parent.	43.85	52.20	96.05
"	78.		12.	Roger Primeau.	10.85	11.70	22.55
"	33.		15 & 16.	Senneterre Motor Sales Regd.	85.10	310.22	395.32
"	95.		19.	Isidore Theriault.	14.50	16.20	30.70

Corporation Ste-Jeanne d'Arc — Corporation of Ste-Jeanne d'Arc
Commission scolaire de Ste-Jeanne d'Arc — School Commission of Ste-Jeanne d'Arc

La Reine.	3.		38.	Phidelim Petitclerc.	18.15	72.25	90.40
----------------	---------	--	----------	---------------------------	-------	-------	-------

Corporation de St-Lambert — Corporation of St-Lambert

Desmeloizes.	4.		26.	Patrick Lacroix.	7.39		7.39
"	5.		26.	Patrick Lacroix.	9.10		9.10
"	9.		25.	Roger Aumont.	12.82		12.82

Corporation de Launay — Corporation of Launay
Commission scolaire de Villemontel — School Commission of Villemontel

Launay.	4.		55 AB.	Léo Alexandre.	11.39	20.52	31.91
--------------	---------	--	-------------	---------------------	-------	-------	-------

Corporation de Palmarolle — Corporation of Palmarolle
Commission scolaire de Palmarolle — School Commission of Palmarolle

Palmarolle.	1.		27.	Rosaire Cadotte.	5.04	21.57	26.51
"	2.		23.	Gabriel Bernier.	5.88		5.88
"	2.		44 AB.	Léonidas Breton.	6.72		6.72
"	3.		30.	Adrien Breton.	4.20		4.20
"	6.		44.	Partie ouest de ce lot mesurant 2 acres de large par 25 de longueur, appartenant à — West part of said lot measuring 2 acres in width by 25 in length, belonging to Raoul Laffamme.	8.40	30.30	38.70
"	7.		32B.	Paul Lemieux.	1.00		1.00
"	9.		39.	Paul-Émile Leblanc.	5.46	70.20	75.66

Corporation de La Sarre Canton — Corporation of La Sarre Township
Commission scolaire de la paroisse de La Sarre — School Commission of the Parish of La Sarre

Canton ou village Township or village	Rang R'ge	Bloc Block	Lot	Propriétaire Owner	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Clermont.	1.		5.	Georges Therrien	13.00		13.00
"	1.		23 1-2-3.	Joseph Lacasse	9.85	18.95	28.80
"	1.		24 1-2-3-4.	Joseph Lacasse	11.15	28.45	39.60
"	1.		25.	Joseph Lacasse	74.40	82.00	156.40
La Sarre.	4.		30.	Auguste Côté.	44.99	159.50	204.49
"	7.		2.	Albert Chouinard	10.84	26.00	36.84
"	7.		30.	Henri Perron.	28.65		28.65
"	8.		29.	Gérard Fournier	36.35	132.65	169.00
"	10.		3.	Albert Lacasse.	11.55		11.55
"	10.		25 & 26A.	Joseph Lacasse	24.95	47.40	72.35

Corporation de Launay — Corporation of Launay
Commission scolaire de Privat — School Commission of Privat

Launay.	3.		3.	J.-Baptiste Laventure	4.55	55.12	69.67
"	5.		½ N. 6.	Bruno St-Gelais.	1.15	14.37	15.52
"	7.		1.	Télesphore Blais		17.50	17.50

Corporation de Taschereau — Corporation of Taschereau
Commission scolaire de Privat — School Commission of Privat

Privat.	7.		62.	Télesphore Blais	6.24	15.62	21.86
---------	----	--	-----	------------------	------	-------	-------

Corporation de La Motte — Corporation of La Motte
Commission scolaire de La Motte — School Commission of La Motte

La Motte.	1.		9.	Robert Turcotte	2.30	4.96	7.26
"	1.		11.	Roland Paquin	5.21	11.87	17.08
"	1.		12.	Rodrigue Palin		14.34	14.34
"	2.		15.	Henri Parent.	5.85	27.24	33.09
"	2.		16.	Antoine Massicotte.	13.61		13.61
"	2.		20.	Patrick Toupin	7.58	18.14	25.72
"	3.		4.	Henri-Paul Thibodeau.	2.66	6.14	8.80
"	3.		9.	Armand Guay.	5.25	12.33	17.58
"	3.		13.	John Ataman.	3.25	5.10	8.35
"	3.		½ N. 24.	Léon Saillant.	8.21	19.37	27.58
"	3.		½ N. 25.	Léon Saillant.	2.09	4.98	7.07
"	4.		11.	Armand Rondeau.	4.77	11.17	15.94
"	4.		14.	Albert Laliberté		25.39	25.39
"	4.		15.	Raoul Demers.		8.91	8.91
"	5.		26.	Alexandre Tremblay	6.25	14.73	20.98
"	6.		26.	Georges Tremblay		15.25	15.25
"	6.		31.	Lucien Blain	5.48		5.48
"	6.		32.	Lucien Blain	4.04		4.04

Corporation de Authier — Corporation of Authier
Commission scolaire de Authier — School Commission of Authier

Royal-Roussillon.	5.		61.	Hervé Bélanger.	24.85	62.74	87.59
-------------------	----	--	-----	-----------------	-------	-------	-------

Corporation de Authier — Corporation of Authier
Commission scolaire de Languedoc — School Commission of Languedoc

Privat.	10.		6.	Wellie Bellemarre.	24.95	35.05	58.00
"	10.		14B & 15C.	Rodolphe Gravel.		18.70	18.70
"	10.		17.	Rodolphe Gravel.	14.97	25.90	40.87

Corporation de la Partie Est des Cantons Unis de Figuiery et de Dalquier
Corporation of the East Part of the United Townships of Figuiery & Dalquier
Commission scolaire de Dollard — School Commission of Dollard

Dalquier.	8.		52.	Placide Royer	7.35		7.35
"	8.		54.	Joseph Pépin.	5.40		5.40
"	8.		62.	Normand Frenette	4.50		4.50
Figuiery.	8.		35.	Romuald Beaulieu		22.05	22.05
"	8.		43.	Romuald Beaulieu		82.60	82.60
"	9.		51 AB.	Arthur Ayotte.	4.80	32.40	37.20
"	8.		51.	Albert Cossette.	19.60	131.90	151.50
"	8.		52B.	Albert Cossette.	7.20	48.80	56.00

Corporation des Cantons Unis de Fiedmont & Barraute
 Corporation of the United Townships of Fiedmont & Barraute
 Commission scolaire de Barraute & Fiedmont — School Commission of Barraute & Fiedmont

Canton ou village Township or village	Rang R'ge	Bloc Block	Lot	Propriétaire Owner	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Barraute.	2.		41B	Julien Auger		1.65	1.65
"	4.		46	Jean-Noël Fiset	9.83	23.25	33.08
Fiedmont.	8.		39-1 & 40-3	F.-X. Houde		1.15	1.15
"	9.		25	Arthur Bellemar		18.18	18.18
"	10.		17	Armand Gignac		13.10	13.10
"	10.		1/2 S. 18 & 19.	Josaphat Lachance	7.00	16.35	23.35
"	10.		37	Léo Roy	18.13	43.60	61.73
"	10.		46	Fernand Millette	3.52		3.52

Corporation des Cantons Unis de Fiedmont & Barraute
 Corporation of the United Townships of Fiedmont & Barraute
 Commission scolaire Ste-Blaise — School Commission of Ste-Blaise

Barraute.	7.		44	Roland Fiset	4.25		4.25
"	6.		1/2 S. 41 & 42.	Rosario Roch.	1.05	4.67	5.72
"	7.		31	Rosario Roch.	7.48	24.81	32.29

Village de Barraute — Village of Barraute
 Commission scolaire de Barraute & Fiedmont — School Commission of Barraute & Fiedmont

Village Barraute.	7.		1, 2, 3, 4, 5, 6.	Oscar Roy	22.97	60.13	83.10
-------------------	----	--	-------------------	-----------	-------	-------	-------

Commission scolaire de St-Maurice — School Commission of St-Maurice

Duvernay.	5.		4.	Charles Lecompte		12.00	12.00
"	5.		5.	Lucien Leclerc		12.00	12.00
"	5.		5A	Ferdinand Audet		18.00	18.00
"	6.		6.	Paul-Émile Labonté		24.00	24.00
"	7.		6.	Alfred Lecompte		14.00	14.00
"	8.		2.	Alfred Roy		14.00	14.00
"	8.		4.	Joseph Boudreault		21.32	21.32
"	8.		5.	Philippe Boudreault		14.00	14.00
"	9.		9.	Aurèle Côté		25.00	25.00
"	5.		7.	Adélaïde Guay		16.00	16.00

Corporation municipale de la partie Est des Cantons Unis de Figury & Dalquier
 Municipal Corporation of the East Part of the United Townships of Figury & Dalquier
 Commission scolaire St-Maurice — School Commission of St-Maurice

Dalquier.	1.		1/2 E. des-of 2/3 N. 56.	Lucien Leclerc		22.00	22.00
"	1.		2/3 N. 57.				
"	1.		58	Émile Vezeau	8.75	11.92	20.67
"	3.		59	Philippe Vezeau		40.00	40.00
"	3.		60	Philippe Vezeau		9.00	9.00
"	3.		61	Paul-Émile Vezeau		9.00	9.00
"	4.		43A	André Lamontagne		2.00	2.00
"	4.		61	Barnabé Charest	10.80	27.00	37.80
"	5.		43	Euclide Marcotte	1.60	8.00	9.60
"	6.		P.S. 51 & 52.	Georges Gauthier		19.00	19.00
"	6.		56	Paul-Émile Labonté		42.00	42.00
"	7.		3.	Fernand Frenette		30.40	30.40
"	8.		57	Albert Gagnon	6.00	22.00	28.00
"	8.		61	Georges Hogues		29.75	29.75
Duvernay	8.		B.				
Dalquier	8.		60	Mme-Mrs. Victoria St-Jean		21.00	21.00
Duvernay	8.		C.				
Dalquier	9.		50	Bruno St-Laurent	3.60	18.60	22.20
"	9.		58	Placide Royer	2.50	10.80	13.30
"	10.		50	Cléophas Ferland		16.00	16.00
"	10.		51	Paul Labrecque		40.00	40.00

Corporation de Trécesson — Corporation of Trécesson
 Commission scolaire de St-Viateur de La Ferme — School Commission of St-Viateur de La Ferme

Trécesson.	7.		A	Marcel Roy	1.00	6.00	7.00
------------	----	--	---	------------	------	------	------

Corporation municipale de la partie Ouest des Cantons Unis de Figuiery & Dalquier
Municipal Corporation of the West Part of the United Townships of Figuiery & Dalquier
Commission scolaire de St-Viateur — School Commission of St-Viateur

Canton ou village Township or village	Rang R'ge	Bloc Block	Lot	Propriétaire Owner	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Dalquier	3		5	Hector Gravel	7.20	48.33	55.53
Figuiery	9		5	Henri-Paul Gravel	3.86	6.51	10.37
"	9		6	René Rochon	8.83	16.25	25.08
"	10		3	Josaphat Thibault	1.60	10.73	12.33

Commission scolaire de Lac Castagnier — School Commission of Lake Castagnier

Duvernay	10.....	55.....	Wilfrid Poitras	10.20	10.20
Lamorandière	7.....	5 & 6.....	Henri-Paul Gravel	17.56	17.56
"	10.....	11.....	Richard Collin	13.50	13.50
Vassal	1.....	37.....	Gaston Flamand	15.00	15.00

Corporation municipale de la partie Ouest des Cantons Unis de Figuiery & Dalquier
Municipal Corporation of the West Part of the United Townships of Figuiery & Dalquier
Commission scolaire de Delage — School Commission of Delage

Figuiery	7.....	28B & 1/2 N.29	Armand St-Arnaud	25.35	56.95	82.30
"	8.....	20.....	Armand St-Arnaud	8.45	19.05	27.50
"	9.....	7.....	David Claveau	10.00	10.00	10.00
"	9.....	1/2 O. 9 W. 1/2 9.	Louis-Philippe Gobeil	6.73	6.73	6.73
"	9.....	20 A B.....	Germain Marchand	21.53	47.60	69.13

Un lopin de terre mesurant trois cent onze pieds de largeur par vingt acres en profondeur, étant la partie sud du lot connu et désigné aux Plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Figuiery, sous le numéro vingt-quatre (24) du rang dix (10), borné, ledit lopin de terre, comme suit: au nord par une ligne parallèle à la ligne sud dudit lot, passant à trois cent onze pieds de cette dernière, à l'est, en front par la route régionale, au sud par le lot numéro vingt-cinq du même rang et à l'ouest par le lot numéro vingt-et-un du même rang. Sujet au droit de passage situé à l'extrémité nord dudit lopin de terre, sur une largeur de vingt pieds, en front, sur la route régionale par quatre acres en profondeur, tel que réservé en un acte enregistré sous le numéro 10676. A distraire, cependant du dit lopin de terre, deux lopins de terre décrits comme suit:

1.— Un emplacement, mesurant soixante pieds en front, par cent vingt pieds en profondeur, étant le coin sud-est dudit lot borné, comme suit: au nord par une ligne parallèle à la ligne sud dudit lot, passant à soixante pieds de cette dernière à l'est, en front, par la route régionale, au sud par le lot numéro vingt-cinq du même rang, et à l'ouest par une ligne parallèle à la ligne est dudit lot, passant à cent vingt pieds de cette dernière. Propriété de Gérard Trudel.

2.— Un lopin de terre mesurant deux cent quatre-vingt-onze pieds de largeur, du nord au sud, par trois cent onze pieds, de l'est à l'ouest, situé à la partie sud dudit lot, et borné au nord par une ligne parallèle à la ligne sud dudit lot passant à deux cent quatre-vingt-onze pieds de cette dernière, à l'est par une ligne parallèle à la ligne est dudit lot, passant à mille six cent quatre-vingt-dix-neuf pieds de cette dernière, au sud par le lot numéro vingt-cinq du même rang, et à l'ouest par une ligne parallèle à la ligne est dudit lot, passant à deux mille dix pieds (2010) de cette dernière; lequel lopin de terre est la propriété de la Corporation de la ville d'Amos, et sujet au droit de passage établi en faveur de la Corporation de la ville d'Amos, aux termes de l'acte de vente enregistré sous le N° 16707.

A parcel of land measuring three hundred and eleven feet in width by twenty acres in depth, being the south part of the lot known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Figuiery, as number twenty-four (24) of range ten (10), bounded, the said parcel of land, as follows: on the north by a line parallel to the south line of the said lot, passing at three hundred and eleven feet from the latter, on the east, in front, by the regional highway, on the south by lot number twenty-five of the same range, and on the west by lot number twenty-one of the same range. Subject to the right of way situate at the extreme north of the said parcel of land on a width of twenty feet, in front, on the regional highway, by four acres in depth, as reserved in a deed registered under number 10676. To be deducted, however, from said parcel of land, two parcels of land described as follows:

1.— An emplacement measuring sixty feet in front, by one hundred and twenty feet in depth, being the southeast corner of said lot, bounded as follows: on the north by a line parallel to the south line of said lot, passing at sixty feet from the latter, on the east, in front, by the regional highway, on the south by lot number twenty-five of the same range, and on the west by a line parallel to the east line of said lot, passing at one hundred and twenty feet from the latter. The property of Gérard Trudel.

2.— A parcel of land measuring two hundred and ninety-one feet in width, from north to south, by three hundred and eleven feet, from east to west, situate in the south part of said lot, and bounded on the north by a line parallel to the south line of said lot, passing at two hundred and ninety-one feet from the latter, on the east by a line parallel to the east line of said lot, passing at one thousand six hundred and ninety-nine feet from the latter, on the south by lot number twenty-five of the same range, and on the west by a line parallel to the east line of said lot, passing at two thousand and ten feet (2010) from the latter; the said parcel of land is the property of the Corporation of the Town of Amos, subject to the right of way established in favour of the Corporation of the Town of Amos, under the terms of a Deed of Sale registered under No. 16707.

			La Chaussure du Nord Inc....	127.13	285.00	412.13
--	--	--	------------------------------	--------	--------	--------

Donné à Amos, ce vingt-neuf janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Given at Amos, this twenty-ninth day of January, one thousand nine hundred and forty-nine.

Le Secrétaire-trésorier,
LAVAL GOULET.

LAVAL GOULET,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec — Comté de Chambly

Province of Quebec — County of Chambly

VILLE DE MONTRÉAL-SUD

TOWN OF MONTREAL-SOUTH

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 27 janvier 1949, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dus à la Ville de Montréal-Sud, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence ledit immeuble sera vendu par encan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel-de-Ville de la Ville de Montréal-Sud, 1195 Ave. Victoria, Montréal-Sud, MARDI, le (1er) PREMIER jour de MARS, à DIX heures du matin, heure normale de l'est.

Toutefois, sera exclu de la vente l'immeuble ci-dessous décrit si toutes les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er janvier 1949 sont payées avant le moment de la vente.

La vente de l'immeuble ci-dessous décrit sera finale et le droit de retrait ne pourra pas être exercé, ledit immeuble étant un terrain vague et un lot à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order dated January 27th, 1949, has directed the undersigned in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinafter described to satisfy the payment of the arrears of taxes due to the Town of Montreal-South with interest and costs, and consequently said immovable will be sold by public auction in the council chamber at the city hall of the Town of Montreal-South, 1195 Victoria Ave., Montreal-South, on TUESDAY, the FIRST day of MARCH, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Standard Time.

However, shall be excluded from the sale the immovable described below if all the taxes that became exigible on or before January 1st, 1949, have been paid before the actual sale.

The sale of the immovable described below shall be final and the right of redemption cannot be exercised, the said immovable being vacant land which is a building lot of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

Nom Name	Situé Location	Cad.	Subdiv.
George H. Smithers.	Rue Lafayette St..	159	106
L'immeuble ci-haut mentionné est aux plan et livre de renvoi de la Paroisse de Longueuil et situé dans la Ville de Montréal-Sud.			
The above mentioned immovable is on the Plan and Book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the Town of Montreal-South.			
Termes: Argent comptant ou chèque visé.			
Terms: Cash or Accepted cheque.			

Donné en la Ville de Montréal-Sud ce trente et unième jour de janvier 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
YVON SAURETTE.

24170-5-2-0

Given at the Town of Montreal-South, this thirty first day of January, 1949.

YVON SAURETTE,
Secretary-Treasurer.

24170-5-2-0

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE SAINT-LAMBERT
Comté de ChamblyCITY OF SAINT-LAMBERT
County of Chambly

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission Municipale de Québec, par un Arrêté en date du 27 janvier, 1949, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'Article 54 de la Loi de la Commission Municipale de Québec (S. R. Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Cité de Saint-Lambert, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de ville de la Cité de Saint-Lambert, 35 rue Aberdeen, Saint-Lambert, MERCREDI, le (2) DEUXIEME jour de MARS 1949, à DIX heures du matin, heure normale de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre, 1946, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait mais suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission Municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera finale et le droit de retrait ne pourra pas être exercé, tous lesdits

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order dated January 27th, 1949, has directed the undersigned in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R. S. Q. 1941, Chapter 207) to sell the immovables hereinafter described to satisfy the payment of the arrears of taxes due to the City of St. Lambert with interest and costs, and consequently said immovables will be sold by public auction in the Council chamber at the City Hall of the City of St. Lambert, 35 Aberdeen Street, St. Lambert, on WEDNESDAY, the SECOND day of MARCH, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Standard Time.

However, shall be excluded from the sale those immovables on which the taxes that became exigible on or before December 1st, 1946, shall have been paid before the actual sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be subject to the right of redemption, but according to the provisions of Article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the sale of the immovables described in the second section shall be final and the right of redemption cannot be exer-

immeubles étant des terrains vacants et des lots cised, all said immovables being vacant lands
à bâtir d'une évaluation municipale ne dépass- and building lots of a municipal valuation not
sant pas mille dollars. exceeding one thousand dollars.

Première section — Immeubles sujets au droit de retrait.
Part one — Immovables subject to the right of redemption.

Role N° Roll No.	Nom Name	Location	Cad.	Subdiv.
107.....	Norman Craig.....	365 Birch Avenue...	162.....	1120 1114-21 1119 1114-22 1118 1114-25
613.....	Albert Mack.....	Upper Edidon.....	248.....	6
633.....	Montreal Protestant Orphan's Home.....	".....	248.....	9 10 11 12 13 14 15 16

Deuxième section — Immeubles non sujets au droit de retrait.
Part two — Immovables not subject to the right of Redemption

1932.....	Léo Boudreault.....	Riverside Drive.....	264.....	1
764.....	A. W. Cope.....	Grosvenor Avenue...	273.....	224
336.....	Succ.-Est. Mme-Mrs. M. L. T. Laflamme.....	Cleghorn Avenue...	261.....	202-203
847.....	J. C. Gee.....	Hudson.....	161.....	2038 2039
631.....	Albert Edward Mack.....	Upper Edison Ave...	248.....	5
924.....	Mlle-Miss E. M. Hockin.....	Lapiniere Rd.....	273.....	457
191.....	T. H. Jordan & C. Johnson.....	Bolton Ave.....	264.....	344
192.....	T. H. Jordan.....	".....	264.....	345 346
689.....	".....	Galt Avenue.....	264.....	311-312
850.....	Mme-Mrs. M. E. Jordan.....	Hudson Avenue.....	161.....	1946
633.....	Montreal Protestant Orphan's Home.....	Upper Edison Ave...	248.....	P. 8

Description: — La partie nord-est du lot N° 248-8; borné au nord-est par le lot N° 248-9; au front sud-est par l'avenue Upper Edison; sur le sud-ouest par le reste de la partie du lot N° 248-8; et au nord-ouest par une ruelle portant N° 254-284 et mesurant vingt-cinq pieds de large par cent soixante-treize pieds de profondeur sur la ligne du côté nord-est et cent soixante-neuf pieds en profondeur sur la ligne de côté sud-est, plus ou moins.

Description: — The north-eastern part of cad. lot No. 248-8; bounded on the north-east by cad. lot No. 248-9; in front on the south-east by Upper Edison Avenue; on the south-west by the remaining part of cad. lot No. 248-8; and on the north-west by a lane bearing cad. lot No. 254-284; and measuring three feet in depth on the north-east side line and one hundred and sixty-nine feet in depth on the south-east side line, more or less.

180.....	J. F. McCallum.....	Blairmore Avenue...	264.....	691
265.....	P. W. McLagan.....	Bromley Avenue...	263 {	127 {
			264 {	428 {
			263 {	128 {
			264 {	429 {
			263 {	129 {
			264 {	430 {
			263 {	130 {
			264 {	431 {
			263 {	131 {
			264 {	432 {
237.....	The Petite Cote Development Co. Ltd.....	Brixton Ave.....	161.....	1852 1853 1854 1855 1856
269.....	".....	Bromley Ave.....	264.....	458 459
435.....	".....	Curzon Ave.....	161.....	1597a 1598a 1599a 1600a
1554.....	Lt-Col. Walter Hobkirk Scott.....	Oak Avenue.....	162.....	1518 1519
869.....	J. Wheatley.....	Irvine Ave.....	264.....	122 123
63.....	Mme-Mrs. D. A. Whitton.....	Arundel Ave.....	161.....	2292 2293

Je certifie que la liste sus-dite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le deuxième jour de mars, 1949, pour défaut de paiement de la répartition des immeubles, des taxes générales et spéciales imposées sur lesdits immeubles et dûs à la Cité de Saint-Lambert.

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the second day of the month of March 1949, for failure to pay real estate assessments, general and special taxes imposed on the said immovables and owing to the City of St. Lambert.

Les immeubles susmentionnés sont tous aux plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Antoine de Longueuil et situé dans la cité de Saint-Lambert.

Termes: argent comptant ou chèque visé.

Donné en la cité de Saint-Lambert, ce trente-unième jour de janvier, 1949.

(Sceau)

24176-5-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
C. F. POTTER.

The above immovables are all on the Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the City of St. Lambert.

Terms: Cash or accepted cheque.

Given at the City of St. Lambert, this thirty-first day of January, 1949.

(Seal)

24176-5-2-o

C. F. POTTER,
Secretary-treasurer.

Province de Québec

LA CORPORATION MUNICIPALE DE COMTÉ DU
LAC-SAINT-JEAN-EST

Avis public est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la susdite corporation, que conformément aux dispositions du code municipal et aux règlement N° 60 dudit conseil de comté, adopté le 10 septembre 1947 et approuvé par l'honorable Ministre des affaires municipales, les propriétés ci-après décrites seront vendues pour taxes en l'hôtel-de-ville de Saint-Joseph-d'Alma, MERCREDI le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent quarante-neuf à DIX heures de l'avant-midi. Cette vente comprendra les bâtisses érigées sur les terrains mis en vente à moins de spécifications contraires.

Province of Quebec

MUNICIPAL CORPORATION OF THE COUNTY OF
LAKE SAINT JOHN-EAST

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the aforesaid corporation, that pursuant to the provisions of the Municipal Code and of By-law No. 60 of the said County Council, adopted on the 10th of September, 1947, and approved by the Honorable the Minister of Municipal Affairs, the properties hereinbelow described will be sold for taxes in the Town Hall of Saint-Joseph-d'Alma, on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of APRIL, one thousand nine hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon. The said sale to include the buildings erected on the lots of land sold unless specified to the contrary.

Vendu contre Sold against	Adresse Address	Canton Township	Rang Range	N° Nos.	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. Sch. taxes	Taxes d'aqueduc Water taxes	Taxes d'église Church taxes
Ernest Boivin . . .	Naudville.	Déslisle. . .	1 Ile d'Alma	3-a-18 & 3-1-19.	\$51.70	\$68.25	\$ 35.00	
Caisse populaire de St-Joseph-d'Alma & J.-Henri Morel.	"	"	"	4-110 & 4-111.	52.80	72.00	15.00	
Léopold Hudon. . .	"	"	"	3-b-135 & 3-b-136.	340.20	294.00	280.00	
Charles Cauchon. .	"	"	"	3-b-78 . . .	120.90	65.00	45.00	
Mme-Mrs. Edna Fabian Whitson.	"	"	"	3-a-44 & 3-b-120.	11.47	6.00		
Edgard Lavoie. . .	Ste-Monique . . .	Taillon . . .	11.	19.	19.95	60.41		
Joseph Boudreault.	Desbiens.	"	E.	19.		34.80		23.10
"	"	"	E.	20.		34.82		23.10
Romuald Fournier.	"	Métabetchouan.	2.	14-a & 14-b	10.00	27.50		14.46
"	"	"	2.	15.	10.00	24.00		4.56
Thom Lapointe. . .	St-Joseph-d'Alma.	Labarre. . .	4.	P. No 37 (N-B.).	8.90	73.62	76.68	

N.-B.— Un terrain mesurant 100 pds de largeur le long du chemin public et 200 pds de profondeur, tenant et aboutissant vers le nord et l'est au reste du terrain de madame Joseph-Louis Tremblay, vers le sud, au lot 36-b et vers l'ouest au chemin public, avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble.

N.-B.— A lot of land measuring 100 feet in width along the public road and 200 feet in depth, bounded by and abutting on the north and east the residue of the land of Madame Joseph-Louis Tremblay, on the south, by lot 36-b and on the west the public road, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

Donné à Hébertville, le 31 janvier 1949.

24223-6-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
E.-O. HUDON.

Given at Hébertville, this 31st day of January, 1949.

24223-6-2

E.-O. HUDON,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFF'S SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Québec

Québec, à savoir: **LA COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE QUÉBEC**, corps politique et incorporé ayant son siège social au N° 73 Grande-Allée, en la cité de Québec, requérante; vs **HÉNOCH LEVESQUE**, 40 rue Duvernay, Saint-Simon, comté de Drummond, P.Q., défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot N° 100 de la subdivision du lot N° 103 (N° 103-100), du cadastre du canton de Wickham, comté de Drummond, avec toutes les bâtisses y dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, comté de Drummond, le QUINZIEME jour du mois de MARS 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 4 février 1949. 24247-6-2-0
[Première insertion: 12 février 1949]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: **DAME MARY ANN HUGHES-CADORET**, N° 55-081.

épouse judiciairement séparée de biens de J. E. Léonifred Cadoret, de la Cité de Québec, contre J. E. LÉONIFRED alias LEO CADORET, 531, rue Champfleury, Québec et actuellement à la prison de Québec, à savoir:

La subdivision N° 65 (soixante-cinq) du lot N° 585 (cinq cent quatre-vingt-cinq) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Champfleury, mesurant 55 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le QUATRIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Québec, 26 janvier 1949. AIME DION. 24147-4-2-0
[Première insertion: 29 janvier 1949]
[Seconde insertion: 12 février 1949]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Saint-Hyacinthe
N° 6037. **O. GRISE ET FILS ENRG.**

commerçants, du village de Saint-Pie, comté de Bagot, demandeurs; vs **ADRIEN DE LADURANTAYE**, commerçant, des mêmes lieux, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Pie, dans le comté de Bagot, sous le numéro quatre cent soixante-un (N° 461), moins

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Quebec

Québec, to wit: **THE QUEBEC WORKMEN'S COMPENSATION COMMISSION**, a body politic and corporate having its head office at No. 73 Grande-Allée, in the City of Quebec, petitioner; vs **HÉNOCH LEVESQUE**, 40 Duvernay street, Saint-Simon, county of Drummond, P.Q., defendant.

As belonging to the defendant:

Lot No. 100 of the subdivision of lot No. 103 (No. 103-100), of the cadastre for the township of Wickham, county of Drummond, with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Simon, county of Drummond, on the FIFTEENTH day of the month of MARCH 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MAHEU,
Court House, Sheriff.
Arthabaska, February 4, 1949. 24247-6-2
[First insertion: February 12, 1949]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: **DAME MARY ANN HUGHES-CADORET**, N° 55-081.

wife lawfully separate as to property of J. E. Léonifred Cadoret, of the city of Québec; against J. E. LÉONIFRED alias LEO CADORET, 531 Champfleury street, Québec and actually in the Québec Jail, to wit:

Subdivision No. 65 (sixty-five) of lot No. 585 (five hundred and eighty-five) of the official cadastre for Saint-Roch North, now Limoilou Ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on Champfleury street, measuring 55 feet in front by 80 feet in depth, English measure, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, AIME DION,
Québec, January 26, 1949. Sheriff. 24147-4-2
[First insertion: January 29, 1949]
[Second insertion: February 12, 1949]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Saint-Hyacinthe
N° 6037. **O. GRISE ET FILS ENRG.**

traders, of the village of Saint-Pie, county of Bagot, plaintiffs; vs **ADRIEN DE LADURANTAYE**, trader, of the same place, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Pie, in the county of Bagot, under number four hundred and sixty-one

la partie vendue par Dame Esther Brodeur à Théophile Dufresne, devant Me J. S. Bathalon, notaire, le 9 avril 1908, dont copie est enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Bagot, sous le numéro 40203-B, savoir:

Un lopin de terre à distraire et formant partie du lot numéro quatre cent soixante-un, compris dans les bornes suivantes: au nord-est, le chemin de fer; au sud-est, le lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489); au nord-ouest, le lot numéro quatre cent cinquante-sept (457); et au sud-ouest à une ligne tirée en droite ligne, la continuation sud-ouest de la rue en front du couvent de la Présentation-de-Marie; la partie dudit lot numéro quatre cent soixante-un qui appartient audit Adrien de Ladurantaye est tout ce qui reste dudit lot compris entre: d'un bout, les lots numéros quatre cent soixante-deux et quatre cent quatre-vingt-sept (462 et 487); de l'autre bout, la rue La Présentation; d'un côté, le lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489); et de l'autre côté, le lot numéro quatre cent cinquante-sept (457), contenant environ trois arpents de superficie, sans garantie de mesure précise, avec les constructions y édifiées et les systèmes d'aqueduc, d'égoût et de chauffage s'y trouvant, moins et à distraire:

Un terrain de deux cent dix pieds de front (210 pi.) sur la rue La Présentation, par cent vingt-cinq pieds de profondeur (125 pi.), le tout plus ou moins et à la mesure anglaise, borné: en front, à la rue La Présentation; en profondeur, à une coulée touchant au terrain dudit Adrien de Ladurantaye; d'un côté, au sud-est, au terrain de Mlle Marie-Rose Bélanger; et de l'autre côté, au nord-ouest, au terrain de madame Alfred-H. Saint-Pierre, sans bâtisse; et à même telle partie distraite, ledit Adrien de Ladurantaye a vendu une parcelle de terrain à Gérard Larocque, par acte de vente passé devant Me J. Robert Choquette, le 3 mai 1947, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Bagot sous le numéro 83963; la partie sus-décrite dudit immeuble: qui appartient audit Adrien de Ladurantaye, est soumise à un droit de passage, ou chemin de réserve, tel qu'établi aux termes d'un acte de vente par madame Esther Brodeur à Xavérie Catudal, devant Me J. B. S. Bathalon, notaire, le 27 mars 1907, ou autres actes antérieurs.

2. Un terrain de cinquante-huit pieds de largeur (58 pi.) environ, sur un arpent et demi (1½ arp.) de profondeur, plus ou moins, le tout sans garantie de mesure précise, borné comme suit: tenant devant à une rue non verbalisée, étant la prolongation de la rue Panet, séparant ce terrain du terrain de madame Charles Gaudreau, maintenant madame Hétu; derrière, à la succession Henri Bélanger, ou représentants; d'un côté, au terrain dudit Adrien de Ladurantaye, ou à une rue non verbalisée entre l'immeuble présentement décrit et celui de Ephrem Fontaine; et, de l'autre côté, audit Ephrem Fontaine, partie du même lot de terre, lequel terrain est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Pie, comme faisant partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (P. N° 489), sans bâtisses. Les mesures ci-dessus sont anglaises. L'immeuble présentement décrit est celui que Adrien de Ladurantaye a acquis de Ephrem Fontaine, par acte de vente passé devant Me E.

(No. 461), less the part sold by Dame Esther Brodeur to Théophile Dufresne, before Me J. S. Bathalon, notary, on the 9th of April, 1908, whereof a copy is registered in the Registry Office for the county of Bagot, under No. 40203-B, to wit:

A parcel of land to be deducted from and forming part of lot number four hundred and sixty-one, comprised within the following boundaries: on the northeast, the railroad; on the southeast, lot number four hundred and eighty-nine (489); on the northwest, lot number four hundred and fifty-seven (457); and on the southwest by a line drawn in a straight line, the southwest continuation of the street in front of the convent of the "Présentation-de-Marie"; the part of said lot number four hundred and sixty-one which belongs to the said Adrien de Ladurantaye is all that which remains of said lot comprised between: at one end, lots numbers four hundred and sixty-two and four hundred and eighty-seven (462 and 487); at the other end, La Présentation street; on the side, lot number four hundred and eighty-nine (489); and on the other side, lot number four hundred and fifty-seven (457), containing about three arpents in superficial area, without warranty as to exact measurement, with the buildings thereon erected and the waterworks, sewer and heating systems appertaining thereto, less and to be deducted:

A lot of land of two hundred and ten feet (210 ft) in front on La Présentation street, by one hundred and twenty-five feet (125 ft) in depth, the whole more or less and English measure, bounded: in front by Présentation street; in depth, by a "coulée" adjoining the land of the said Adrien de Ladurantaye; on one side, to the southeast, by the land of Mlle Marie-Rose Bélanger; and on the other side, to the northwest, by the land of Madame Alfred H. Saint-Pierre, without buildings; and out of the same said part deducted, the said Adrien de Ladurantaye sold a parcel of land to Gérard Larocque, by deed of sale passed before Me J. Robert Choquette, on the 3rd of May, 1947, registered at the Registry Office for the county of Bagot, under No. 83963; the above described part of the said immovable, which belongs to the said Adrien de Ladurantaye, is subject to a right of way or a reserved road, as established under the terms of a deed of sale by Madame Esther Brodeur to Xavérie Catudal, before Me J. B. S. Bathalon, notary, on the 27th of March, 1907, or other previous deeds.

2. A lot of land about fifty-eight feet wide (58 ft), by one arpent and one half (1½ arp.) in depth, more or less, the whole without warranty as to exact measurement, bounded as follows: in front by an unnamed street, being the prolongation of Panet street, separating the said lot of land from the land of Madame Charles Gaudreau, now Madame Hétu; in rear, by the estate Henri Bélanger, or representatives; on one side, by the land of said Adrien de Ladurantaye, or by an unnamed street between the immovable presently described and that of Ephrem Fontaine; and, on the other side, by the said Ephrem Fontaine, part of the same lot of land, the said lot of land is now known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Pie, as forming part of lot number four hundred and eighty-nine (P. No. 489), without buildings. The above measurements are English measure. The immovable presently described is that which Adrien de Ladurantaye acquired from Ephrem Fontaine, by deed of

Saint-Pierre, notaire, le 15 août 1945, enregistré à Bagot sous le numéro 81498.

3. Un terrain vacant, situé au village de Saint-Pie, mesurant quinze pieds de largeur (15 pi.) par un arpent et demi de longueur (1½ arp.), le tout mesure anglaise, et plus ou moins quant à la longueur, formant partie du lot désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (p. N° 489) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Pie de Bagot, et borné: au nord-ouest, par l'immeuble en deuxième lieu susdécrit; en front par une rue non verbalisée; en profondeur, à la succession Henri Bélanger ou représentants; et au sud-est par Ephrem Fontaine.

4. Le lot numéro trois cent quatre (N° 304) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie, avec les constructions y édifiées, de même que les droits que ledit Adrien de Ladurantaye peut avoir sur la partie de terrain contigue à cet immeuble et occupée autrefois par le chemin du petit rang Saint-François, tels qu'établis par le titre d'acquisition dudit Adrien de Ladurantaye, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Bagot sous le numéro d'ordre 84424. Ledit immeuble a une superficie de 16 perches carrées.

Chacun de ces immeubles est vendu avec les constructions, bâtiments et dépendances y dessus érigés.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pie, comté de Bagot, le MERCREDI, SEIZE MARS 1949, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Saint-Hyacinthe, RICHARD BOUSQUET.
le 8 février 1949. 24248-6-2-o
[Première insertion: 12 février 1949]

sale passed before Me E. Saint-Pierre, notary, on the 15th of August, 1945, registered at Bagot, under No. 81498.

3. A vacant lot of land, situate in the village of Saint-Pie, measuring fifteen feet in width (15 ft) by one arpent and one half in length (1½ arp.), the whole English measure and more or less as to length, forming part of the lot designated under number four hundred and eighty-nine (P. No. 489) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Pie de Bagot, and bounded: on the northwest, by the immovable secondly described above; in front by an unnamed street; in depth, by the Estate Henri Bélanger or representatives; and on the southeast by Ephrem Fontaine.

4. Lot number three hundred and four (No. 304) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint-Pie, with the buildings thereon erected, as well as the rights which the said Adrien de Ladurantaye may have on that part of the lot of land contiguous to the said immovable and occupied formerly by the "Petit rang Saint-François" road, as established by deed of acquisition of the said Adrien de Ladurantaye, registered at the Registry Office for the county of Bagot under number 84424. The said immovable has a superficial area of 16 square perches.

Each of the said immovables is sold with the constructions, buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Pie, county of Bagot, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of MARCH, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, RICHARD BOUSQUET,
Saint-Hyacinthe, Sheriff.
February 8, 1949. 24248-6-2
[First insertion: February 12, 1949]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 6

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bélanger vs Benoit.	522
Greener vs Carpmann.	521
Lemieux vs Sirois.	521

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

108, section "A" — Métiers de barbier et de coiffeur dans l'île de Montréal <i>et al.</i>	522
108, section "B" — Industrie du meuble dans la province de Québec.	526
108, section "C" — Métiers d'horloger et de bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabaska <i>et al.</i>	524
108, section "D" — Métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke.	527
110 — Concernant le coût du permis requis pour garder des chevreuils ou orignaux en captivité.	527

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

485 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	485
-----------------------------------	-----

AVIS DIVERS:

Caisse d'Épargne des Français-Associés (Fondation).	528
--	-----

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bélanger vs Benoit.	522
Greener vs Carpmann.	521
Lemieux vs Sirois.	521

ORDERS IN COUNCIL:

108, part "A" — Barber and hairdressing trades in the Island of Montreal <i>et al.</i>	522
108, part "B" — Furniture industry in the Province of Quebec.	526
108, part "C" — Clockmaking and Jewellery trades in the counties of Drummond, Arthabaska <i>et al.</i>	524
108, part "D" — Barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke.	527
110 — Concerning the cost of a license required to keep deer or moose in captivity.	527

MISCELLANEOUS NOTICES:

Caisse d'Épargne des Français-Associés (Foundation).	528
---	-----

La Société des Auteurs Dramatiques (Formation).....	530	La Société des Auteurs Dramatiques (Formation).....	530
Les Immeubles Ferland Inc. (Directeurs).....	529	Les Immeubles Ferland Inc. (Directeurs).....	529
Le Soutien (Fondation).....	530	Le Soutien (Fondation).....	530
Le Syndicat Catholique des employés de pompes funèbres de Québec Incorporé (Formation).....	530	Le Syndicat Catholique des employés de pompes funèbres de Québec Incorporé (Formation).....	530
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Rose Co. Laval (Formation).....	530	Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Rose Co. Laval (Formation).....	530
L'Union Professionnelle des Instituteurs et Institutrices de Chicoutimi (Formation).....	528	L'Union Professionnelle des Instituteurs et Institutrices de Chicoutimi (Formation).....	528
Mount Royal Property Corporation (Directeurs).....	529	Mount Royal Property Corporation (Directeurs).....	529
P. Ferland Inc. (Directeurs).....	531	P. Ferland Inc. (Directeurs).....	531
Silhouette Inc. (Directeurs).....	529	Silhouette Inc. (Directeurs).....	529
Stone School House Cemetery Incorporated (Règlements).....	530	Stone School House Cemetery Incorporated (By-Laws).....	530
Syndicat Sportif St-Zénon (Fondation).....	529	Syndicat Sportif St-Zénon (Fondation).....	529
The St. Andrew's Cemetery Company (Directeurs).....	528	The St. Andrew's Cemetery Company (Directeurs).....	528
Universal Fur & Supply Co. Ltd. (Directeurs).....	531	Universal Fur & Supply Co. Ltd. (Directeurs).....	531
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
General Forwarders Limited.....	531	General Forwarders Limited.....	531
Ottawa Leather Goods Limited.....	531	Ottawa Leather Goods Limited.....	531
COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:		QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:	
Commissaires d'écoles de St-Viateur d'Angliers.....	531	School Commissioners of St-Viateur d'Angliers.....	531
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Association des Employés Civils.....	521	Association des Employés Civils.....	521
Congrégation des Sœurs de Notre-Dame Auxiliatrice.....	517	Congrégation des Sœurs de Notre-Dame Auxiliatrice.....	517
Fossambault-sur-le-Lac, village de.....	519	Fossambault-sur-le-Lac, village de.....	519
Hôpital Saint-Joseph de Rimouski.....	516	Hôpital Saint-Joseph de Rimouski.....	516
Lachine, cité de.....	519	Lachine, city of.....	519
L'Ordre des mineurs conventuels.....	520	Order Minor Conventuals.....	520
Malouin, Egide-Georges.....	516	Malouin, Egide-Georges.....	516
Québec, cité de.....	520	Quebec, city of.....	520
Romaine River Railway Company.....	518	Romaine River Railway Company.....	518
Simpsons Limited.....	517	Simpsons Limited.....	517
Succession Alphonse-Amédée Miville Dechaine alias Dechène.....	518	Estate of Alphonse-Amédée Miville Dechaine alias Dechène.....	518
Succession James McCready.....	517	Estate of James McCready.....	517
Trois-Rivières, cité des.....	516	Trois-Rivières, city of.....	516
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de St-Georges de Windsor.....	532	Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de St-Georges de Windsor.....	532
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Almaville, comm. mun. de.....	532	Almaville, school munic. of.....	532
Magog, munic. scolaire protestante de la ville de.....	532	Magog, Protestant school munic. of the town of.....	532
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec (Prélèvement).....	533	Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec (Levy)...	533
Comité paritaire de l'horlogerie (Prélèvement).....	536	Parity Committee of Horology (Levy).....	536
Comité paritaire des métiers de la construction de Saint-Jean (Prélèvement).....	534	Building Trades Joint Committee of St. John (Levy).....	534
Comité paritaire du commerce de Farnham (Prélèvement).....	539	Comité paritaire du commerce de Farnham (Levy).....	539

Comité paritaire du commerce de gros et de détail de Rimouski (Approbation de règlements).....	533
Comité paritaire du commerce de gros et de détail de Rimouski (Prélèvement).....	537

TRÉSOR:

Assurances:

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jean-Deschaillons.....	540
---	-----

ERRATUM:

Gatineau, comté de.....	541
-------------------------	-----

GREFFE DE NOTAIRE:

Villeneuve, Charles-Edouard.....	541
----------------------------------	-----

LETTRES PATENTES:

Amherst Realty Trust Company Ltd. .	486
Arrow Head Holdings Ltd.....	487
Asbestos Veterans Club — Club des Vétérans d'Asbestos.....	487
Austin Sales & Service Ltd.....	487
Beaver Construction Company.....	488
Brick-O Products Co. Ltd.....	488
British Hat & Cap Mfg. Co. Ltd.....	489
Catalina Sportswear Corp.....	489
Colvan Investment Corporation.....	489
Compagnie d'Habitation de Montmagny Limitée.....	490
Consolidated Fur Inc.....	490
Cowansville Club No. 99 — Club de Cowansville No 99.....	490
Drummond Holdings Ltd.....	491
Durieux Entreprises, Incorporée.....	491
Dussault MacNab Ltée.....	491
Eastern Airways Limited — Les Lignes aériennes de l'Est Limitée.....	492
Electric Utilities Inc.— Accessoires et Appareils Électriques Inc.....	492
Entreprise de Frais Funéraires d'Alma Ltée.....	492
Gale Forest Products Limited.....	493
George E. Carson Limited.....	493
Germain Johnson Incorporée — Germain Johnson Incorporated.....	493
Gingras & Demers Ltée.....	494
Henri Harwood & Compagnie (Ltée).....	494
Hermitage Club Holdings, Limited.....	494
Hôtel Russel Compagnie.....	495
Hybert Mfg. Co. Ltd.....	495
Immeubles Mea Inc.....	495
Irving Clothes Ltd.....	496
J. A. Brazeau Ltée.....	496
Jacques Bernard Ltée.....	496
J. Daoust Ltée.....	497
Jean Cloutier Limitée.....	497
Jeanne Bayard Inc.....	497
J. E. Provencher & Fils Inc.....	498
John Reid & Son Ltd.....	498
Joliet Museum Handicraft Limited.....	498
Judaline Realities Inc.....	499
La Menuiserie de la Chaudière Inc.— Chaudière Woodworks Inc.....	499
L'Amicale de Stanislas.....	500
La Planche Murale Placao Limitée.....	500
Le Bureau d'Information Sociale, Incorporée.....	500
Le Comité des Loisirs de la Ville de Dorion, Inc.....	501
Le Garage St-Georges Limitée.....	501

Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski (Approval of by-laws).....	533
Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski (Levy).....	537

TREASURY:

Insurance:

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jean-Deschaillons.....	540
---	-----

ERRATUM:

Gatineau, county of.....	541
--------------------------	-----

NOTARIAL RECORD:

Villeneuve, Charles-Edouard.....	541
----------------------------------	-----

LETTERS PATENT:

Amherst Realty Trust Company Ltd...	486
Arrow Head Holdings Ltd.....	487
Asbestos Veterans Club — Club des Vétérans d'Asbestos.....	487
Austin Sales & Service Ltd.....	487
Beaver Construction Company.....	488
Brick-O Products Co. Ltd.....	488
British Hat & Cap Mfg. Co. Ltd.....	489
Catalina Sportswear Corp.....	489
Colvan Investment Corporation.....	489
Compagnie d'Habitation de Montmagny Limitée.....	490
Consolidated Fur Inc.....	490
Cowansville Club No. 99 — Club de Cowansville No 99.....	490
Drummond Holdings Ltd.....	491
Durieux Entreprises, Incorporée.....	491
Dussault MacNab Ltée.....	491
Eastern Airways Limited — Les Lignes aériennes de l'Est Limitée.....	492
Electric Utilities Inc.— Accessoires et Appareils Electriques Inc.....	492
Entreprise de Frais Funéraires d'Alma Ltée.....	492
Gale Forest Products Limited.....	493
George E. Carson Limited.....	493
Germain Johnson Incorporée — Germain Johnson Incorporated.....	493
Gingras & Demers Ltée.....	494
Henri Harwood & Compagnie (Ltée).....	494
Hermitage Club Holdings, Limited.....	494
Hôtel Russel Compagnie.....	495
Hybert Mfg. Co. Ltd.....	495
Immeubles Mea Inc.....	495
Irving Clothes Ltd.....	496
J. A. Brazeau Ltée.....	496
Jacques Bernard Ltée.....	496
J. Daoust Ltée.....	497
Jean Cloutier Limitée.....	497
Jeanne Bayard Inc.....	497
J. E. Provencher & Fils Inc.....	498
John Reid & Son Ltd.....	498
Joliet Museum Handicraft Limited.....	498
Judaline Realities Inc.....	499
La Menuiserie de la Chaudière Inc.— Chaudière Woodworks Inc.....	499
L'Amicale de Stanislas.....	500
La Planche Murale Placao Limitée.....	500
Le Bureau d'Information Sociale, Incorporée.....	500
Le Comité des Loisirs de la Ville de Dorion, Inc.....	501
Le Garage St-Georges Limitée.....	501

Le Service des Loisirs Saint-Nicolas d'Ahuntsic.	501	Le Service des Loisirs Saint-Nicolas d'Ahuntsic.	501
Le Service Social de l'Enfance de Chicoutimi.	502	Le Service Social de l'Enfance de Chicoutimi.	502
Lucien Tremblay Electric Inc..	502	Lucien Tremblay Electric Inc..	502
Magasins Nova Stores Ltée, Ltd.	502	Magasins Nova Stores Ltée, Ltd.	502
Manhattan Cap & Shirt Mfg. Co. Ltd.. . . .	503	Manhattan Cap & Shirt Mfg. Co. Ltd.. . . .	503
Manicouagan Power Company	503	Manicouagan Power Company	503
Marwin Dyestuff of Canada Ltd.	504	Marwin Dyestuff of Canada Ltd.	504
McMullen & Gagnon Inc.	504	McMullen & Gagnon Inc.	504
Meubeau Inc.	504	Meubeau Inc.	504
Nap. Côté Sporting Goods Inc..	505	Nap. Côté Sporting Goods Inc..	505
Nikton Manufacturing Co..	505	Nikton Manufacturing Co..	505
Orient Trading Company	505	Orient Trading Company	505
Paul Lippens Inc..	506	Paul Lippens Inc..	506
Quebec Architectural Products Ltd.— Les Produits d'Architecture de Québec Ltée.	506	Quebec Architectural Products Ltd.— Les Produits d'Architecture de Québec Ltée.	506
Quebec Holdings Corporation	506	Quebec Holdings Corporation	506
Rosemount Boys' Club Inc..	507	Rosemount Boys' Club Inc..	507
Ross Structural Steel Ltd.	507	Ross Structural Steel Ltd.	507
Sabatino Furniture Ltd.	507	Sabatino Furniture Ltd.	507
Sanctae Rosaelis Mining Corporation.. . .	508	Sanctae Rosaelis Mining Corporation.. . .	508
Society of the Divine Word — Société du Verbe Divin.	508	Society of the Divine Word — Société du Verbe Divin.	508
St-Maurice Flying Services Limited	509	St-Maurice Flying Services Limited	509
Super Test Wood Products Co. Ltd.. . . .	509	Super Test Wood Products Co. Ltd.. . . .	509
The Climax Company Limited	509	The Climax Company Limited	509
The Labrador Voluntary Educational League	510	The Labrador Voluntary Educational League	510
The St. Patrick's Congregation of Three Rivers.	510	The St. Patrick's Congregation of Three Rivers.	510
Tupper Grocery & Provisions Inc.	510	Tupper Grocery & Provisions Inc.	510
Vaco-Lynn Products of Canada Ltd.	511	Vaco-Lynn Products of Canada Ltd.	511
Ville-Marie Realty Company, Ltd.. . . .	511	Ville-Marie Realty Company, Ltd.. . . .	511
W. H. Cunningham and Hill Quebec Limited.	512	W. H. Cunningham and Hill Quebec Limited.	512

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Albert Dionne Limitée.	512
de Grandmont Limitée	512
Elm Ridge Country Club Inc..	512
Hallbart Holdings Ltd.	513
Jay-Kel Limited.	513
La Cie de Construction Incorporée de St-Félicien	513
Laiterie Sanitaire, Limitée	513
L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec, Inc.—The Retail Merchants' Association of Canada-Quebec, Inc.	513
Lord & Frères Limitée	514
Mason-Neilan Regulator Company Limited.	514
Nadeau & Frères, Ltée	514
Neckwear Incorporated.	514
O. Fortier Limitée	515
Société Textile (Franco-Canadian) Française Canadienne Limitée.	515
Standard Equities Limited.	515
Vitrocement Company Limited.	515

LIQUIDATION, AVIS DE:

Quebec Veterans' Mutual Benefit Society	541
---	-----

NOMINATIONS:

Diverses.	541
-------------------	-----

SIÈGES SOCIAUX:

C. R. Robinson & Company Limited. . . .	542
Immeubles Mea Inc.	542

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Albert Dionne Limitée.	512
de Grandmont Limitée	512
Elm Ridge Country Club Inc..	512
Hallbart Holdings Ltd.	513
Jay-Kel Limited.	513
La Cie de Construction Incorporée de St-Félicien	513
Laiterie Sanitaire, Limitée	513
L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec, Inc.—The Retail Merchants' Association of Canada-Quebec, Inc.	513
Lord & Frères Limitée	514
Mason-Neilan Regulator Company Limited.	514
Nadeau & Frères, Ltée	514
Neckwear Incorporated.	514
O. Fortier Limitée	515
Société Textile (Franco-Canadian) Française Canadienne Limitée	515
Standard Equities Limited.	515
Vitrocement Company Limited.	515

WINDING UP NOTICE:

Quebec Veterans' Mutual Benefit Society	541
---	-----

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	541
-------------------------	-----

HEAD OFFICES:

C. R. Robinson & Company Limited. . . .	542
Immeubles Mea Inc.	542

SOUSSIONS:

Gaspé, commissaires d'écoles de	543
L'Abord-à-Plouffe, ville de	542
L'Ancienne-Lorette, paroisse de	544
Laverlochère & Baby, munic. scolaire de	545
Morin, partie sud, canton de	546

TENDERS:

Gaspé, School Commissioners of	543
L'Abord-à-Plouffe, town of	542
L'Ancienne-Lorette, parish of	544
Laverlochère & Baby, school munic. of	545
Morin, South Part, township of	546

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company...	547
-------------------------------------	-----

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company...	547
-------------------------------------	-----

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Gauthier, Noël	547
----------------------	-----

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Gauthier, Noël	547
----------------------	-----

VENTE PAR LICITATION:

Lacoste <i>et al</i> vs Lacoste <i>et al</i>	548
--	-----

SALE BY LICITATION:

Lacoste <i>et al</i> vs Lacoste <i>et al</i>	548
--	-----

VENTES POUR TAXES:

Abitibi, comté de	549
Lac St-Jean-Est, comté de	558
Montréal-Sud, ville de	556
St-Lambert, cité de	556

SALES FOR TAXES:

Abitibi, county of	549
Lake St. John-East, county of	558
Montreal-South, town of	556
St-Lambert, city of	556

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

La Commission des Accidents du Travail de Québec vs Levesque	559
--	-----

ARTHABASKA:

The Quebec Workmen's Compensation Commission vs Levesque	559
--	-----

QUÉBEC:

Hughes-Cadoret vs Cadoret	559
---------------------------------	-----

QUÉBEC:

Hughes-Cadoret vs Cadoret	559
---------------------------------	-----

SAINT-HYACINTHE:

O. Grise et Fils Enrg. vs de Ladurantaye	559
--	-----

SAINT HYACINTHE:

O. Grise et Fils Enrg. vs de Ladurantaye	559
--	-----

24259-o

24259-o

